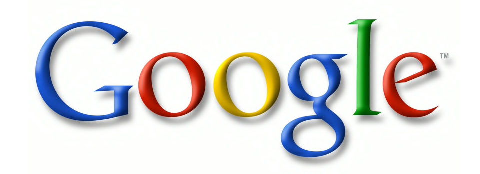
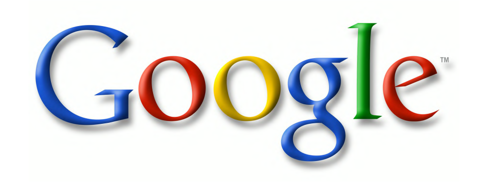




CRITIQUE STRATÉGIQUE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

L'INVASION

(du 7 au 19 août)

PARIS. — IMPRIMERIE E. CHAPELOT ET Cᵉ, 2, RUE CHRISTINE.

CRITIQUE STRATÉGIQUE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

L'INVASION

(du 7 au 19 août)

PAR

A. GROUARD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE.



PARIS

LIBRAIRIE MILITAIRE R. CHAPELOT ET Cie

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

30, Rue et Passage Dauphine, 30

1908

PRÉFACE

En reprenant l'étude critique des opérations de la guerre franco-allemande, nous allons maintenant porter notre attention sur la période qui a suivi immédiatement les batailles de Wœrth et de Forbach. Ce qui caractérise cette période qui s'étend du 7 au 12 août, c'est-à-dire jusqu'à la prise de commandement du maréchal Bazaine, c'est l'absence de tout combat de quelque importance; cependant, à aucun moment, les chefs des deux armées en présence n'ont mieux montré leur valeur relative. Du côté des Français, on ne voit qu'une suite d'indécisions et de mouvements incohérents dont le résultat le plus clair est de déprimer le moral des troupes françaises; du côté allemand, au contraire, une marche prudente, mais bien assurée, conduit nos adversaires sur la Moselle et sur la Meurthe, et ils y arrivent avec un sentiment de supériorité qui s'accroît de jour en jour.

Aussi peut-on dire que pour un observateur sagace et désintéressé, l'issue des batailles qui allaient suivre était certaine.

Et cependant les ressources de toute nature ne manquaient pas pour retarder et même peut-être arrêter l'invasion allemande. Plusieurs partis étaient praticables, l'important était d'en adopter un et de le suivre résolument.

Mais pour en choisir un bon et s'y attacher, il aurait fallu apprécier les propriétés stratégiques de la zone frontière et en même temps être pénétré des principes dont l'application permettait d'en tirer profit.

Il y a là deux ordres de connaissances qui se tiennent, et l'on peut dire que l'on ne peut pas apprécier les propriétés

d'un théâtre d'opérations si l'on n'a pas des notions précises sur les principes de l'art de la guerre.

Or, dès que l'on porte son attention sur les événements de la guerre de 1870, on voit de suite que les chefs de l'armée française n'avaient aucune idée de ces principes.

Il est malheureusement trop facile de mettre en relief les fautes de toute nature qu'ils ont commises.

Il n'était pas nécessaire, pour les reconnaître, d'avoir sous les yeux les documents que l'ouvrage de l'État-Major a livrés au public ; il y a longtemps, pour notre compte, que nous sommes fixé sur ce point.

Mais si cette vérité n'était pas manifeste pour chacun, on peut dire que la publication de l'État-Major l'a mise en évidence. Ce qui frappe à chaque page, ce n'est pas qu'un ou deux de nos chefs, mais tous étaient absolument au-dessous de leur tâche, et d'autant plus qu'ils étaient dans une situation plus élevée.

Et, en somme, ce qui résulte de l'étude attentive de la guerre de 1870, c'est que si les Français ont toujours été battus depuis le commencement jusqu'à la fin, c'est que leurs chefs n'avaient aucune notion des principes relatifs à la conduite des armées.

Mais si ces connaissances étaient nécessaires il y a trente-cinq ans aux chefs de l'armée française pour diriger la défense du territoire, elles ne sont pas moins indispensables aujourd'hui à ceux qui veulent faire la critique des opérations.

Nous avons récemment présenté quelques observations sur les conditions que doit remplir la critique des opérations militaires[1]. Avant tout elle doit reposer sur la connaissance des faits; il est clair que l'on ne peut pas les juger d'une manière équitable et judicieuse si l'on n'en fait qu'un récit inexact ou incomplet. Une fois les faits connus, il est nécessaire, pour les apprécier, de faire intervenir les principes; mais, pour s'en appuyer d'une manière judicieuse, il faut se rendre compte de ce qu'ils valent au juste. Or, ce qui les caractérise, et c'est

---

[1] *La Critique de la Campagne de* 1815. Réponse à M. Houssaye, pages 46 et suiv.

un point de vue sur lequel nous avons souvent insisté, c'est que ces principes ne sont pas absolus et que leur application dépend surtout des circonstances.

La guerre n'est pas un art reposant sur des règles conventionnelles auxquelles les chefs sont assujettis comme des joueurs d'échecs.

Son but est de conduire à la victoire et, pour y arriver, tous les moyens sont bons. Celui qui se fait battre en appliquant les principes a tort, celui qui est victorieux en les violant a raison; et l'on ne doit pas dire nécessairement que celui qui a obtenu la victoire en s'éloignant des principes généralement reconnus a commis une faute; cela prouve seulement que ces principes n'ont pas toute la valeur qu'on voudrait parfois leur attribuer.

Il importe donc, tant pour conduire les opérations militaires que pour les juger, de bien apprécier l'importance exacte des principes et la part qui leur revient dans la conception et l'exécution des mouvements des armées.

C'est ce que nous allons essayer de faire en revenant, à ce propos, sur quelques questions que nous avons déjà traitées en d'autres circonstances[1], et en nous efforçant de les résoudre avec toute la précision désirable.

Pour quelques écrivains militaires, comme Rustow, la stratégie est l'art de commander les armées. Pour d'autres, comme le général Lewal, cette partie de l'art de la guerre a pour objet la conception des opérations, tandis que l'exécution est l'objet de la tactique. Nous avons toujours repoussé ces définitions parce que, selon nous, elles manquent de netteté et de précision et qu'elles tendent à confondre des parties de l'art de la guerre qui, en réalité, sont distinctes aussi bien par leur nature que par les connaissances et les aptitudes qu'elles exigent. Pour nous, la stratégie, dans son ensemble, a pour objet la combi-

---

[1] Voir notamment les deux brochures suivantes :

1° *Stratégie, objet, enseignement, éléments;*

2° *Nouvelles observations sur l'objet de la Stratégie et ses éléments;* ou encore la préface de mon livre sur les *Maximes de guerre de Napoléon.*

naison des mouvements qui conduisent à la bataille ou qui, au contraire, l'évitent ou la retardent. C'est donc, en somme, l'art de diriger les opérations en dehors du champ de bataille, en s'efforçant d'amener la lutte dans les conditions les plus favorables tant au point de vue du nombre que de la situation respective des armées. C'est en réalité la manière de voir de Jomini et aussi de Clausewitz; car sur ce point, l'un et l'autre sont d'accord pour reconnaître que tout ce qui se produit sur le champ de bataille est du ressort de la tactique.

Ce point bien établi, nous dirons que la stratégie comporte un certain nombre de règles qui ont été mises en évidence par les campagnes des grands capitaines et qu'on ne doit jamais perdre de vue dans la conception et l'exécution des opérations militaires. C'est à l'ensemble de ces règles que nous donnons le nom de *stratégie positive*. Mais il faut bien comprendre qu'elles ne renferment pas toute la stratégie. Nous voulons dire que ce sont des conditions auxquelles on doit s'efforcer de satisfaire, mais qu'il ne suffit pas d'en tenir compte pour établir un bon projet d'opérations et que, pour y arriver, il faut encore s'inspirer d'autres considérations.

Avant d'arrêter les dispositions à prendre pour conduire l'armée à la bataille, on aura à décider s'il faut rechercher de suite cette bataille, s'il n'est pas préférable de la retarder, s'il convient de prendre l'initiative des opérations ou de voir venir l'adversaire; ensuite, si l'on est résolu à pénétrer sur le territoire de l'ennemi et qu'on dispose de plusieurs lignes d'opérations possibles, tout en sachant qu'il faut en choisir une principale, il reste à trouver celle qui est préférable; si l'on veut se concentrer avant la bataille, il reste encore à trouver le point exact de concentration le plus avantageux. Toutes ces questions sont en dehors de la stratégie positive; on les résoudra par des considérations d'ordre moral autant que par un juste emploi des moyens matériels. Ce qui caractérise cette partie de la stratégie c'est qu'elle ne peut pas être réglementée; elle met en relief les éléments du succès sans permettre de préciser d'une manière générale la part d'influence qu'il convient d'attribuer à chacun d'eux.

On doit se dire néanmoins que si la stratégie positive n'est pas toute la stratégie, elle est à considérer dans la solution

des problèmes qui, à première vue, pourraient paraître ne pas en dépendre. Ainsi, dès qu'on sait qu'une armée ne doit avoir qu'une ligne d'opérations, il arrivera souvent que l'on sera conduit logiquement à celle qu'il convient de choisir, parce que les inconvénients de l'emploi exclusif des autres sauteraient aux yeux.

Si l'on est convaincu de la nécessité de se réunir avant la bataille, on pourra être conduit au meilleur point de concentration par cette seule raison qu'en en choisissant de plus avancés, on risquerait d'y être prévenu par l'ennemi.

Ainsi en 1815, Napoléon, avec ses principes, ne pouvait hésiter sur la direction de son attaque et, après l'avoir déterminée, il ne pouvait pas hésiter davantage sur la zone de rassemblement. De même en 1870, si l'on avait eu de bons principes, on aurait reconnu de suite qu'il n'y avait qu'un bon déploiement stratégique qui convenait à la fois à la défensive et à l'offensive.

Malheureusement, s'il ne manquait pas de gens, dans les hautes sphères de l'armée française, ayant la pratique de la guerre, il n'en existait pas un seul ayant approfondi les questions relatives à la conduite des armées; les principes et les procédés de Napoléon leur étaient inconnus et ils n'avaient pas étudié Jomini plus que Clausewitz.

En France, on parlait souvent du premier, mais on ne l'avait pas médité; quant au second, il était à peine connu de quelques travailleurs. A la suite de la guerre de 1870, nous sommes allés à Clausewitz parce qu'il était du camp des vainqueurs, affectant de croire que c'est pour avoir appliqué ses doctrines que ces derniers nous ont battus; et comme, au commencement du XIXe siècle, nous avons battu les Prussiens, on s'est efforcé de démontrer que les écrits de Clausewitz étaient l'expression de la doctrine napoléonienne.

Or, dans la réalité, il y a souvent entre leurs idées une opposition manifeste; Napoléon a pu reconnaître ses doctrines dans les écrits de Jomini, il aurait sur bien des points renié ceux de Clausewitz. En le prenant pour guide en France, on a mis Jomini de côté, on a même pu déclarer dans les écoles que la lecture des écrits de ce dernier était dangereuse.

Aussi la *stratégie positive* est tombée en France en complet discrédit.

Cependant c'est le titre que le général Lewal a donné à l'une de ses nombreuses études de guerre; mais il faut reconnaître que ce que nous entendons par stratégie positive n'est pas du tout la partie de l'art de la guerre que le général désigne par le même nom. Pour lui, la stratégie se divise en deux parties : l'une spéculative, l'autre positive; elles ont des objets différents : l'une les combinaisons, l'autre l'exécution ; la positive donne les moyens de réaliser les opérations que la spéculative a combinées.

Pour nous, il en est autrement : la stratégie positive a le même objet que celle qui ne l'est pas, et qui est celui de la stratégie tout entière : déterminer les dispositions à prendre pour amener les armées à la bataille dans les conditions les plus favorables.

Seulement, parmi les considérations qui servent à la détermination de ces dispositions, il en est de deux sortes : les unes que l'on ne doit jamais perdre de vue aussi bien dans la conception que dans l'exécution des opérations, elles appartiennent à la stratégie positive; les autres, au contraire, sont des données incertaines, variables avec les circonstances qui tiennent à la situation de l'ennemi, à ses habitudes, à sa valeur morale et sur lesquelles on n'a jamais que des renseignements incomplets. C'est en faisant intervenir ces derniers éléments que l'on fait ce que l'on peut appeler de la stratégie spéculative.

Quant aux dispositions à prendre pour l'exécution des mouvements que l'on a combinés, ce n'est plus de la stratégie proprement dite, mais de la logistique. Et, en réalité, c'est cette partie de l'art de la guerre que le général Lewal désignait sous le nom de stratégie positive.

Or, qu'est-ce au juste que la *logistique?* C'est encore un point sur lequel il serait utile de s'entendre, d'autant plus qu'il faut reconnaître qu'il s'agit d'une expression que, dans ces derniers temps, on a mise de côté, ce qui pourrait faire croire qu'elle ne répond plus à aucune réalité de la guerre contemporaine. Il en était tout autrement pendant la période

qui a suivi les guerres du premier Empire, spécialement en France où l'on avait adopté les divisions de Jomini sur l'art de la guerre.

Jusqu'en 1870, on parlait couramment de logistique dans l'armée française. « Après le 26 août, dit le maréchal Canrobert [1] chacun reprit ses positions, il y eut alors beaucoup de désordre, la partie *logistique* n'était pas ce qui brillait le plus dans les ordres que nous avons reçus. »

En réalité, les questions qui étaient du ressort de la logistique sont aussi bien à considérer aujourd'hui qu'il y a quarante ans; seulement on leur a donné un autre nom, sans doute pour faire croire que l'on avait inventé quelque chose de nouveau. A notre avis, ce besoin de néologisme ne se faisait nullement sentir et nous croyons qu'il serait préférable de reprendre l'expression de logistique, à la condition de bien s'entendre sur sa signification.

Nous dirons à ce sujet que, tandis que la stratégie a pour objet la combinaison des mouvements des armées en dehors du champ de bataille, celui de la logistique est de faire connaître les moyens à employer tant pour déterminer ces combinaisons que pour en assurer l'exécution. L'une et l'autre s'appliquent donc à la même phase des opérations; on peut même admettre que la logistique est une partie de la stratégie, mais il faut bien entendre néanmoins qu'elle a son objet propre.

Ainsi le service des reconnaissances de toute nature, d'une manière plus générale, celui des renseignements qui sont la base des combinaisons, appartiennent à la logistique; il s'agit de savoir à quel ennemi on a affaire et quelle est la nature du terrain sur lequel on pourrait être amené à le combattre.

Dès qu'on a pris ces renseignements, la détermination des positions à occuper et des directions à suivre est une question de stratégie, mais l'étude des moyens à employer pour transporter les troupes d'une position à une autre est du ressort de la logistique.

---

[1] Déposition au cours du procès Bazaine.

Ainsi encore, dans les conditions d'une guerre contemporaine, c'est la stratégie qui fait connaître la zone où l'on réunira l'armée, autrement dit son déploiement stratégique. Mais la répartition des corps d'armée sur les chemins de fer ou de terre dont on dispose pour conduire à ce déploiement, l'étude détaillée des transports par voie ferrée ou des marches est une question de logistique. L'indication en gros de la zone des cantonnements est une question de stratégie, mais leur étude détaillée appartient à la logistique.

En cours d'opérations, on peut faire une distinction analogue.

La détermination des objectifs et des directions à suivre pour les atteindre, la répartition des forces dans leur ensemble sont des questions de stratégie. Mais toutes les dispositions à prendre pour assurer l'ordre et la sécurité de la marche, les questions de point initial, de liaisons entre les colonnes sont affaires de logistique. Il en est de même des ravitaillements en vivres et en munitions; autrement dit, la logistique s'occupe des questions que le général Lewal englobait tantôt dans la stratégie positive, tantôt dans la tactique positive, tandis que, suivant nous, cette dernière ne doit comprendre que les opérations du champ de bataille.

Si l'on admet notre manière de voir, on reconnaîtra que la logistique qui a pour objet l'étude des moyens est, elle aussi, une science positive, et même bien plus complètement que la stratégie proprement dite qui a pour objet les principes.

Ceux-ci, qui ne sont pas absolus, ne peuvent être révélés et vérifiés que par l'histoire tandis que les questions de marches, de cantonnements, de ravitaillements peuvent être étudiés *a priori*, sans qu'on néglige toutefois de tenir compte de l'expérience des temps passés.

Nous disons donc en somme que la stratégie positive et la logistique sont deux parties de l'art de la guerre qui se tiennent et se complètent. On peut même dire qu'elles sont inséparables, tout en ayant des objets différents.

Mais si nous croyons utile d'appeler l'attention sur la nécessité de les distinguer d'une manière précise, ce n'est pas seu-

lement parce qu'elles répondent, au point de vue théorique, à des divisions rationnelles de l'art de la guerre; c'est autant parce que, dans la pratique, elles exigent des aptitudes profondément distinctes et qui ne sont pas forcément réunies chez les mêmes hommes.

Par cette raison même que la stratégie n'est qu'à moitié positive, l'application qu'il convient de faire de ses principes présente les plus grandes difficultés. Outre que les données des problèmes à résoudre sont le plus souvent incertaines et incomplètes il faut, en en faisant la base de ses combinaisons, faire en même temps entrer en jeu les habitudes et les tendances de ses adversaires et s'efforcer de prévoir les dispositions qu'ils prendraient dans des circonstances déterminées; il faut aussi apprécier sainement la valeur totale des armées en présence, ce qui n'est pas la même chose que leur valeur numérique, et savoir, par exemple, que, dans certaines circonstances, telle fraction de l'armée ennemie tiendra jusqu'à la dernière limite tandis que telle autre cédera au premier choc. En 1796, les dispositions de Napoléon reposaient sur ce qu'il savait des habitudes des généraux autrichiens; à Austerlitz, il avait deviné les projets des chefs de l'armée austro-russe comme s'il eût pris part à leurs délibérations; en 1815, son plan de campagne tenait compte non seulement de ce qu'il savait de la répartition des forces adverses, mais tout autant des caractères distincts de Wellington et de Blücher. Autrement dit, la stratégie pratique est un art autant qu'une science, et c'est pour cela qu'il n'y a jamais eu qu'un petit nombre d'hommes capables de conduire les armées.

Il en est tout autrement de la logistique; par le fait qu'elle est tout entière une science positive, elle est accessible à nombre de bons esprits qui, sans sortir de l'ordinaire, ont certaines qualités d'ordre, de travail, de ponctualité et sont capables de faire des calculs exacts qui, quoique d'importance secondaire, sont néanmoins nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions que la stratégie a arrêtées dans leur ensemble.

C'est justement pour que les chefs d'armée soient débarrassés de l'étude de ces questions d'ordre secondaire mais essentielles,et pour qu'ils puissent « vouer tous leurs soins à

la direction suprême des opérations qu'on leur donne un état-major chargé des détails d'exécution[1] ».

D'après cela, on peut donc dire que si l'application des principes de la stratégie est l'affaire des généraux, la logistique, qui a pour objet les moyens d'exécution, est celle de l'état-major. Il faut ajouter que si les fonctions d'un général et de son chef d'état-major sont distinctes, elles se tiennent et ne sont pas indépendantes. Il faut que le chef d'état-major soit pénétré entièrement des idées de son général, et qu'il entre, si je puis dire ainsi, dans la peau de son chef; il faut qu'ils vivent dans la plus entière communauté, et comme dit Jomini[2] : « Malheur à l'armée quand ces autorités cessent de n'en faire qu'une ! » Mais il n'en est pas moins nécessaire d'éviter de renverser les rôles. Le chef d'état-major doit assurer l'exécution des dispositions du général en chef mais, en principe, il ne lui appartient pas d'en être l'inspirateur.

Le général, qui demande à son chef d'état-major ce qu'il doit faire, montre par le fait même qu'il n'est pas capable d'exercer son commandement. Il doit lui dire au contraire : « Voici ce que je veux, prenez les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution. » Telle est, théoriquement, la distinction fondamentale à établir pour les fonctions ; mais il ne s'ensuit pas que, dans la pratique, le chef d'état-major n'ait jamais à intervenir dans la conception même des opérations. Dans l'étude des dispositions d'exécution, il peut se présenter des difficultés que le chef d'état-major doit soumettre à son général et qui peuvent amener ce dernier à modifier ses projets. En réalité, ils doivent vivre dans une collaboration incessante, en évitant de comprendre leurs attributions d'une manière étroite, tout en se rendant bien compte qu'en principe elles sont distinctes et si l'on est souvent porté à les confondre, cela tient à ce qu'on a confondu d'abord les principes et les moyens, c'est-à-dire la stratégie et la logistique.

Or, c'est une confusion des plus regrettables, car elle tend à faire croire qu'il suffit d'avoir rendu de bons services dans

---

[1] Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, tome II, page 50.
[2] Jomini, *Précis de l'art de la guerre*, tome II, page 150.

les états-majors pour être apte à remplir les fonctions de général.

Il en résulte que les officiers à qui l'on accorde un réel mérite et que l'on considère comme destinés à un brillant avenir sont appelés dans les états-majors pour y passer la partie principale de leur carrière.

Nous croyons au contraire que de toutes les situations de l'officier, il n'en est pas qui soient moins capables de le préparer aux grands commandements que le service d'état-major.

Nous savons qu'en exprimant une pareille opinion, nous allons exactement à l'encontre des idées admises. Mais si l'on se rend bien compte de la besogne que l'on fait dans les bureaux, on se convaincra facilement que c'est cette manière de voir qui est la vraie.

Ce n'est pas dans les bureaux que les officiers peuvent donner la mesure de leur valeur militaire; ils ont l'occasion d'y montrer une certaine intelligence, mais on ne réclame d'eux ni initiative ni esprit de décision et, en réalité, leur besogne serait souvent aussi bien faite par des archivistes et au besoin par des clercs de notaire.

Le véritable rôle de l'officier est de commander aux troupes et ce n'est qu'en s'exerçant à la tête de petites unités qu'il peut se préparer au commandement des grandes; si ce n'est pas une condition suffisante, on peut dire qu'en dehors de circonstances exceptionnelles elle est nécessaire.

Nous ne voulons pas dire qu'il soit inutile de passer par les états-majors; il y existe des traditions que les officiers d'avenir doivent absolument connaître, il est nécessaire qu'ils y fassent des stages assez fréquents.

Ils y acquièrent des connaissances utiles, nous dirons même indispensables, mais il peut fort bien arriver que tout en y rendant les meilleurs services, ils soient absolument incapables d'exercer le moindre commandement. Assurément, on peut soutenir, d'autre part, qu'après avoir montré de réelles qualités à la tête d'une compagnie ou d'un bataillon on soit incapable de s'élever plus haut. Ce qu'il faut pour être apte à une situation élevée, c'est à la fois des connaissances étendues, la pratique des troupes et celle des états-majors.

Mais il faut remarquer que ceux qui ont déjà l'expérience du commandement peuvent acquérir facilement les connaissances théoriques indispensables, pourvu qu'ils y mettent quelque bonne volonté et qu'ils soient doués d'une intelligence moyenne ; tandis que ceux qui possèdent ces connaissances et qui les appliquent utilement dans les bureaux peuvent très bien être absolument inaptes au commandement, par suite de défauts de caractère qu'on ne peut pas réformer parce qu'ils tiennent à la nature, et que ces défauts les empêchent d'avoir la moindre action sur les hommes qu'ils sont appelés à conduire.

On ne peut donc juger la vraie valeur d'un officier qu'en le voyant à la tête d'une troupe, et non pas dans les bureaux d'un état-major.

Aussi sommes-nous d'avis qu'en y maintenant les officiers à qui on accorde du mérite, on confond l'accessoire avec le principal.

En résumé, suivant nous, les pratiques actuelles sont l'inverse de ce qu'elles devraient être.

Les officiers destinés à un brillant avenir vivent dans les bureaux, en allant de temps en temps faire un stage dans les troupes et souvent en amateurs, sans avoir à supporter les responsabilités d'un commandement effectif, qui seul peut en faire ressortir les difficultés.

Ce que nous voudrions, au contraire, c'est qu'ils soient appelés à vivre le plus souvent dans les troupes, en allant de temps en temps faire un stage de trois ou quatre ans dans les états-majors.

Il n'y a pas, à notre avis, de réforme plus importante à réaliser dans l'armée française.

Elle est essentielle pour permettre de rechercher, avec chance de les trouver, les hommes capables d'exercer de grands commandements.

Or c'est là une tâche aussi importante que difficile à remplir. Pour y réussir, il faut d'abord être bien convaincu qu'à toute époque et dans n'importe quel pays, il n'y en a jamais eu qu'un très petit nombre.

La France n'en a jamais tant eu que pendant la période de la

Révolution et de l'Empire, mais encore faut-il remarquer que la plupart de ceux qui se sont illustrés à cette époque n'étaient propres qu'à des situations subordonnées.

Depuis cette grande époque, on ne pourrait citer qu'un seul homme qui ait montré des qualités supérieures à la tête de l'armée française : c'est le maréchal Bugeaud; mais encore on ne peut être certain qu'il fût propre à la grande guerre.

En 1870, il n'y en avait pas un seul parmi ceux qui, par leur passé, étaient désignés pour exercer de hauts commandements et c'est pour cette raison que nous avons été constamment battus. Mais il faut remarquer que ce qui leur manquait ce sont des qualités exceptionnelles et qui tiennent surtout à la nature. Turenne, Frédéric, Napoléon, de Moltke ne les avaient pas acquises dans les écoles, ils les avaient tirées de leur propre fonds en fécondant leurs aptitudes naturelles par de profondes méditations. Mais la faculté de méditer est elle-même une exception naturelle.

Il en est de même du coup d'œil sur le terrain, de la sagacité, de l'esprit d'initiative et de décision et de la trempe de caractère qui permet d'affronter la responsabilité dans les situations critiques. Et c'est parce que ces qualités sont rarement réunies qu'il y a peu de grands capitaines, même parmi ceux qui ont étudié l'art de la guerre et qui l'ont pratiqué.

On a prétendu souvent que Napoléon n'a pas été un éducateur, que ses campagnes n'avaient laissé aucun enseignement ni aucune doctrine, et c'est avec quelque surprise que j'ai trouvé cette appréciation reproduite récemment par le général Donop, dans une étude d'ailleurs remplie d'intérêt et de vues justes et élevées [1] ; et je puis dire en même temps que c'est avec regret que je suis obligé de la contredire, car elle émane d'un homme d'une haute valeur que l'on voudrait toujours avoir avec soi ; mais il me semble que, sur ce point, sa manière de voir est inexacte. La correspondance de Napoléon avec ses maréchaux, ses frères, ses ministres est un enseignement perpétuel et l'on y trouve tout ce que l'on peut désirer pour constituer une doctrine simple et précise, aussi bien sur

---

[1] Voir l'*Action française*, 17 février 1907, page 289.

les grands principes de la guerre que sur une foule de questions de détails.

Et si l'on demande comment, en présence de cet enseignement, les maréchaux ont montré en maintes occasions qu'ils étaient mal pénétrés des principes du maître, nous répondrons qu'il ne pouvait pas en être autrement, parce que, de quelque manière que l'on s'y prenne, un enseignement, si juste qu'il soit, ne peut suffire à former des chefs d'armée. L'art du commandement tient avant tout à des qualités naturelles que l'étude et l'expérience peuvent développer mais qu'elles ne donnent pas. Tant qu'il s'agissait de bien se conduire dans des situations subordonnées, les lieutenants de l'Empereur, intrépides et expérimentés, ont donné tout ce que l'on pouvait attendre d'eux; mais, livrés à eux-mêmes, ils se sont souvent montrés inférieurs à leur tâche, parce que la conduite des armées même petites exige un esprit de combinaison et de sagacité qu'ils ne possédaient pas. Il ne faudrait d'ailleurs pas exagérer l'incapacité des maréchaux de l'Empire et souvent on leur a attribué la responsabilité de revers qui, en réalité, doivent retomber surtout sur l'Empereur lui-même, notamment en Espagne et en Allemagne en 1813.

Cependant il faut reconnaître que, pendant la période des guerres de l'Empire, il n'y avait, en dehors de Napoléon, qu'un petit nombre d'hommes capables de commander les armées. Et l'on peut être convaincu qu'il en sera toujours de même.

C'est là une vérité fondamentale dont doivent être convaincus les chefs d'un gouvernement ayant quelque souci de l'indépendance nationale, car il n'est pas pour eux de tâche plus importante que de choisir, pour mettre à la tête des armées, des hommes capables de les conduire. Pour la remplir avec succès, il faut se demander à quels signes on reconnaîtra chez un militaire les qualités qui peuvent le faire choisir pour occuper de hautes positions.

Nous admettons qu'en dehors de la guerre elle-même on ne pourra jamais avoir de certitude sur la vraie valeur des officiers; cependant leur manière de se comporter dans des situations variées peut donner, à leur sujet, de fortes présomptions. Il y a surtout, suivant nous, deux sortes de considérations à faire

intervenir pour les juger : les études personnelles et l'attitude aux grandes manœuvres.

Les premières font connaître la tournure et la portée de leur esprit; elles montrent ce qu'un officier a au fond de son sac; beaucoup n'en font pas, parce que leur sac est vide; mais ils se rattrapent par la jalousie, l'esprit de coterie et la flatterie, ce qui est un moyen bien autrement certain d'obtenir des récompenses.

Quant aux grandes manœuvres qui, quoique différant sensiblement de la guerre réelle s'en rapprochent sur bien des points, elles font voir si un officier a du coup d'œil, du sang-froid, de l'initiative et de la décision.

Malheureusement il arrive trop souvent, et surtout dans les pays déchirés par les partis politiques, que c'est par de tout autres considérations que l'on choisit les hommes que l'on place à la tête de l'armée.

On peut rappeler à ce sujet les observations de Jomini :

« Si l'habileté du général en chef, dit le célèbre critique[1], est un des plus sûrs éléments de la victoire, on jugera aisément que le choix des généraux est un des points les plus délicats de la science du gouvernement, et une des parties les plus essentielles de la politique militaire d'un État : malheureusement, ce choix est soumis à tant de petites passions, que le hasard, l'ancienneté, la faveur, l'esprit de coterie, la jalousie y auront souvent autant de part que l'intérêt public et la justice. »

Plus loin[2] : « Pour choisir un général habile, il faut être militaire soi-même et en état de juger, ou bien s'en rapporter aux jugements d'autrui, ce qui fait tomber nécessairement dans les inconvénients des coteries. »

Et ensuite[3] : « Malheureusement cet empressement à rendre justice au mérite n'est pas la qualité la plus commune; les esprits médiocres sont toujours jaloux et enclins à se mal entourer, craignant de passer dans le monde pour être menés,

---

[1] *Précis de l'art de la guerre*, tome Ier, page 117.
[2] Page 141.
[3] Page 144.

et ne sachant pas comprendre que l'homme placé de nom à la tête des armées a toujours la gloire presque entière des succès, lors même qu'il y aurait la moindre part. »

Quand on pense que Jomini a fait ses observations relatives au commandement des armées, après avoir vu ce qui se passait aux temps héroïques, on ne doit pas s'étonner de ce que l'on constate aux époques de décadence.

Pour réussir il faut souvent plus de souplesse que d'indépendance, plus d'obéissance passive que d'initiative, et si en même temps on ne dédaigne pas les influences politiques, il n'en faut pas davantage pour arriver aux plus hautes situations.

« Ce sont toujours les mêmes qui se font tuer », disait le maréchal Bugeaud. On peut dire aussi que, quel que soit le régime, ce sont toujours les mêmes qui arrivent. Ceux qui crient le plus fort : « Vive la République démocratique ! » crieraient tout aussi bien : « Vive le roi ! » ou : « Vive l'Empereur ! ». La souplesse de l'épine dorsale est dans le sang comme la bravoure; beaucoup de francs-maçons d'aujourd'hui auraient été de parfaits jésuites sous l'ordre moral. C'est par ces moyens qu'on arrive au sommet de la hiérarchie et, pour s'élever sur les divers échelons, les véritables aptitudes militaires ne viennent souvent qu'en seconde ligne.

Mais alors même que les chefs d'un gouvernement seraient animés de l'esprit du bien, il sera toujours difficile de faire de bons choix. Car de ce qu'un officier n'a mérité que des éloges dans des situations subordonnées, on n'en peut pas conclure qu'il restera à hauteur de fonctions plus élevées. Dans les questions militaires plus que partout ailleurs, on doit reconnaître que les hommes ont leur niveau.

Ce qui serait surtout une grande erreur, ce serait de croire que, pour trouver ceux qui sont aptes au commandement des armées, il faille les chercher exclusivement parmi les bons élèves des écoles. Assurément, nous ne voulons pas dire que ce qu'on y enseigne soit inutile, mais les connaissances que l'on y acquiert n'ont de valeur pratique que par le profit qu'on en tire dans l'application et, pour y réussir, il faut des qualités que les examens auxquels sont soumis les élèves ne peuvent pas mettre en relief.

Pour bien s'en rendre compte, il faut distinguer dans les études militaires, et au sujet de leur utilité, les trois termes : *apprendre*, *comprendre* et *appliquer*.

On trouvera des officiers tant qu'on voudra pour *apprendre* n'importe quoi. La masse des élèves de toutes les écoles militaires en sont capables. De quoi qu'il s'agisse, ils pourront s'en bourrer la cervelle, s'ils le veulent, et ils le voudront parce qu'il le faut pour obtenir des notes favorables qui peuvent avoir une influence parfois décisive sur leur avenir. Ils n'ont pas besoin de se demander si ce qu'on leur dit est juste et vrai, ils sont obligés de s'en pénétrer, c'est comme une carte forcée qu'ils sont obligés de tirer sous peine de voir leur avenir brisé.

Bien des officiers qui entrent à l'École de guerre, y sont attirés par le désir d'approfondir l'art militaire ; mais d'autres n'y vont que parce que c'est le seul moyen d'avoir de l'avancement, et de se caser vite dans un bon fromage où l'on se coule une heureuse existence en compulsant les paperasses des bureaux. Pour y arriver, ils apprendront tout ce que l'on voudra, réciteront la théorie à l'envers, si c'est nécessaire, se promettant bien de ne plus jamais y revenir plus tard.

Une fois rendus à eux-mêmes, ils songeront d'abord à prendre quelque repos, et cela se comprend, car il faut reconnaître que le régime des écoles est un surmenage incessant. Comme le maître d'escrime ou le maître de danse de Molière, chaque professeur est convaincu que c'est en approfondissant sa spécialité que l'on trouvera le secret de la victoire ; aussi les cours sont-ils remplis de développements fastidieux, et ce n'est qu'à la condition de les prendre au sérieux et de *fanatiser* qu'on réussira à être classé dans les premiers rangs. La plupart des concurrents ont les aptitudes nécessaires pour s'assimiler l'enseignement qui leur est donné de manière à répondre convenablement aux questions qui leur sont faites.

Quant à *comprendre* la vraie valeur de ce qu'on leur enseigne, c'est une autre affaire. Pour y arriver, il faut y mettre du sien, tâcher de dégager de ce fatras de théories indigestes et soporifiques ce qui est vraiment utile et pratique ; et s'ils veulent élever leurs réflexions aux parties maîtresses de la guerre, ils pourront arriver, par des efforts soutenus, à entrevoir les vrais

principes, c'est-à-dire ceux qui, le plus souvent, conduisent à la victoire lorsqu'on les applique, et à la défaite lorsqu'on les viole. Le nombre d'élèves capables d'un pareil effort personnel est toujours très petit parco qu'en dehors de l'intelligence il faut, pour s'y appliquer, un caractère indépendant.

Il faut ne pas craindre de se heurter aux idées à la mode qui changent tous les dix ans, mais qui au moment où elles sont en honneur doivent être acceptées comme parole d'évangile par tous ceux qui visent avant tout un avancement rapide. Nombre de professeurs se croient obligés de faire du nouveau et de donner à leur enseignement un cachet personnel. Quelquefois, ils se contentent de changer le sens des mots, en présentant sous une forme nouvelle des idées qui on été cent fois dites. L'officier qui a déjà quelques connaissances et quelque expérience ne s'y laisse plus prendre, mais il ne faut pas qu'il le laisse voir.

On comprend bien que le nombre de ceux qui réalisent ces conditions est très restreint, et cependant il faut qu'elles soient remplies pour pouvoir saisir le vrai caractère des campagnes des grands capitaines et les apprécier à leur vrai mérite, voir ce qu'il y a de commun dans leurs procédés ou, au contraire, ce qui distingue la manière de chacun d'eux.

Mais si ceux qui possèdent ces qnalités sont rares, il en est encore bien moins qui, après avoir compris les principes, sont capables de les *appliquer*. Appliquer, c'est adapter ses connaissances théoriques aux situations réelles qu'envisagent le général pour diriger les opérations ou le critique pour les juger. Or, c'est dans cette adaptation que résident les difficultés de la conduite des troupes, et c'est en cherchant à les résoudre que l'on voit combien il y a loin de la théorie à la pratique. On peut dire que ces difficultés existent dans le commandement des petites unités comme dans celui des grandes et que dès le début de leur carrière, un certain nombre d'officiers se montrent inaptes à les surmonter.

Ceux qui ont vécu quelque temps dans les troupes ont pu constater que quelques-uns, s'appliquant à la lettre de la théorie et sachant la réciter sans oublier un seul mot, manquent rarement de s'embrouiller quand ils sont sur un terrain de manœuvre; tandis que d'autres, incapables de rien ap-

prendre par cœur, ne se trompent jamais dans la pratique, parce qu'au lieu de chercher à se rappeler quelque texte ils se contentent de voir clair en restant maîtres d'eux-mêmes. Or cette différence entre la lettre et l'esprit de la théorie se retrouve à tous les degrés de la hiérarchie et c'est pour cela que pour juger des aptitudes d'un officier il ne suffit pas de savoir comment il a passé un examen oral ou écrit, mais qu'il faut le voir à l'œuvre sur un terrain de manœuvre et dans des circonstances variées, et surtout juger ce qu'il peut y mettre de lui-même pour sortir d'une situation délicate et imprévue.

Aussi si les examens sont indispensables au début de la carrière, parce qu'il n'y a pas d'autre manière de juger les candidats, nous croyons qu'il n'en est plus de même dès qu'il s'agit d'un homme de 30 à 40 ans, qui a déjà pu donner bien d'autres marques de ses aptitudes et qui aura peu de chances de réussir dans une école, justement parce qu'il a déjà des idées personnelles, et assez de caractère pour les exprimer. Rien n'est donc plus faux que de juger de la valeur des officiers par le rang qu'ils obtiennent dans le classement de sortie d'une école comme l'École de guerre [1].

Nous sommes même porté à croire, quelque paradoxale que puisse paraître cette appréciation, qu'on aurait plus de chances de trouver les futurs généraux en chefs, capables de conduire les armées à la victoire, parmi ceux qui n'ont suivi les cours qu'en amateurs, n'y prenant que ce qui leur plaît, sans se soucier du numéro de classement que leur apparente insouciance et le manque de zèle pourront leur valoir. Car ayant l'esprit ainsi affranchi de tout le pédantisme des écoles et des chinoiseries qu'on y enseigne, tout en y prenant quelques jalons de leur choix pour guider leur marche, il n'en seront pas

---

[1] La conséquence logique de cette manière de voir serait de supprimer le classement de sortie de l'École de guerre, et nous croyons, en effet, qu'il n'y a pas de réforme plus nécessaire à introduire dans le fonctionnement de cette école. Cela ne veut pas dire qu'on ne devra pas y donner de notes aux officiers; nous estimons au contraire qu'elles sont nécessaires pour permettre de les apprécier d'une manière complète. Ces notes feront partie de leur dossier, mais nous repoussons le classement, par suite des droits à l'avancement qu'on a l'habitude de lui attribuer.

moins en mesure, pour peu qu'ils aient le tempérament militaire et l'esprit des combinaisons de la guerre, de donner un libre essor aux qualités dont la nature a pu les douer et sans lesquelles la science n'est rien.

On trouvera peut-être que toutes ces considérations nous ont passablement éloigné de notre point de départ; mais en les résumant, on peut voir comment elles s'y rattachent. Recherchant dans quelle mesure la critique militaire doit s'appuyer sur les principes, nous nous sommes demandé quelle est la part qui leur revient dans la direction des opérations. En essayant de répondre à cette question, nous avons été naturellement entraîné à présenter quelques observations sur le rôle des chefs d'armées et les qualités que doivent posséder ceux qui ont à le remplir. Nous avons été amené à reconnaître que ces qualités sont très complexes et qu'elles sont rarement réunies dans un même homme.

Ce qu'il faut en retenir, au sujet des questions spéciales que nous avons en vue, c'est que les principes de l'art de la guerre ne sont pas absolus et que leur application judicieuse dépend des circonstances.

Or ce sont là des considérations que le critique ne doit pas perdre de vue s'il veut juger les opérations équitablement.

De ce que les principes ne sont pas absolus, il résulte qu'on ne doit pas les prendre pour base exclusive de ses jugements; tout en évitant de les perdre de vue, il faut en outre tenir compte des résultats obtenus, s'efforcer de les expliquer en les rattachant à leurs causes immédiates, sauf à rechercher ensuite comment celles-ci procèdent des causes premières, qui peuvent résider, par exemple, dans l'état général de l'armée ou du pays.

Or, les causes immédiates des victoires et des défaites sont exclusivement militaires.

On peut bien faire ressortir qu'au moment d'une déclaration de guerre les esprits n'y étaient pas préparés, que la mobilisation aurait pu être plus rapide, que les idées des chefs sur la conduite des opérations étaient mal orientées; mais il ne suffit pas de constater ces défectuosités; il reste encore à montrer, pour expliquer la défaite, comment elles l'ont produite et l'on ne peut y arriver qu'en faisant ressortir leur

influence sur les événements du champ de bataille. Il faut donc avant tout s'appuyer sur un exposé des événements suffisamment exact et capable de bien mettre en évidence les causes des résultats obtenus.

Voilà la première tâche du critique; la seconde est d'examiner si l'on pouvait mieux faire, étant données les circonstances dans lesquelles on se trouvait. Car on ne peut attribuer la défaite à de véritables fautes qu'à la condition de faire voir qu'avec d'autres dispositions on avait de grandes chances d'améliorer les résultats.

Sans doute on n'arrivera jamais ainsi à des conclusions d'une certitude absolue; car en matière de guerre, les projets les plus judicieux ne valent que par leur exécution; mais pour peu que l'on mette de rigueur dans le raisonnement, on sera conduit à des conclusions au moins vraisemblables.

Le critique doit donc s'efforcer tout d'abord de tirer de l'étude des faits et de l'examen des conditions de la lutte la mise en évidence des erreurs commises, et ce n'est qu'après avoir rempli cette tâche qu'il pourra faire intervenir les principes en recherchant dans quelles mesures ils se sont trouvés en jeu dans la conduite des opérations.

C'esl là la marche que nous avons suivie dans la présente étude. Après avoir exposé et discuté les événements, nous avons présenté, sur chaque période des opérations, des solutions qui, suivant nous, auraient été susceptibles de modifier les résultats, en permettant aux forces françaises sinon d'arrêter l'invasion allemande, du moins de la ralentir.

On trouvera peut-être, à ce sujet, que nous nous sommes laissé entraîner à des développements superflus, en examinant avec détails certaines hypothèses fort éloignées de la réalité; mais il nous semble que ces développements étaient nécessaires pour bien mettre en évidence les avantages relatifs que présentait la situation de l'armée française.

Pour montrer ce qu'elle pouvait faire, il ne suffisait pas, en effet, d'affirmer qu'à certains jours elle pouvait prendre l'offensive; il fallait, de plus, préciser les dispositions qu'il convenait d'arrêter pour réaliser cette offensive avec quelques chances de succès, en en discutant les conséquences. Nous ne prétendons pas d'ailleurs que si l'on avait adopté ces dispo-

sitions, les opérations se seraient déroulées exactement comme nous l'avons supposé. Les solutions que nous avons présentées comportaient des variantes, dépendant des procédés de l'ennemi, que l'on ne pouvait complètement prévoir. Une étude de ce genre ne peut conduire à des conclusions absolument certaines, elle ne peut avoir pour objet que de faire ressortir les positions avantageuses du théâtre des opérations, les communications qui les relient et d'examiner comment on pouvait être amené à les utiliser.

Or, non seulement nous croyons que les dispositions auxquelles nous nous sommes arrêté étaient rationnelles et capables d'entraîner les plus heureuses conséquences, mais il nous semble que les chefs de l'armée française auraient dû y être conduits s'ils avaient bien apprécié les propriétés défensives de la région voisine de la frontière du Nord-Est, et s'ils avaient été pénétrés des principes essentiels de la stratégie napoléonienne, en tenant compte, dans l'exécution, des perfectionnements apportés au cours du siècle dernier dans l'emploi des moyens. Il était essentiel de le mettre en relief pour présenter une critique complète des opérations.

Nous dirons encore à ce propos qu'en matière militaire, la théorie et la critique ont l'une sur l'autre une influence naturelle, mais qu'il ne faut pas les confondre.

Dans toutes les branches de l'activité humaine, la théorie a pour objet de mettre en relief les lois qui régissent les propriétés des éléments, soit considérés isolément, soit dans leurs rapports mutuels.

Lorsqu'il s'agit d'une science exacte qui repose sur des principes d'une valeur absolue, les applications que l'on en fait doivent s'appuyer sur ces principes, et il suffit de les violer pour produire une œuvre défectueuse. Mais il n'en est pas de même des œuvres d'art, dont beaucoup de principes acceptés n'ont qu'une valeur relative ou conventionnelle.

Or, la conduite des opérations militaires tient au moins autant de l'art que des connaissances positives. C'est pour cela que pour les juger il ne suffit pas de s'appuyer sur les principes; au contraire, on peut dire que la critique telle que nous l'entendons est antérieure à la théorie, et que c'est elle qui lui

sert de base en faisant connaître les lois de la guerre dont la théorie est l'expression; que, par conséquent, non seulement la théorie n'est pas le seul guide de la critique, mais qu'au contraire celle-ci, lorsqu'elle est complète, a pour conséquence de faire l'épreuve de celle-là, en confirmant ou, au contraire, en modifiant les principes généralement reconnus et qui, tout en restant vrais dans leurs grandes lignes, peuvent varier dans le détail de leur application, suivant les époques et suivant les circonstances.

De sorte qu'en somme la théorie et la critique doivent reposer sur une base commune qui est l'étude des événements de l'histoire militaire. De ces considérations résulte la méthode qui, suivant nous, doit être suivie dans l'étude critique des opérations militaires. D'abord, présenter une vue claire de la succession des événements, en faisant voir comment ils s'enchaînent les uns aux autres, expliquer les résultats en les rattachant à leurs causes, et faire intervenir les principes en faisant voir dans quelle mesure leur observation ou leur violation, combinée avec l'état moral des armées en présence, a concouru à produire les résultats.

Il est certain que cette application de la théorie à la critique présente des difficultés réelles parce qu'elle exige, comme la direction des opérations, quoique à un moindre degré, un véritable sens stratégique. Et l'on peut dire que ceux qui n'en sont pas doués sont aussi inaptes à juger les opérations qu'à les conduire. Or, il faut reconnaître que beaucoup d'écrivains ont, des études militaires, une tout autre conception. Il y a des théoriciens, *a priori*, qui cherchent à établir les lois de la guerre par la méthode rationnelle. Sans doute, ils ne négligent pas complètement les événements du passé, mais au lieu d'en rechercher la véritable signification il les rappellent en les modifiant, parfois en les dénaturant, de manière à les adapter à leurs vues personnelles.

D'autre part, il y a des critiques qui ne font reposer leurs appréciations que sur des théories plus ou moins contestables, estimant non seulement que l'on peut négliger les résultats mais encore que l'on ne doit pas en tenir compte pour apprécier les dispositions qui les ont produits. Ils font en somme de la critique subjective, tandis que la véritable critique doit être

essentiellement objective, parce que celle-là seule explique les opérations militaires en faisant ressortir les particularités de chacune d'elles.

Ce qui les caractérise, c'est que, comme les purs théoriciens, ils n'ont qu'un médiocre souci de l'exactitude historique.

Si l'on veut se bien rendre compte des difficultés que présente la critique des opérations militaires, on peut se reporter aux œuvres des deux principaux écrivains du siècle dernier : Jomini et Clausewitz. On peut dire du premier que c'est un critique parfait, tandis que le second est surtout un théoricien. Sans doute, Jomini a aussi sa théorie de la guerre, mais, comme sa critique, elle repose avant tout sur l'étude détaillée des guerres de Frédéric II et de Napoléon, et l'on peut dire que dans l'application qu'il a faite de ses doctrines à la critique des opérations militaires, il a montré un sens stratégique à peu près infaillible.

Il en est tout autrement de Clausewitz. Sans doute, il a présenté de belles dissertations, ayant pour but de faire ressortir les conditions d'une bonne critique et ses rapports avec la théorie ; mais on peut dire que, dans l'application qu'il en a faite aux événements historiques, on trouve des jugements qui souvent sont au moins contestables, quand ils ne sont pas visiblement erronés.

Par exemple, en examinant les opérations de Bonaparte, qui en 1796 ont amené la victoire de Castiglione, Clausewitz prétend [1] que, malgré le résultat brillant de ces opérations, il eût été préférable de ne pas lever le siège de Mantoue et d'y attendre les Autrichiens en se couvrant d'une ligne de circonvallation ; pour soutenir cette manière de voir, il fait remarquer que Bonaparte, disposant de 40,000 hommes fortement retranchés, eût été dans des conditions si favorables que Wurmser, avec 50,000 hommes, n'aurait pas osé l'attaquer. Nous sommes absolument de cet avis, mais il nous semble que par cette considération on envisage la situation d'un point de vue

---

[1] *Théorie de la grande guerre* (Traduction de Vatry). Introduction, page 182.

étroit. Wurmser n'avait aucune chance de réussir en attaquant l'armée française dans ses lignes, mais il avait autre chose à faire : c'était, après avoir réuni toutes ses forces, ce qui était facile avec l'hypothèse admise, de se porter sur les communications des Français. Il pouvait prendre ce parti d'autant mieux que, non seulement il restait maître d'une ligne de retraite par l'ouest du lac de Garde et le Tyrol, mais que de plus, en s'avançant en Italie, il aurait rencontré partout des amis, aussi bien en Lombardie qu'au delà du Pô, s'il avait été amené à s'y porter. Pour sortir d'une situation aussi critique, Bonaparte eût été obligé de lever le siège et d'essayer de reprendre ses communications par une bataille contre l'armée autrichienne tout entière au lieu de la battre en détail comme il le fit dans la réalité. Il aurait donc commis une faute capitale en restant autour de Mantoue, et laissant à Wurmser la liberté de manœuvrer comme il lui plairait. Clausewitz se trompe d'ailleurs en disant que Bonaparte n'a pas envisagé cette solution ni dans ses mémoires ni dans les documents officiels de l'époque. Il y a songé au contraire, mais pour la repousser de la manière la plus formelle. Il a dit à Sainte-Hélène : « Napoléon qui leva le blocus et abandonna son équipage de siège intégralement eut également abandonné les lignes de circonvallation[1] » (si elles eussent existé). Voilà donc une situation sur laquelle Clausewitz s'est trompé radicalement, et l'on peut être surpris de la nature de son erreur, car elle consiste à n'avoir envisagé qu'un petit côté du problème à résoudre, tandis qu'il est plutôt porté à traiter les questions de stratégie d'un point de vue très large.

Nous ne saurions non plus partager son opinion au sujet de la direction de la retraite que Napoléon aurait dû suivre en 1814. D'après Clausewitz, au lieu de manœuvrer entre la Seine et la Marne de manière à couvrir Paris, Napoléon aurait dû exécuter une retraite latérale en découvrant la capitale; s'il eût pris un pareil parti, les alliés seraient entrés à Paris

---

[1] Nous sommes sur ce point tout à fait de l'avis exprimé par le lieutenant-colonel Camon dans ses études sur Clausewitz (*Journal des Sciences militaires*, 1901, I, 57).

un mois plus tôt, et l'Empereur n'aurait jamais trouvé l'occasion d'obtenir les beaux succès qu'il a remportés avant de succomber, car ces succès avaient pour cause la séparation de ses adversaires et cette séparation n'eût pas existé si Napoléon s'était retiré vers le Sud ou le Sud-Ouest.

Il nous semble au contraire que les observations présentées par Clausewitz sur la marche à suivre après les combats de Montmirail et de Vauchamps sont très judicieuses. Il prétend qu'au lieu de se rabattre sur l'armée de Bohême, Napoléon aurait mieux fait de poursuivre l'armée de Silésie l'épée dans les reins, de manière à la refouler jusqu'au Rhin. Il est certain que, vu l'acharnement de Blücher à soutenir la lutte, c'était celui surtout qu'il convenait d'anéantir. Napoléon pouvait d'autant mieux s'attacher à lui que, pour le moment, Schwarzenberg, en supposant qu'il persistât à marcher sur Paris, n'aurait pas réussi à y entrer; car Victor et Oudinot, qu'il avait devant lui, en se rapprochant de la capitale, y auraient reçu d'importants renforts, d'une part deux divisions de jeune Garde de nouvelle formation et une division arrivant d'Espagne. D'ailleurs il est hors de doute qu'en sachant Blücher désorganisé, Schwarzenberg se serait empressé de battre en retraite.

Il est vrai qu'en se retournant de suite contre l'armée de Bohême, Napoléon a réussi à la battre à Mormant et à Montereau en lui infligeant de grandes pertes; mais, pendant ce temps, Blücher put se refaire paisiblement à Châlons et y recevoir d'importants renforts, ce qui lui permit de reprendre rapidement l'offensive en se rapprochant de Schwarzenberg.

Il en eût été autrement si, au lieu de l'abandonner, Napoléon l'eût suivi, chassé de Châlons et poussé, sinon jusqu'au Rhin, du moins jusqu'à la Meuse. Cette besogne faite, il eût été encore temps de se jeter dans le flanc de l'armée de Bohême, dont la situation eût été d'autant plus critique qu'elle n'aurait plus eu aucun soutien à attendre de l'armée de Silésie. Si les dispositions de Napoléon lui ont donné de vrais succès, on doit donc reconnaître que celles que recommande Clausewitz en auraient très probablement produits de plus grands encore et de plus durables.

On peut donc reprocher à Napoléon d'avoir, après Vau-

champs, abandonné trop vite l'adversaire qu'il venait de battre, mais il faut remarquer que ce n'était pas la première fois que l'Empereur commettait une erreur de cette nature, et qu'il s'y est laissé aller à plusieurs reprises pendant ses dernières campagnes. Notamment en 1813, on peut dire qu'au début de la campagne d'automne, après avoir refoulé une première fois l'armée de Silésie sur la Katzbach, il s'en est détourné trop vite pour revenir sur Dresde. Sans doute Saint-Cyr, qui était dans cette place, avait besoin de secours, mais en lui adjoignant le corps de Vandamme, il aurait pu résister plusieurs jours en attendant le retour de Napoléon qui pouvait prendre son temps pour mener Blücher battant jusqu'au delà de l'Oder; et quand même Saint-Cyr eût été obligé d'abandonner Dresde, il n'y aurait encore eu que demi-mal. Il est vrai qu'il était préférable de disposer de cette place pour attaquer l'armée de Bohême, mais ce n'était pas absolument indispensable ; en somme, son abandon eût été largement compensé si l'on avait pu désorganiser l'armée de Silésie.

C'est une erreur de même nature qui a amené Napoléon à se détourner trop vite de l'armée de Bohême après la bataille de Dresde. En s'attachant à cette armée, il pouvait compléter cette victoire au lieu d'aboutir au désastre de Kulm et si, pendant ce temps, Blücher, poussant devant lui Macdonald, fût arrivé jusqu'à l'Elbe, c'eût été encore un mal facilement réparable; car après s'être débarrassé de l'armée de Bohême, Napoléon pouvait se retourner contre l'armée de Silésie dans des conditions avantageuses.

C'est encore une erreur semblable qui a amené Napoléon, après Vauchamps, à abandonner trop vite Blücher pour se reporter contre Schwarzenberg et ces erreurs répétées ont une cause commune qui réside dans la fausse appréciation que Napoléon se faisait de l'état moral des chefs des armées alliées. Il se croyait encore en 1796, c'est-à-dire à une époque où ses adversaires, une fois battus, ne demandaient pas leur reste, tandis qu'en 1813 et en 1814, Blücher, même après plusieurs défaites, ne songeait qu'à en rappeler et à recommencer la lutte.

Et c'est cet état d'esprit de son adversaire le plus acharné que Napoléon, malgré l'expérience des dernières années, a

encore méconnu en 1815. Autrement il aurait poursuivi Blücher à outrance au lendemain de Ligny, au lieu de le laisser se retirer en bon ordre, et se refaire à Wavre. Il le croyait incapable de reparaître avant plusieurs jours, et c'est cette fausse appréciation qui est la vraie cause de Waterloo, imputable à Napoléon bien plus qu'à Grouchy.

On voit par ces observations comment dans la critique, comme dans la direction des opérations, il y a lieu de faire intervenir à la fois les principes positifs et les causes morales, c'est-à-dire tous les éléments susceptibles de déterminer la conception des opérations stratégiques. C'est le seul moyen d'expliquer d'une manière plausible les résultats que l'étude même sommaire des événements fait connaître. Quant à la nécessité de tenir compte de ces résultats, on ne saurait la contester; car le principal dans les opérations est d'atteindre le but que l'on vise, n'importe par quels moyens.

Clausewitz est loin de négliger les résultats, mais il serait peut-être difficile de dire au juste quelle importance il leur accorde. Tantôt, il dit qu'en en faisant la base des jugements, on fait une *sotte critique;* mais dans d'autres passages de ses écrits il semble avoir une opinion tout opposée. Si sa critique nous paraît parfois défectueuse, ce n'est pas en général faute d'en tenir compte ; cela provient plutôt de ce qu'il ne donne pas une place assez importante aux principes de la stratégie positive. Il a méconnu notamment les propriétés essentielles des lignes intérieures et cela a pu suffire pour l'empêcher d'apprécier les opérations de Napoléon comme elles le méritent.

C'est sur ce point surtout que Jomini lui est très supérieur. Sa critique est peut-être moins profonde que celle de son émule allemand; mais elle plus nette et en général plus juste; cela tient à ce qu'il s'appuie sur les principes positifs, sans négliger les causes morales.

Parmi les écrivains militaires français qui se sont signalés à la suite de la guerre franco-allemande, on peut citer le général Lewal comme étant un pur théoricien. Il a produit pendant trente ans une œuvre considérable, dont nous nous garderons de contester la valeur; il est certain qu'elle a eu la plus heu-

reuse influence sur la réforme de l'armée française. Mais toutes les études du général Lewal procèdent de la méthode rationnelle; quant à l'analyse des événements du passé, il n'en a cure.

Pour lui, l'histoire militaire est souvent un roman, et il soutient que le romantisme a vicié la stratégie [1]. Assurément, il y a du vrai dans cette manière de voir, et quand on sait comment nombre d'écrivains traitent l'histoire en y mettant plus d'imagination que de vérité, on est amené à penser que bien des ouvrages doivent être consultés avec prudence et méfiance et qu'il est inutile de chercher à en tirer quelques leçons.

Mais il ne manque pas non plus d'auteurs militaires aussi consciencieux que sagaces qui méritent d'être lus avec confiance et sur lesquels un militaire désireux d'approfondir son art peut appuyer ses méditations. Les ouvrages de l'archiduc Charles, de Jomini, de Mathieu Dumas, de Gouvion Saint-Cyr, et bien d'autres, traitant des guerres de la Révolution et de l'Empire ne sont certainement pas des romans. Au surplus, le général Lewal ne néglige pas complètement les faits, il fait de temps en temps appel aux événements du passé ; mais par suite de sa tendance à employer la méthode rationnelle, il ne fait que les effleurer ; il semble que pour lui ce ne soit qu'une concession à la mode du jour, et quand il aborde les questions historiques, il les traite avec une désinvolture qui est à la hauteur du dédain qu'elles lui inspirent. Pour appuyer cette assertion nous pourrions puiser presque au hasard dans ses écrits. Et cependant nous reconnaissons qu'ils sont remplis d'observations souvent judicieuses et qui méritent d'être prises en considération.

Cela tient à ce que, sous le nom de stratégie ou de tactique positives, ce sont surtout des questions de logistique que le général Lewal a examinées, c'est-à-dire appartenant à cette subdivision de l'art de la guerre qui peut être traitée par la méthode rationnelle. Mais en revanche, on peut dire que la

---

[1] *Journal des Sciences militaires*, avril 1892.

critique stratégique n'existe pas dans ses écrits, et quand il se laisse aller sur ce terrain, c'est pour présenter des observations sans portée. Il n'en pouvait être autrement, car il faut remarquer qu'en même temps qu'il dédaigne l'histoire, le général Lewal, en cherchant à approfondir les questions de logistique, n'a que des idées vagues sur la stratégie proprement dite, spécialement sur ce que nous appelons la stratégie positive. On peut donc dire que les deux assises de la critique stratégique lui manquaient. Or, comme nous l'avons dit, il faut s'appuyer sur l'une et sur l'autre pour faire une critique complète. L'étude des faits n'y conduit pas si l'on n'est pas en possession des principes de la stratégie positive et si, sans s'en exagérer l'importance, on n'a pas une juste idée de ce qu'ils valent.

Pour bien se rendre compte de la nécessité de remplir simultanément ces deux conditions, on peut encore se reporter à l'ouvrage que publie l'état-major français sur la guerre de 1870-71.

Quoiqu'on puisse y relever quelques erreurs matérielles, dont certaines ont une réelle importance, on doit reconnaître que cet ouvrage a été rédigé avec un grand souci de l'exactitude historique. A ce point de vue, on doit dire d'une manière générale que l'on peut s'y reporter avec confiance. Mais il n'en est pas de même des appréciations, dont au contraire il faut presque toujours se méfier; la critique porte le plus souvent sur de menus faits et fait ressortir l'application défectueuse des prescriptions du service en campagne, notamment en ce qui concerne les reconnaissances, le placement des avant-postes, ou sur les détails de la tactique élémentaire. Si l'on y aborde parfois le côté stratégique des opérations, c'est pour y présenter des jugements toujours au moins contestables. Quant à la vraie critique, susceptible de rattacher les effets aux causes, de faire ressortir les propriétés du théâtre des opérations et les moyens de s'en servir, c'est à peine si l'on en trouve trace.

Par exemple, on n'y examine d'aucune manière comment l'armée française aurait pu se grouper à proximité de la fron-

tière pour être en mesure soit d'attaquer, soit de se défendre; au sujet des premières hostilités, on ne montre pas comment on aurait pu profiter de l'isolement de la IIIe armée allemande pour la combattre avec avantage.

Envisageant la situation à la suite du combat de Wissembourg, on trouve que l'armée française n'avait rien de mieux à faire que d'exécuter une retraite excentrique conduisant une partie de l'armée sur la Zorn, tandis que le reste se tenait en avant de Metz, livrant ainsi aux Allemands tous les passages des Vosges au nord de Phalsbourg, leur permettant de réunir toutes leurs forces sur notre territoire, de séparer complètement les nôtres en deux masses qu'elles pouvaient accabler successivement.

Au sujet des batailles, on approuve l'attitude du maréchal de Mac-Mahon s'engageant à fond à Wœrth contre des forces doubles des siennes, sous le prétexte que c'est ce qu'a fait Napoléon à Waterloo, comme si au contraire le souvenir de cette catastrophe n'était pas suffisant pour montrer qu'il fallait agir d'une manière opposée.

Pour la période suivante, qui fait l'objet de la présente étude, nous aurons encore à relever maintes solutions du même ouvrage, qui pour la plupart sont contraires à tous les principes; par exemple, celle qui aurait consisté à réunir l'armée française au-dessous du confluent de la Nied allemande et de la Nied française, dans une position où elle ne pouvait pas échapper à un désastre complet et irréparable.

Après avoir présenté une pareille solution, il est difficile de donner de bonnes raisons pour blâmer les dispositions prises par le maréchal Bazaine; car, le 9 août, ce dernier a proposé à l'Empereur un projet de retraite sur Nancy qui, sans être parfait, eût été cependant beaucoup moins dangereux que la réunion de l'armée du côté opposé. Et quant à l'idée de s'appuyer sur la place de Metz, si elle devait conduire l'armée à sa perte, ce ne devait être qu'au bout de deux mois et demi; tandis qu'une concentration en avant de Thionville aurait amené sa ruine immédiate. Aussi bien les auteurs de l'ouvrage de l'état-major ne semblent-ils pas avoir des idées bien arrêtées au sujet du rôle que devait jouer la grande place de Metz.

On estime[1] que le général Frossard lui attribuait le rôle de pivot stratégique sous l'influence de doctrines erronées.

Mais plus loin[2], on exprime l'avis qu'après la concentration de toutes les forces à Metz, y compris les corps 5 et 6 et peut-être le 7e, « on pouvait manœuvrer sur la double tête de pont de Metz et attaquer l'adversaire, avec toutes les forces sur l'une ou l'autre rive pendant qu'il contournerait la place ».

Mais agir ainsi, n'était-ce pas faire de Metz un pivot stratégique, c'est-à-dire s'appuyer de cette seule place en abandonnant toutes les communications avec la France. Or, comme on n'aurait jamais eu beaucoup plus de 220,000 hommes contre 450,000 on pouvait peut-être débuter par quelque mince succès, mais pour aboutir sûrement à un investissement que l'on ne pourrait pas rompre. Ce n'était pas aussi mauvais que la concentration sur la Nied inférieure qui amenait la ruine immédiate ; mais en ajournant le désastre, la concentration à Metz devait y conduire presque certainement.

Quand on constate que de pareilles propositions ont pu être formulées trente ans après les événements, on comprend l'incertitude des chefs de l'armée française au moment même et on est porté à les excuser.

En somme si l'ouvrage de l'état-major a rendu de grands services, en mettant sous les yeux du public militaire des documents précieux à consulter, on peut dire que ce qui le caractérise c'est le défaut de sens stratégique.

Il y a toutefois une période des opérations pour laquelle je n'essayerai pas de combattre la plupart des appréciations que l'on trouve dans cet ouvrage, c'est celle qui traite des opérations de l'armée de Châlons, par la raison qu'elles sont tirées d'un de mes livres. On sait, en effet, que j'ai publié sur cette période, il y a environ vingt-trois ans, une étude assez développée dont on a dit jadis quelque bien[3].

Il semble que les auteurs de l'ouvrage de l'état-major n'en aient pas non plus une trop mauvaise opinion, car ils y ont puisé largement.

---

[1] E. M. F. IX, page 74.

[2] Page 105.

[3] L'armée de Châlons, son mouvement vers Metz (1885).

Si je crois devoir signaler ici les nombreux emprunts qu'ils m'ont faits, c'est qu'ils portent, non pas sur les faits qui appartiennent à tout le monde et, qu'à ce point de vue, ils sont bien autrement documentés que je ne l'étais il y a vingt-trois ans, mais sur les jugements et les discussions que j'ai présentés, c'est-à-dire justement snr la partie de mon livre qui en fait l'originalité[1].

Assurément, je suis très flatté que le résultat de mes études ait ainsi été répandu et mis sous les yeux de lecteurs d'élite; mais en reconnaissant une partie de mon propre bien, j'aurais souhaité de pouvoir faire un échange, en empruntant à mon tour à ceux à qui j'avais prêté; malheureusement, il se trouve que je ne suis jamais amené à signaler leurs jugements que pour les contredire. C'est qu'aussi il faut reconnaître que nous ne suivons pas la même méthode.

Il y a en somme dans les études d'histoire et de critique militaires deux écoles en présence : l'une que j'appellerai l'école française et dont le véritable chef est Jomini; l'autre, l'école allemande, qui procède de Clauzewitz. La première s'appuie sur les principes de la stratégie positive ; la seconde, envisageant surtout les forces morales, n'accorde aux principes qu'une importance secondaire. Pour moi, j'appartiens délibérément à l'école de Jomini ; tandis que l'enseignement donné en France dans les écoles militaires depuis vingt ans exalte surtout les doctrines de Clausewitz, et visiblement les auteurs de l'ouvrage de l'état-major appartiennent à l'école allemande.

Par suite, si nous avons un fond commun : les faits, nous différons sur la manière de nous en servir. J'essaye de relier les résultats à leurs causes et de les apprécier en m'appuyant sur les principes de la stratégie napoléonienne, après avoir essayé jadis d'en faire ressortir les caractères essentiels[2].

Il en est tout autrement dans l'ouvrage de l'état-major; les

---

[1] Pour se faire une idée de la nature des emprunts qui m'ont été faits, il suffit de rapprocher, par exemple, la page 35 de l'ouvrage de l'état-major avec les pages 167 et 168 du mien.

[2] Spécialement dans mon volume sur les *Maximes de Napoléon* et aussi dans celui traitant de la *Campagne d'automne de* 1813 qui est la suite du premier.

principes paraissent aussi inconnus de ses auteurs qu'ils l'étaient de ceux qui ont dirigé les opérations des armées françaises en 1870. Dans ces conditions, une des assises de la vraie critique fait défaut, et c'est pour cela que celle dont nous parlons me semble si défectueuse.

Il faut bien reconnaître, en effet, que si les principes ne sont pas tout, cependant ils existent, qu'il n'est guère de circonstances où il n'y ait pas lieu d'en tenir compte, que si quelques-uns sont susceptibles de modifications, il en est d'autres qui ont été vrais de tous les temps, que, par conséquent, les hommes appelés à conduire les armées ne doivent pas les perdre de vue, et qu'ils ne doivent s'en écarter qu'en connaissance de cause, pour des raisons particulières aux circonstances; et de même, pour bien se rendre compte de leurs fautes et les préciser, en en faisant ressortir les conséquences, il faut que le critique soit pénétré des mêmes principes.

Les éléments de la critique militaire sont donc complexes, et ce n'est que par une application soutenue que l'on peut parvenir à imputer à chacun avec équité la responsabilité qui lui revient dans la conduite des opérations, et c'est pour en avoir tenu compte d'une manière incomplète que, dans bien des cas, ainsi que nous l'avons déjà dit, des désastres retentissants ont été attribués à des hommes qui, en réalité, ne méritent pas les reproches qui leur ont été attribués : tel est le cas de Gouvion-Saint-Cyr à Kulm ou de Grouchy à Waterloo [1].

Les observations précédentes ont pour but de montrer que si la tâche du critique est plus aisée que celle du général, elle ne laisse pas cependant de présenter de grandes difficultés. Elle exige des qualités assez rares ; le sens stratégique ne s'acquiert pas dans les écoles, et il faut en faire preuve dans la critique aussi bien que dans la direction des opérations. Mais si, parmi les conditions à réaliser, il en est qui ne sont remplies qu'exceptionnellement, il en est d'autres auxquelles chacun peut satisfaire. Avant tout, s'appuyer sur des faits

---

[1] On peut voir à ce sujet les études que j'ai publiées : 1° Sur la *Campagne d'automne de* 1813, pages 61 et suivantes; 2° sur la *Campagne de* 1815, pages 180 et suivantes.

exacts; comme je l'ai dit autre part[1], l'exactitude est la probité de l'historien; en outre, il faut s'efforcer d'y joindre l'impartialité des jugements en évitant de se laisser dominer par des idées préconçues. Ce sont ces conditions que nous nous sommes toujours attaché à ne pas perdre de vue, et nous espérons que l'on reconnaîtra que nous les avons remplies dans l'étude suivante comme dans les précédentes.

---

[1] Préface des *Maximes de guerre de Napoléon Ier*.

I

L'abandon des Vosges.

En recevant la nouvelle des deux défaites de Wœrth et de Forbach, l'empereur Napoléon III songea un instant à reprendre immédiatement l'offensive en avant de Saint-Avold ; mais il ne s'arrêta pas à cette idée et, dans la matinée du 7 août, il passa sans transition à un parti diamétralement opposé et qui consistait à ramener toutes les forces françaises jusqu'à Châlons. Des ordres dans ce sens furent envoyés aux divers corps de l'armée dans la journée. Pour ceux qui s'étaient battus la veille, le mouvement rétrograde était déjà commencé.

Au 1er corps la défaite avait été si complète que les troupes se trouvaient dans le plus grand désordre. Le maréchal de Mac-Mahon leur avait assigné Saverne comme rendez-vous. Après avoir marché toute la nuit, elles y arrivèrent dans la matinée du 7, épuisées de fatigue. Toutefois divers détachements qui, avec le général Ducrot, s'étaient jetés dans les montagnes, se portèrent par La Petite-Pierre sur Phalsbourg ; sans doute il était désirable de soustraire ces troupes au contact des vainqueurs, mais il n'était pas nécessaire pour cela de précipiter leur marche, en les laissant sans repos ni nourriture. D'ailleurs, elles avaient été faiblement poursuivies, et nous croyons qu'il eût été bien préférable de les arrêter, le soir même de la bataille, sur le Rottbach ou sur la Moder aux environs d'Ingwiller ; elles y seraient

arrivées entre 9 et 10 heures et auraient pu y trouver quelques substances et quelque abri pour se remettre de leurs fatiques ; c'eût été en outre un moyen de rallier plus facilement les hommes débandés. En les remettant en marche à 2 heures du matin, elles seraient arrivées à Saverne entre 7 et 8 heures, et c'était largement suffisant pour leur permettre d'échapper à la poursuite des Allemands. Il faut remarquer d'ailleurs qu'avec le 1er corps marchait la brigade de Fontanges, de la division de Guyot de Lespart du 5e corps, qui était en mesure comme arrière-garde de protéger la retraite avec l'aide de la cavalerie du général Septeuil [1].

En réalité ces troupes remplirent effectivement ce rôle et n'arrivèrent à Saverne qu'à 10 heures du matin ; le gros des forces du maréchal employa une partie de la journée à s'y refaire ; des vivres leur furent envoyés par la ligne ferrée de Nancy, sans compter ceux que leur fournirent les habitants. Mais l'après-midi, l'approche de l'ennemi ayant été signalée sur la route d'Ingwiller, le maréchal crut devoir remettre ses troupes immédiatement en marche ; elles partirent à 5 h. 30 du soir, marchèrent encore toute la nuit suivante et arrivèrent, le 8 au matin, à Sarrebourg complètement exténuées.

Si l'opportunité de la première marche de nuit était déjà contestable, il est certain que la seconde était tout à fait sans excuse. Une fois à Saverne, protégées par une arrière-garde suffisante, les troupes françaises n'avaient à craindre aucun danger immédiat.

Il aurait été bien suffisant de les porter l'après-midi à proximité de Phalsbourg, en laissant l'arrière-garde à Saverne et de les remettre en marche pour Sarrebourg dans la matinée du 8, après leur avoir donné une nuit entière pour se reposer. Ces deux marches de nuit, succé-

---

[1] Brigade de cavalerie légère du 1er corps.

dant à une journée de luttes terribles, eurent la plus fâcheuse influence sur l'attitude des troupes qu'il eut été facile, avec de meilleures dispositions, de remettre rapidement sur pied, car la défaite ne leur avait pas ôté le sentiment de leur valeur.

Mais le maréchal, même avant d'avoir reçu les instructions de l'empereur, était lui-même d'avis qu'il convenait de ramener le 1er corps au camp de Châlons ; loin d'essayer de tenir bientôt tête à l'ennemi, il comptait continuer son mouvement rétrograde sans s'arrêter.

Dans le même temps, *le 2e corps* battu à Forbach, après s'être retiré la nuit du 6 au 7 sur Sarreguemines, s'était porté dans la matinée du 7 sur Puttelange ; la brigade Lapasset, du 5e corps, formait son arrière-garde. De ce côté aussi on avait imposé aux troupes des fatigues inutiles, et rien n'aurait empêché le général Frossard de rester à proximité du champ de bataille, au moins jusqu'à 2 heures du matin. Informé dans la soirée du 7 de l'intention de l'empereur de concentrer l'armée à Châlons, il prit ses dispositions pour porter le 8 le 2e corps sur Gross-Tenquin.

Entre les corps 1er et 2e battus séparément à Wœrth et Forbach se trouvait le gros *du 5e corps*, dont la division Guyot de Lespart était arrivée tardivement le 6 à Niederbronn. La brigade de Fontanges avait suivi seule le 1er corps sur Saverne, tandis que la brigade Abbatucci avait pris la route de Bitche avec le 12e régiment de chasseurs à cheval et 2 batteries. En arrivant à Philipsbourg, cette dernière colonne reçut du général de Failly l'ordre de se diriger sur Phalsbourg en suivant la crête des Vosges. Néanmoins la cavalerie et l'artillerie, faute de chemins praticables, continuèrent sur Bitche où elles arrivèrent à 10 heures du soir ; de là elles reprirent leur route en marchant à la suite du gros du 5e corps.

Le général de Failly en recevant la nouvelle de la défaite de Wœrth avait en effet mis ses troupes en marche

sans perdre un instant; il voulait atteindre d'abord La Petite-Pierre en suivant la crête des Vosges, mais dans l'obscurité la colonne s'égara, alla jusqu'à Wimmenau, sur la route d'Ingwiller, et revint ensuite par Erckartswiller sur La Petite-Pierre où ses derniers éléments n'arrivèrent que le 7 à 3 heures de l'après-midi; la brigade Abbatucci de son côté arriva le soir même à Phalsbourg après avoir parcouru 100 kilomètres en trente-six heures. Cette marche exceptionnelle montre de quoi étaient capables les troupes françaises, si elles avaient eu à leur tête des chefs dignes de les commander.

Par suite de ces dispositions déplorables le 5ᵉ corps, sans avoir combattu, se trouva dans des conditions presque aussi mauvaises que les deux premiers. Il est certain que rien n'exigeait du général de Failly une pareille précipitation ; la retraite était commandée par les circonstances, mais il suffisait de la commencer à 2 heures du matin ; alors arrivant vers Meisenthal, à la croisée des routes d'Ingwiller et de La Petite-Pierre, au jour naissant, on ne se serait pas trompé de chemin et le gros du corps d'armée se serait trouvé en bon ordre au milieu de la journée du 7 à La Petite-Pierre où l'on pouvait attirer aussi la brigade Abbatucci.

Dans la soirée le général de Failly apprit que, par ordre de l'empereur, le 5ᵉ corps devait se diriger sur Châlons. Aussi prescrivit-il à son corps d'armée de se remettre en marche le 8 au matin pour se diriger sur Sarrebourg par Ottwiller.

Dans son départ précipité de Bitche, le général de Failly y avait laissé ses bagages et son convoi. En arrivant à Ottwiller, il eut l'idée d'essayer de les ramener. Il chargea sa cavalerie d'aller les recueillir, mais celle-ci, après un léger engagement avec un détachement de cavalerie ennemi vers Diemeringen et sur des renseignements signalant de nombreuses forces à Rohrbach et Lorentzen, avait renoncé à sa mission et repris la route de Sarre-

bourg où elle arriva au milieu de la nuit. On aurait évité ces difficultés, si l'on s'était mis en retraite avec un peu plus de sang-froid. Le gros du corps d'armée vint s'établir en même temps entre Sarrebourg et Lixheim ; le 5e corps se trouvait ainsi près du 1er et aurait pu être en mesure de protéger les jours suivants sa retraite. Il aurait fallu pour cela lui donner un peu de repos afin de lui permettre de se remettre des fatigues des deux derniers jours, et en même temps le laisser sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, sauf à donner à ce dernier des instructions précises sur les directions à suivre. Mais au contraire, dans la soirée du 8, le maréchal reçut une dépêche de l'empereur[1] lui disant que désormais le général de Failly recevrait directement les ordres du quartier général. Les deux corps devaient bien suivre l'un et l'autre la direction de Châlons et ne pas dépasser Nancy sans nouvelles instructions ; mais par suite de cette disposition fâcheuse, le 1er corps, ne pouvant compter sur aucune protection, se crut obligé de continuer sa retraite avec une précipitation qui ne fit qu'achever sa désorganisation ; cheminant à peu près isolément, ces deux corps étaient déjà complètement séparés du gros de l'armée.

Entre Sarrebourg et Gross-Tenquin, où vint camper le 2e corps dans la journée du 8, c'est-à-dire sur un espace de 40 kilomètres, il n'y avait plus aucune troupe française.

A la gauche du 2e corps se trouvait le 3e corps, le 4e et la Garde.

Au 3e corps, les divisions Montaudon, Castagny et Metman, à la suite de leurs allées et venues de la journée du 6 et de la nuit suivante, se trouvèrent réunies dans la matinée du 7 à Puttelange, d'où, sur l'ordre du maréchal Bazaine, Castagny se porta sur Marienthal ; les deux

[1] É.-M. F. ; IX, 78.

autres divisions restèrent à Puttelange, la division Decaen à Saint-Avold, où elle était la veille, ainsi que le gros de la cavalerie et l'artillerie de réserve.

Au 4e corps, le général de Ladmirault avait reçu directement de l'empereur l'ordre de revenir sur Metz ; les 1re et 3e divisions campèrent le 7 aux environs de Boulay avec la cavalerie et l'artillerie ; mais la 2e division, qui était venue la veille sur Boucheporn, appelée par le maréchal Bazaine, continua jusqu'à Saint-Avold où elle fut rattachée provisoirement au 3e corps. Le général de Ladmirault n'avait demandé qu'un petit effort à ses troupes, mais le soir, sans motif valable, il les remit en marche pour les porter sur Les Étangs. Le chef du 4e corps avait voulu, lui aussi, avoir sa marche de nuit. Ce mouvement s'exécuta sous une pluie battante et les troupes s'installèrent à leur campement, dans la matinée du 8, dans le plus triste état.

Enfin, *la Garde* exécutant les ordres qu'elle avait reçus la veille, s'était portée le 7 de Courcelles-Chaussy à Longeville-lès-Saint-Avold.

Depuis le 5, les corps 2e, 3e et 4e étaient sous les ordres du maréchal Bazaine, mais la plupart des mouvements du 7 furent exécutés sans son intervention ; ils peuvent être considérés comme la conséquence naturelle de son inertie pendant la bataille du 6. Dans cette journée du 7, le maréchal Le Bœuf vint le trouver à Saint-Avold pour juger par lui-même de la situation et lui communiquer les instructions de l'empereur. Il devait, les jours suivants, se replier sur Metz avec les corps 3e et 4e et la Garde pendant que le 2e corps s'y rendrait de son côté ; Bazaine donna, le soir du 7, ses ordres pour mettre en mouvement les troupes qu'il avait sous la main, sachant que l'empereur avait envoyé directement ses instructions aux 2e et 4e corps. On se mit en marche le 8 en deux colonnes, dont l'une, celle de droite (face à Metz) devait comprendre la Garde, la division Castagny et l'artillerie du 3e corps,

la division Grenier du 4e corps, la division Decaen formant l'arrière-garde avec la cavalerie du 3e corps; la colonne de gauche comprenait les divisions Metman et Montaudon. Ces troupes vinrent s'établir dans la journée sur la Nied allemande de Faulquemont à Bionville, la Garde allant jusqu'à la Nied française à Pont-à-Chaussy et Courcelles-Chaussy. Le 4e corps restait sur les positions qu'il avait atteintes dans la matinée.

En arrière des troupes de première ligne qui, à la suite des deux défaites du 6 août, exécutaient les mouvements rétrogrades que nous venons d'indiquer se trouvaient le 6e et le 7e corps.

Le 6e corps avait commencé son mouvement sur Nancy le 6 août; une partie de la première division y était arrivée la nuit suivante; le 7, au matin, elle recevait l'ordre de retourner au camp de Châlons par voie ferrée.

Au 7e corps, en dehors de la 1re division qui avait participé à la bataille de Wœrth, la 2e était le 6 à Mulhouse avec une brigade de cavalerie et l'artillerie de réserve; le général Félix Douay était avec ces troupes. A la nouvelle de la défaite du maréchal de Mac-Mahon, il se remit en marche sur Belfort le 7 et y arriva le 8; la 3e division de son corps d'armée était toujours à Lyon où elle était maintenue, comme la 4e du 6e corps à Paris, par crainte de mouvements populaires.

Enfin, en vue de la concentration de l'armée à Châlons, les divisions de cavalerie de Forton et du Barail furent de suite envoyées en arrière; la première qui se trouvait le 6 à Folsviller à proximité du 3e corps, et y restait le 7, vint le 8 à Solgne sur la route de Metz à Château-Salins; la seconde, qui n'avait encore qu'une brigade avec son artillerie à Lunéville, fut dirigée sur Saint-Mihiel; elle arriva le 7 à Nancy, le 8 à Bernecourt, sur la route de Toul à Verdun.

La réserve générale d'artillerie reçut aussi le 7 l'ordre de se tenir prête à marcher sur Châlons, mais quatre

batteries de 12 furent appelées sur Metz; après avoir fait étape à Pont-à-Mousson, elles arrivèrent le 8 dans la place.

A quelque point de vue que l'on se mette, rien ne peut justifier le mouvement concernant la cavalerie, non plus que celui de la 1re division du 6e corps. Alors même qu'il eût été bon de se mettre en retraite, et d'aller jusqu'à Châlons, il ne fallait le faire que lentement, en utilisant toutes les ressources dont on disposait pour retarder le progrès de l'ennemi, non seulement en livrant de nombreux combats d'arrière-garde, mais en cherchant l'occasion de prononcer de vigoureux retours offensifs. Cette attitude était nécessaire pour conserver à l'armée toute sa valeur morale ; mais les mesures pitoyables qui furent prises dans cette circonstance font voir que déjà celle des chefs était profondément atteinte. Rien ne le montre mieux que les marches de nuit que plusieurs corps avaient eu l'ordre d'exécuter sans nécessité.

Celle du 1er corps seule est excusable, vu l'état des troupes à la suite de la bataille de Freschwiller; nous pensons néanmoins qu'elle n'était pas indispensable et qu'il eût été préférable de faire une longue halte de nuit à Ingwiller. Quant aux 2e et 5e corps, les marches de nuit qui leur furent imposées furent absolument sans utilité. Elles montrent chez les chefs une absence complète de sang-froid. Mais la moins excusable de toutes est celle du 4e corps, car il n'y avait pas l'ombre d'un prétexte plausible pour le remettre en marche le soir du 7. Ces dispositions déplorables ne pouvaient avoir qu'une influence fâcheuse sur l'état d'esprit des troupes. Mais elles étaient solidement trempées et ne devaient pas se laisser aller de suite au découragement. Il eût été désirable qu'il en fût de même chez ceux qui dirigeaient les opérations. La précipitation des chefs dans cette circonstance est d'autant plus blâmable que d'aucun côté l'ennemi n'était entreprenant.

En Alsace, comme sur la Sarre, les vainqueurs ne firent rien pour poursuivre les troupes qu'ils avaient battues. D'ailleurs, pendant les batailles qui venaient de se livrer, le grand quartier général allemand était resté à Mayence, c'est-à-dire fort en arrière du front des troupes de première ligne. Le 7, au matin, M. de Moltke, en se transportant à Hombourg, était encore mal renseigné sur les conditions de la lutte et sur ses conséquences immédiates. Il n'était pas en mesure de donner de suite des instructions précises, et les chefs d'armée devaient, au moins pour la journée du 7, obéir à leurs propres inspirations.

A Wœrth, la IIIe armée allemande n'avait obtenu la victoire qu'après une lutte acharnée qui lui avait causé de grosses pertes ; elle avait besoin de repos ; elle resta le 7 sur les positions conquises le 6 : la cavalerie seule se porta par Ingwiller sur Bouxwiller, poussant son avant-garde jusqu'à Steinbourg. Les premiers renseignements que le prince royal avait reçus à la suite de la bataille lui avaient fait croire que le gros des troupes du maréchal de Mac-Mahon s'étaient retirées sur Bitche. Dans l'après-midi du 7, il régla par un ordre général les mouvements des corps de son armée pour les jours suivants. D'après cet ordre, la IIIe armée devait traverser les Vosges en cinq colonnes qui devaient atteindre la Sarre le 12 août, de Sarre-Union à Sarrebourg. Le 8, le IIe corps bavarois se porta de Niederbronn à Egelsberg, près de Bitche ; le Ier corps, par Baerenthal sur Monterhausen ; la division wurtembergeoise à Ingwiller ; à la gauche, le Ve corps prussien atteint Uhrwiller ; le XIe, Mertzwiller, où s'établit le quartier général du prince royal. Du côté opposé, la 12e division, nouvellement débarquée à Landau, s'était portée le 7 de Dahn sur Stürzelbronn, et le 8 sur Haspelscheid ; la cavalerie était maintenue à Bouxwiller et Steinbourg, et le contact avec les troupes du maréchal de Mac-Mahon se trouva perdu.

Sur la Sarre, les avant-gardes seules des Ire et

IIe armées avaient été engagées dans la bataille du 6. Elles durent se maintenir sur leurs positions, tandis que le gros des forces allemandes allait serrer sur elles.

A la Ire armée, le VIIe corps s'établit le 7 de Forbach à Stiring-Wendel; le VIIIe, de Burbach à Mohlstatt; la 3e division de cavalerie, à droite, était chargée d'éclairer la route de Sarrelouis à Metz [1]. En arrière, le Ier corps se porta sur Lehbach et Sand; la 1re division de cavalerie n'avait pas encore terminé son débarquement à Birkenfeld. Dans la soirée, le général de Steinmetz reçut l'ordre du grand quartier général de garder encore le lendemain une attitude défensive; par suite, les VIIe et VIIIe corps conservèrent à peu près le 8 leurs positions de la veille, gagnant seulement un peu de terrain en avant pour faire place au Ier corps, qui venait à Wölckhingen et Stiring, tandis que la 1re division de cavalerie atteignait Saint-Jean.

A la IIe armée, le IIIe corps, dont la 5e division avait joué un rôle décisif dans la bataille du 6, fut établi, le 7, du Galgenberg à Sarrebruck.

A la gauche, le IVe corps fut porté le même jour sur Volmunster avec l'ordre de pousser une avant-garde sur Rohrbach. Comme on croyait le maréchal de Mac-Mahon en retraite sur Bitche, le corps d'armée dut être réuni tout entier à Rohrbach le lendemain matin de bonne heure. Le gros de la 5e division de cavalerie était rassemblé sur la droite de la Sarre, entre Sarrebruck et Sarreguemines, tandis que la brigade Bredow se portait à Rohrbach, en avant du IVe corps, auquel elle était attachée. Quant à la 6e division de cavalerie, elle était portée en avant du IIIe corps, à Forbach et au delà. En arrière, la Garde arrivait, le 7, à Assweiler, le Xe corps à Saint-Ingbert, le IXe à Bexbach, le XIIe à Hombourg.

Le 8 au matin, le IVe corps était prêt à s'engager à

---

[1] G. É.-M., I, 397.

Rohrbach avec les troupes françaises que l'on attendait d'Alsace; mais, comme aucun ennemi ne se présenta de ce côté, le corps d'armée reprit sa marche dans la direction de Sarre-Union, poussant une avant-garde sur Lorentzen; le IIIe corps conserva ses emplacements de la veille. En seconde ligne la Garde vint à Gross-Rederching, le Xe corps à Sarreguemines, le IXe et le XIIe se concentrèrent à Bexbach et à Hombourg.

La cavalerie continuait à se montrer peu entreprenante. Au lieu d'être, comme pendant les journées précédentes, entre les mains d'un seul chef, le général Rheinbaben, qui s'en était assez médiocrement servie, les 5e et 6e divisions furent réparties entre divers corps d'armée. A la droite, la 6e division fut attachée au IIIe corps, elle se porta jusqu'à Saint-Avold, observant la retraite de l'arrière-garde du 3e corps français sur la Nied. Au centre, les brigades Barby et Redern, de la 5e division, furent attribuées au Xe corps, elles se portèrent en avant de lui sur Puttelange, signalant la retraite du 2e corps français; tandis qu'à gauche, la brigade Bredow, de la même division, restait attachée au IIIe corps et se portait, par Lorentzen, jusqu'à Sarre-Union. Elle ne rencontra que quelques traînards français. Dans la journée, le prince Frédéric-Charles transporta son quartier général de Bliescastel à Sarreguemines, tandis que le grand quartier général du roi restait établi à Hombourg.

Sur le versant occidental des Vosges, comme de l'autre côté, les Allemands ne firent donc rien pour troubler les mouvements de retraite des corps français, qui purent s'établir le 8, sans obstacles, sur les positions qui leur avaient été assignées, la masse principale à gauche, sur la Nied allemande, les corps 1 et 5 aux environs de Sarrebourg. Ils auraient pu rester sans inconvénient sur ces positions, au moins le jour suivant, car les Allemands persistaient à s'avancer sur notre territoire avec une extrême prudence.

Le 9, la Ire armée restait immobile ; à la IIe armée, le IIIe corps pousse seulement une division sur Saint-Avold, le IVe corps se réunit à Lorentzen, la Garde à Gross-Rederching, le Xe corps passe sur la gauche de la Sarre, à Sarreguemines. En arrière le IXe corps atteint Saint-Ingbert, le XIIe Habkirchen, le IIe commençait seulement à débarquer à Neunkirchen.

Dans l'ouvrage de l'État-Major de l'Armée[1] on s'étonne de l'immobilité de la Garde et du IVe corps ; à notre avis, elle est pleinement justifiée, car avant de s'avancer, la IIe armée devait chercher à se lier avec la IIIe qui n'avait fait encore que peu de progrès dans les Vosges.

Le 9, la 12e division est au nord-ouest de Bitche, les corps bavarois sont à Lemberg et Eichenberg, la division wurtembergeoise atteint le Püberg, prenant en passant le fort de Lichtenberg, incapable de résister, et qu'on aurait dû faire évacuer deux jours plus tôt. Le Ve corps atteint Weiterswiller, le XIe Dossenheim. Dans ces conditions, la IIe armée, tant pour rester liée avec la IIIe que pour permettre aux corps de seconde ligne de se rapprocher de ceux de tête, ne devait pas chercher à dépasser la Sarre entre Sarreguemines et Sarre-Union avant le 10.

D'ailleurs, les Allemands étaient mal renseignés sur les mouvements des troupes françaises ; on les croyait déjà au delà de la Moselle et de la Seille, et c'est d'après cette hypothèse que de Sarrebruck, où s'était établi le grand quartier général, M. de Moltke établit le 9 un ordre fixant les directions générales à suivre pour les jours suivants.

D'après cet ordre [2] :

La IIIe armée doit employer la route Sarre-Union, Dieuze et les communications au Sud ;

---

[1] É.-M. F., IX, 131.
[2] É.-M. F., IX, 129.

La IIe, la route Saint-Avold, Nomény et les communications au Sud;

La Ire, la route Sarrelouis, Boulay-les-Étangs et les communications au Sud.

Pour couvrir cette marche, on devait pousser la cavalerie à grande distance en avant en la soutenant par des avant-gardes. Le 10 août pouvait être employé par les Ire et IIe armées à faire reposer les troupes ou à les établir sur les routes de marche qui leur étaient destinées.

Pour l'exécution de cet ordre le IVe corps, qui formait la gauche de la IIe armée et se trouvait à Lorentzen sur une ligne de marche attribuée à la IIIe armée, devait la dégager; il commença par se porter, le 10, sur Sarre-Union, de manière à pouvoir continuer le jour suivant en abandonnant à la IIIe armée la route de Sarre-Union à Dieuze. En même temps la Garde se portait à Sarralbe et le Xe corps à Puttelange. Le IIIe corps gardait sa position de Saint-Avold.

A la Ire armée le VIIe corps vient à Carling et L'Hôpital, le Ier corps à Creutzwald, et en seconde ligne, le VIIIe à Lauterbach; la 1re division de cavalerie à Ludwiller, la 3e division à Uberherrn.

Du côté opposé la 12e division, qui formait la droite de la IIIe armée arrive à Rohrbach, les corps bavarois à Montbronn et Diemeringen, les Wurtembergeois à Adamswiller; le Ve corps se porte de Weiterwiller à Weyer, le VIe par deux routes vers les abords de Phalsbourg. Ce dernier essaye vainement d'intimider le commandant de cette place en la faisant bombarder. En arrière, le gros du VIe corps se rassemblait à Soultz et Haguenau.

En somme, du 7 au 10, les Allemands avaient fait fort peu de progrès sur notre territoire. On le leur a reproché, à notre avis, bien à tort.

Au début d'une campagne, on ne fait pas la guerre avec des armées comprenant une forte proportion de réservistes, comme avec les troupes d'Austerlitz et d'Iéna ne comptant que de vieux soldats. D'ailleurs les Allemands avaient commencé l'invasion avec des troupes mal liées et dont le déploiement était fort incomplet ; il convenait, avant de pénétrer au cœur du pays, de réunir tous les moyens. Ce n'est pas qu'ils aient eu rien à redouter des entreprises de l'armée française ; alors même que les corps 3e, 4e et Garde auraient voulu réparer l'échec du 2e, nous n'aurions jamais pu mettre en ligne, immédiatement, beaucoup plus de 100,000 hommes [1], c'est-à-dire un effectif à peine supérieur à celui de la Ire armée seule. Or, les Allemands pouvaient l'appuyer de suite d'une partie de la IIe.

On a prétendu, au contraire, que le 7 l'armée française aurait pu reprendre l'offensive avec avantage contre les vainqueurs de Forbach ; nous croyons qu'il suffit de se rendre compte de la situation réelle des armées pour être convaincu qu'une pareille tentative n'avait aucune chance de succès.

La première condition à remplir pour réussir dans cette entreprise eût été d'avoir immédiatement sous la main les corps 3e, 4e et Garde ; or, il s'en fallait que cette condition fût remplie.

Le 4e corps, le 6 au soir, était à Téterchen, Coume et Boucheporn, c'est-à-dire à environ 30 kilomètres de Forbach. Il ne pouvait donc arriver sur le champ de bataille qu'après une forte étape, et par conséquent on ne pouvait pas compter sur lui avant l'après-midi. La Garde était encore plus éloignée; elle avait passé la journée du 6 à

---

[1] Sans compter le 2e corps, qu'il n'aurait pas été facile de reporter de suite en avant.

Courcelles-Chaussy, où elle avait reçu l'ordre de se porter sur Saint-Avold; si l'on avait voulu la pousser jusqu'à Forbach il aurait fallu lui faire parcourir plus de 40 kilomètres; elle n'eut donc été disponible qu'à une heure avancée de l'après-midi. Ce n'est pas que les troupes françaises ne fussent capables, après avoir fait une marche même assez longue, de s'engager utilement, comme l'avaient fait les troupes du III[e] corps prussien à Forbach. Nous pensons, au contraire, qu'une ou deux divisions intervenant dans ces conditions au milieu d'une lutte déjà soutenue par d'autres troupes, pouvaient décider la victoire; mais il en eut été tout autrement du 4[e] corps et de la Garde le 7 août; il eut fallu d'abord aller à l'ennemi, le reconnaître, se déployer et passer par toutes les phases d'une grande bataille offensive. Le 3[e] corps, il est vrai, était plus près du champ de bataille; il faut remarquer toutefois que le 7 au matin, il avait 3 divisions à Puttelange et la 4[e] à Saint-Avold, c'est-à-dire à environ 16 kilomètres de Spicheren et de Forbach; d'ailleurs les divisions de Puttelange avaient erré toute la nuit et n'étaient guère capables de marcher pendant cinq heures et de se battre ensuite. En tous cas, elles seules pouvaient arriver au contact des Prussiens au milieu de la journée, et, quand même pour les soutenir on aurait réussi à reporter en avant le 2[e] corps, ce qui est fort douteux, on n'aurait jamais eu qu'environ 65,000 hommes pour reprendre la lutte.

Or, les Prussiens pouvaient nous opposer le jour même le VII[e] et le VIII[e] corps de la I[re] armée et le III[e] corps de la II[e] armée, avec une partie de la 5[e] division de cavalerie, c'est-à-dire, en tout, près de 100,000 hommes. On aurait trouvé les combattants de la veille reposés et prêts à nous recevoir; dans ces conditions, la défaite était inévitable.

Il en eût été autrement si Frossard était resté sur la position d'Œtingen pendant la nuit qui suivit la bataille

de Forbach ; alors les divisions du 3e corps, quoique mises en mouvement tardivement, l'auraient rallié dans la soirée. Elles pouvaient attaquer l'ennemi le 7 à la pointe du jour, avant qu'il n'ait reçu de renforts et probablement le rejeter au delà de la Sarre. On peut reprocher à Frossard de s'être retiré trop précipitamment ; mais Bazaine, encore à ce sujet, a aussi une part de responsabilité, et même la principale ; car il aurait dû faire savoir au commandant du 2e corps, qui était sous ses ordres, qu'il serait rejoint le soir par plusieurs divisions du 3e corps, et qu'il fallait les attendre, et les mouvements pouvaient être coordonnés judicieusement si Bazaine s'était transporté sur le champ de bataille, au moins l'après-midi du 6 ; l'absence d'instructions formelles et de renseignements précis est pour Frossard, au moins, une circonstance atténuante.

Pour justifier son attitude, Bazaine a laissé entendre qu'il aurait voulu que Frossard, au lieu de combattre à Spicheren, se retirât le 6 sur Cadenbronn, où il aurait reçu l'appui du 3e corps et où l'on pouvait accepter la bataille le lendemain avec les deux corps réunis, qui pouvaient même être renforcés d'une partie de la Garde et du 4e corps.

Il est certain qu'avec le dispositif général de l'armée française occupant une position d'attente, l'idée que le corps attaqué devait se retirer en couvrant la concentration des autres, était conforme à l'esprit même qui devait diriger nos opérations.

Mais, dans les opérations militaires, l'application d'un système juste dans son ensemble ne peut se faire automatiquement, ni d'après des vues étroites ; elle dépend avant tout des circonstances. Or nous pensons que dans la situation où se trouvait le général Frossard, rien ne devait déterminer sa retraite ; la condition principale qui aurait pu l'y amener faisait en effet défaut, c'est-à-dire la supériorité de l'ennemi. Dans la situation où il se trouvait,

il devait avoir pour rôle, non seulement de couvrir la concentration des corps en arrière, mais d'observer l'ennemi de manière à voir dans son jeu. Pour cela, il fallait ne se retirer qu'en présence de forces supérieures. C'eût été le cas de la division Douay à Wissembourg, mais non pas celui du général Frossard à Forbach, surtout au début de l'action; et même jusqu'à 5 heures du soir, il a combattu à forces égales. Il connaissait d'ailleurs la proximité des divisions du 3e corps; il avait le droit de compter sur leur appui, et dans les conditions où l'attaque s'était dessinée, l'ennemi n'ayant qu'un petit nombre de débouchés pour passer la Sarre, il était probable que l'arrivée des divisions du 3e corps aurait suffi à nous donner la supériorité numérique le jour même. C'était donc le meilleur moyen d'obtenir un succès, nous dirons même que c'était le seul, et que, dans la réalité, la retraite du 2e corps sur Cadenbronn ne pouvait pas y conduire.

Que serait-il arrivé, en effet, si le général Frossard s'était retiré? Le lendemain matin, les 2e et 3e corps pouvaient être réunis, formant ensemble 70,000 hommes; la Garde, arrivant l'après-midi, aurait porté nos forces à 90,000 hommes ; et l'arrivée d'une division du 4e corps, à peu près à 100,000 hommes. Or, en présence de ces dispositions, il est certain que les Allemands n'auraient attaqué ni le 6, ni le 7; le 6, ils se seraient contentés de suivre le 2e corps avec leur cavalerie pour l'observer, le gros des forces s'arrêtant sur la rive gauche de la Sarre, au sud de Sarrebruck et s'y établissant comme sur une tête de pont, de manière à couvrir le lendemain le passage des forces arrivant de l'arrière. Vers le milieu de la journée du 7, ils y auraient eu les corps VIIe, VIIIe et IIIe avec une nombreuse cavalerie, c'est-à-dire à peu près aussi 100,000 hommes; mais ce jour-là ils n'auraient pas encore attaqué, sachant l'adversaire en nombre et en position à peu de distance. Ils n'auraient pris l'offensive

que le 8[1], et alors avec une supériorité d'autant plus écrasante que les événements d'Alsace auraient permis à la gauche de la IIe armée de déboucher par Sarreguemines dans le flanc droit de l'armée française. Il n'y avait donc qu'un moyen d'obtenir une victoire ; c'était non pas que, le 6, le 2e corps se repliât sur le 3e, mais que le 3e vint au secours du 2e le jour même. Voilà ce que Bazaine aurait dû comprendre, et ce qu'il aurait compris s'il s'était porté de sa personne sur le lieu du combat, comme c'était son devoir impérieux, en dirigeant ses divisions sur le champ de bataille ; après ne les avoir mises en marche que tardivement, il avait encore des chances, comme nous l'avons dit plus haut, d'obtenir un succès le lendemain, à la condition de prescrire à Frossard de rester la nuit à proximité de Forbach.

Il ne faut pas toutefois s'exagérer les conséquences possibles du retour offensif que le 3e corps aurait pu exécuter le 7 à la pointe du jour. Il aurait eu peut-être pour résultat de rejeter les Allemands au delà de la Sarre, mais il n'y avait rien de plus à espérer. On était réduit à l'expectative et même à la retraite un ou deux jours plus tard ; car le 8, ou au moins le 9, les Ire et IIe armées allemandes pouvaient reprendre l'offensive avec au moins 250,000 hommes, tandis que, même avec le concours de la Garde et du 4e corps, l'armée française n'aurait pu leur opposer que 120,000 hommes, et 140,000, si l'on suppose que, de plus, deux divisions du 6e corps aient été attirées sur Saint-Avold par voie ferrée.

Cependant, le succès possible le 7 eut été fort appréciable, si l'on avait su s'en contenter. Mais, en prenant la situation telle qu'elle était le 7 au matin, on ne pouvait espérer rien de semblable. Or, pour obtenir quelque

---

[1] M. de Moltke avait même décidé quelques jours auparavant que l'offensive n'aurait lieu que le 9.

avantage, il fallait attaquer le jour même et à la première heure, car, dès l'après-midi, l'ennemi eut été en force.

Si l'on avait voulu remettre l'attaque au jour suivant, on aurait pu disposer du 4e corps et de la Garde, c'est-à-dire de 130,000 hommes, si l'on suppose l'arrivée d'une division du 6e corps, mais les conditions n'auraient pas été plus favorables, parce que, dans l'intervalle, les Prussiens pouvaient aussi se renforcer ; les trois corps déjà réunis le 7 auraient pu être appuyés, le 8, au moins du Ier corps de la Ire armée et du Xe de la IIe qui, le 7, était à Saint-Ingbert, à 10 kilomètres de Sarrebruck et à 15 kilomètres de Grosbliedersdorf....

Nous aurions donc eu affaire à 150,000 hommes, établis dans une forte position et surexcités par la victoire. Nous n'avions aucune chance de succès. Voilà ce qui est manifeste en se reportant à la situation réelle ; or nous prétendons que, non seulement on devait s'en rendre compte dans l'armée française, mais même que, à la suite des événements de la journée du 6, on devait supposer une situation encore plus défavorable. Après avoir constaté qu'en Alsace comme en Lorraine, les Allemands étaient entrés résolument sur notre territoire, il était rationnel d'admettre que le gros de leurs forces était prêt à pousser l'invasion. En réalité, à Forbach, on n'avait eu affaire qu'à des avant-gardes qui ne pouvaient être immédiatement soutenues. En les portant en avant, les Allemands avaient commis une imprudence dont ils auraient dû être punis le jour même ; mais en ne jugeant que d'après ce qui s'était passé, on n'en pouvait rien savoir. On devait penser, au contraire, que le 7 août, ou au moins le 8, les Allemands auraient 150,000 hommes, et même 200,000, entre Sarrelouis et Sarreguemines, sans compter que les Vosges, se trouvant dégarnies par la déroute du 1er corps et la retraite précipitée du 5e corps, les vainqueurs de Wœrth étaient libres de marcher par Ingwiller sur Sarre-

Union et de déboucher sur le flanc droit des troupes que nous aurions portées sur Forbach ou sur Puttelange. Les Allemands n'avaient donc rien à craindre de notre offensive; mais si leur sécurité était complète, c'était à la condition de rester d'abord dans l'expectative et de ne reprendre l'offensive qu'avec toutes leurs forces réunies. C'était l'intention bien arrêtée de M. de Moltke et l'on ne peut qu'approuver sa détermination.

Que faut-il conclure de ces considérations? C'est qu'à la suite des deux défaites de Wœrth et de Forbach, il n'y avait qu'un parti raisonnable pour l'armée française : la retraite; non pas une retraite précipitée ressemblant à une fuite, car, comme dit Frédéric, lorsqu'on est obligé de se retirer, il faut souvent faire face à l'ennemi pour lui montrer que l'on n'a pas peur; mais une retraite lente, méthodique, en défendant le terrain pied à pied et en profitant de toutes les occasions favorables pour prononcer des retours offensifs partiels,

Voilà ce qui aurait dû être évident le 7 août, et si les chefs de l'armée française avaient été convaincus de la nécessité de se retirer, il n'y avait pour eux qu'une question à résoudre : déterminer la direction de la retraite.

On pouvait l'exécuter vers le Sud en appuyant la droite aux Vosges ou vers l'Ouest dans la direction de Paris, ou bien encore prendre une direction intermédiaire conduisant par Nancy et Neufchâteau sur Chaumont et Troyes. Dans tous les cas, il fallait s'efforcer de lier ensemble toutes les forces françaises, car c'était une condition essentielle à remplir pour offrir à l'invasion allemande le maximum de résistance. Dans le fait, c'était bien l'intention des chefs de l'armée française, qui, de plus, semblaient d'accord pour choisir la direction de Paris. Même avant d'avoir reçu les instructions de l'empereur le maréchal de Mac-Mahon avait le projet de diriger le 1er corps sur Châlons; d'ailleurs, les mouvements exécutés par le

masse principale de l'armée allaient l'obliger à exécuter sa retraite sans perdre de temps. Comme nous l'avons déjà fait observer, dès le 8 il n'y avait plus de liaison entre les deux fractions de l'armée française; de Gross-Tenquin, où se trouvait le 2e corps, à Sarrebourg, où le 1er et le 5e étaient réunis, il y a plus de 40 kilomètres, et cette séparation devait encore s'accentuer les jours suivants; car, tandis que la masse principale allait continuer sa retraite dans la direction de Metz, la masse de droite allait se porter sur la haute Moselle par Blamont.

De pareilles dispositions devaient avoir forcément pour conséquence l'abandon des Vosges par la masse de droite, car il est manifeste que cette masse ne pouvait rester entre Sarrebourg et Épinal, tandis que le gros de l'armée se retirait sur Metz. En s'attardant à Sarrebourg, elle eût été prise entre les troupes du prince royal arrivant par Saverne et celles que le prince Frédéric-Charles aurait pu envoyer par Sarre-Union. En voulant tenir tête partout ailleurs, elle eut été désorganisée par la IIIe armée seule.

Cette masse était donc obligée de décamper soit en essayant de se rapprocher de la masse principale, si c'était encore possible, soit en s'éloignant de la frontière en accentuant d'abord son mouvement vers le Sud. La nécessité d'une retraite rapide eut été encore plus impérieuse si l'on eût adopté les dispositions recommandées par l'ouvrage de l'État-Major de l'Armée [1] et consistant à replier les troupes battues à Wœrth sur Molsheim et Strasbourg. En supposant qu'on ait pu y arriver, il est évident qu'on n'aurait pas pu y rester, car la IIIe armée était plus que suffisante pour nous en chasser, alors même que l'on aurait pu réunir les 5e et 7e corps aux débris du 1er. Dès lors il aurait fallu traverser les Vosges à Schir-

[1] É.-M. F., IX, 21.

meck pour revenir sur Épinal ou gagner Belfort par la Haute-Alsace.

Dans le premier cas, il n'y avait pas de temps à perdre, car on pouvait être prévenu à Saint-Dié par des troupes allemandes suivant le versant occidental ; dans le second cas, on n'aurait pas atteint Belfort sans difficultés, car l'ennemi pouvait nous harceler au moyen de troupes légères renforcées par des détachements passant le Rhin entre Strasbourg et Huningue. Dans tous les cas, cette retraite excentrique séparait pour longtemps les forces françaises en deux fractions, et par suite elle rendait impossible toute tentative de résistance sérieuse à proximité de la frontière. Nous ne disons pas que la France devait être, pour cette seule cause, irrémédiablement perdue, car si les 80,000 hommes réunis sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon arrivaient intacts à Épinal ou à Belfort, ce qui était possible en ne perdant pas de temps, ils pouvaient ensuite rejoindre la fraction principale de l'armée, au moins par Paris, en utilisant les voies ferrées. C'était une opération à laquelle il fallait songer si la séparation de nos forces avait lieu pour une raison quelconque ; mais de pareils mouvements auraient demandé beaucoup de temps, et il ne fallait pas se mettre, de son plein gré, dans une pareille situation qui obligeait à céder à l'ennemi sans combat la Moselle et la Meuse.

De toutes les directions que pouvait prendre le maréchal de Mac-Mahon pour se retirer, celle par l'Alsace était donc de beaucoup la plus mauvaise. Au contraire, celle de Saverne, qu'il a choisie le soir du 6 août, était la seule juste, parce qu'elle permettait la réunion immédiate de toutes nos forces, et il n'aurait peut-être pas été impossible de tenir quelques temps entre la Moselle et les Vosges, si l'on s'y était pris assez vite. Mais il est manifeste que le 1er corps seul ne pouvait pas rester à Saverne, et que même l'appui du 5e n'était pas suffisant pour lui permettre de s'arrêter à Sarrebourg ; sous peine d'être

enveloppé et réduit à poser les armes, il était obligé de continuer sa retraite sans perdre de temps, soit dans la direction de Nancy, soit dans celle de Langres et Chaumont, en abandonnant l'appui des Vosges.

Or, nous croyons que cet abandon des Vosges était très regrettable et qu'il eût été bien préférable de diriger la retraite de l'ensemble des forces françaises vers le Sud, non pas en raison de certaines théories générales tirées des écrits de Clausewitz et de Rogniat, d'après lesquelles les retraites latérales sont toujours préférables aux retraites directes.

Napoléon a fait justice de ces théories spécieuses en montrant[1] qu'elles sont fausses, parce qu'elles procèdent d'idées étroites et absolues en contradiction avec l'esprit même de la guerre. Il ne serait pas juste non plus, pour appuyer l'idée de la retraite vers le Sud, de dire avec le général Lewal[2] qu'en choisissant cette direction on exécutait un changement de ligne d'opérations et de rappeler à ce propos la maxime de Napoléon : *Changer de ligne d'opérations est la manœuvre la plus habile qu'enseigne l'art de la guerre;* car il nous semble qu'une pareille manœuvre n'avait rien à faire dans les conditions où se trouvait l'armée française après les batailles du 6 août.

Quand après sa défaite à Marienthal Turenne, qui venait du Rhin, se retire vers la Hesse, il exécute un changement de ligne d'opérations.

En 1758, Frédéric, qui venait de Silésie se retirant par la Bohême, après avoir levé le siège d'Olmutz, exécute un changement de ligne d'opérations. De même en livrant la bataille à Leuthen[3], il changeait de ligne, abandon-

[1] Réponses au général Rogniat.

[2] *Journal des Sciences militaires*, juillet 1901, page 21.

[3] C'est à propos de la bataille de Leuthen que Napoléon a émis la maxime qu'on vient de rappeler et qui est le texte de mon étude intitulée : *Encore une Maxime de Napoléon* (1886).

nant celle par laquelle il était venu en s'en assurant une nouvelle en arrière de sa droite.

En 1792, Dumouriez, en prenant position à Sainte-Menehould après avoir évacué Grand-Pré, faisait un changement de ligne d'opérations.

Napoléon, qui était venu de Vienne à Austerlitz, préparant une retraite éventuelle par la Bohême, songeait à un changement de ligne.

Mais en 1870, l'armée française se retirant de la Sarre sur la Seille et la Meurthe ne changeait pas de ligne, parce que dans sa position initiale elle n'avait pas de ligne d'opérations déterminée.

Si l'on entend cette expression dans le sens de la direction suivie par l'armée, elle n'avait pas de sens, puisque l'armée ne songeait à aucun mouvement offensif; elle n'en avait pas d'avantage si on l'entend dans le sens de ligne de communications, car les lignes de communications réelles de l'armée française étaient partout en arrière, aussi bien dans la direction d'Épinal que dans celle de Châlons ou du Nord. On s'est retiré sur Metz, mais on pouvait tout aussi bien se retirer sur la Seille sans avoir à préparer aucun changement de ligne. On peut même dire que dans la position initiale de l'armée, dont le front s'étendait de Wissembourg à Boulay, la direction de retraite la plus naturelle était vers le Sud, et par suite aussi celle de la ligne de communications. Si après avoir pris la direction de Châlons on eût voulu revenir dans les Vosges par le Sud, on aurait exécuté un changement de ligne. Mais il est clair que, dans la situation où se trouvait l'armée française le 7 août, les avantages et les difficultés des changements de ligne d'opérations n'étaient pas en jeu.

C'est pour d'autres raisons que la retraite latérale[1],

[1] Au sujet de la direction des retraites, il ne faut pas confondre les expressions de latérale et d'excentrique.

La retraite latérale se dit, par opposition à la retraite directe, d'une

c'est-à-dire perpendiculaire à la direction de Paris, était préférable à la retraite directe, et ces raisons doivent être tirées des circonstances particulières dans lesquelles on se trouvait.

La stratégie n'a pas seulement pour objet d'amener la bataille dans les conditions les plus favorables, mais aussi de l'éviter et de la retarder, lorsque les circonstances sont défavorables, et tout en livrant à l'ennemi le moins d'avantages possibles. Or, avec notre infériorité numérique manifeste, on devait absolument éviter une bataille générale immédiate ; car, quelque bien choisie que fût la position sur laquelle on aurait voulu la livrer, on était sûr de la perdre, et si, à la suite de quelques succès partiels, obtenus grâce à l'imprudence de l'ennemi, on essayait d'en poursuivre les résultats, on était sûr d'aboutir à un véritable désastre.

La retraite dans l'ensemble était donc absolument commandée, mais il ne s'ensuit pas que l'on dût l'exécuter avec une précipitation hâtive produisant la fatigue des troupes et déprimant leur moral.

Il ne fallait se retirer qu'en défendant le terrain pied à pied, en profitant des positions avantageuses, mais sans jamais s'acharner sur aucune d'elles : telle était la ligne de conduite à laquelle on devait s'arrêter résolument. D'après ces idées, si l'on voulait exécuter la retraite dans

---

retraite dans laquelle on se porte sur le côté de la ligne d'opérations que l'ennemi voudrait suivre de préférence pour pénétrer au cœur du pays. Dumouriez, en 1792, a exécuté une retraite latérale ; l'expression d'excentrique doit s'employer par opposition à celle de concentrique pour indiquer une retraite qui s'exécute simultanément dans deux directions divergentes. En 1796, en Allemagne, les deux fractions de l'armée autrichienne exécutèrent une retraite concentrique ou convergente devant les armées de Moreau et de Jourdan ; ces deux généraux, au contraire, exécutent plus tard une retraite excentrique, l'un se dirigeant vers le bas Rhin et l'autre vers le haut Rhin.

la direction de Paris, on ne pouvait s'attarder sur la rive droite de la Moselle, car l'abandon des Vosges donnait à l'ennemi toutes les facilités désirables pour réunir toutes ses forces sur le versant occidental. En supposant que l'armée française, bien groupée, ait pu tenir tête aux Ire et IIe armées allemandes, elle aurait eu la droite débordée par la IIIe. L'abandon des Vosges avait justement pour premier résultat de faciliter la liaison de toutes ces armées, et l'ennemi devenait rapidement maître de tout le pays compris entre la Moselle et les Vosges, non seulement à hauteur de Metz et de Nancy, mais même plus au Sud vers Saint-Dié et Épinal, fermant toutes les communications de la Lorraine avec l'Alsace et spécialement avec Strasbourg, qui se trouvait isolé sans avoir été mis en complet état de défense.

Il en était tout autrement si l'on se retirait en appuyant la droite aux Vosges ; tant que l'on tenait les passages de Saverne et de La Petite-Pierre, les progrès de la IIIe armée allemande auraient été arrêtés sur les routes les plus directes les conduisant à Lunéville et Nancy ; dès lors les corps de gauche de cette armée auraient été obligés de faire un détour par le Nord, ou d'attendre que l'intervention de la IIe armée par Sarre-Union nous ait forcés à céder le terrain. En tous cas, il en serait résulté de longs retards et de profondes perturbations dans les mouvements des armées allemandes qui, dès leur premier pas, trouvaient des obstacles imprévus. En outre, l'occupation des Vosges nous laissait en communication avec l'Alsace et avec Strasbourg, et, tant que nous nous tenions à la hauteur de la Meurthe, l'ennemi pouvait toujours craindre de voir des forces considérables déboucher sur la Brusche par le col de Schirmeck et les routes qui l'avoisinent au Sud. On peut dire, en somme, qu'en s'établissant parallèlement à la haute Seille, de Morhange à Fenestrange, l'armée française non seulement couvrait directement la partie du territoire qu'elle avait derrière elle, mais qu'er

même temps elle couvrait d'une manière indirecte à droite l'Alsace au sud de Strasbourg, pouvant y déboucher par tous les passages qui existent de Schirmeck au Bonhomme, et aussi à gauche la région comprise entre la Moselle et la Meuse ; car, si l'ennemi avait essayé d'y pousser quelques corps détachés, on pouvait se porter contre lui en passant la Moselle de Pont-à-Mousson à Toul, sans compter les forces que l'on aurait pu amener de l'intérieur par Commercy et Verdun. La retraite parallèle aux Vosges était donc celle qui permettait d'utiliser pour le mieux les propriétés stratégiques du pays, dont les moyens de défense naturels étaient accrus par l'existence des places fortes de Strasbourg et de Metz.

Nous ne dirons pas qu'en adoptant l'idée de la retraite sur Paris, tout fut perdu ; la victoire ou la défaite de l'armée française dépendait de bien d'autres considérations ; on pouvait être vainqueur ou battu en suivant n'importe quelle direction ; c'était les dispositions de détails de chaque jour qui devaient déterminer les résultats. Il est certain que la retraite directe offrait aussi de grands moyens de résistance, mais ce que nous prétendons, c'est que la retraite latérale en offrait encore davantage, au moins pendant la première période de l'invasion.

Si l'on avait été pénétré de ces idées par des études préalables [1], on aurait pu s'engager nettement dans cette

---

[1] Je ne fais ici que développer les observations que j'ai présentées sommairement il y a plus de vingt-cinq ans dans mes études sur les Maximes de Napoléon (quatrième maxime, 1882), en montrant l'analogie qu'il y avait entre notre situation et celle de Dumouriez en 1792 (voir la nouvelle édition, page 238). Il n'est d'ailleurs pas exact de dire, avec le général Lewal (*J. S. M.*, juillet 1901, p. 21), qu'avant 1870 la retraite vers le Sud n'avait pas été envisagée par les directeurs de nos opérations ; car le général Frossard y avait parfaitement songé dans ses Mémoires, mais on ne crut pas devoir tenir compte de ses indications.

voie à partir du 7 août; le 2e corps qui, de Forbach, s'était porté la nuit sur Sarreguemines, aurait continué par Sarrable sur Sarre-Union, protégé par la division Montaudon et la brigade Lapasset, et en cherchant à se relier au 5e corps. En outre, pour peu qu'on ait envoyé une division du 6e corps par voie ferrée sur Saverne, elle y aurait protégé le ralliement du 1er corps et lui aurait permis de se reconstituer entre Phalsbourg et Sarrebourg. Le 5e aurait servi de trait d'union entre le 2e et la division du 6e, et l'on pouvait tenir quelque temps les Vosges, de Saverne à Fenestrange, pendant que le reste de l'armée se formait face au Nord en appuyant sa droite au 2e corps. Malheureusement, rien n'avait été prévu, et les 1er, 2e et 5e corps s'étaient retirés d'eux-mêmes sans recevoir aucuné impulsion. Cependant, prenant les choses telles qu'elles étaient dans la matinée du 7, nous croyons que l'abandon des Vosges n'était pas encore forcé, et si l'état-major général avait été pénétré des avantages de s'appuyer sur ces montagnes, il pouvait peut-être encore réussir à s'y établir. C'est maintenant ce que nous allons essayer de montrer.

Dans la matinée du 7 août, le 1er corps arrivait à Saverne dans le plus complet désordre, n'ayant pour le protéger que la brigade de Fontanges, du 5e corps. Mais le même jour débarquait à Nancy la 1re division du 6e corps, qui s'était embarquée la veille au camp de Châlons. Au lieu de la ramener à son point de départ, on pouvait la porter à Saverne où elle serait arrivée le même jour. Si l'on dirigeait la 2e division du même corps à sa suite, celle-ci débarquait dans la journée du 8, et les deux divisions étaient largement suffisantes pour défendre non seulement la route de Saverne, mais même le chemin qui, de Dossenheim, va sur Phalsbourg par Oberhoff où il se relie à celui de Phalsbourg à La Petite-Pierre. On avait donc toute sécurité de ce côté, et le 1er corps ainsi que

les troupes qui lui étaient attachées pouvaient à partir de l'après-midi du 8 se refaire paisiblement à Sarrebourg.

D'autre part, le 2e corps arrivait le 7 à Puttelange et avec lui les divisions Montaudon et Metman, du 3e corps, et la brigade Lapasset, du 5e corps. Voulant porter le 2e corps sur les Vosges, on pouvait le jour même le rapprocher d'Hellimer et le diriger le 8 sur Fenestrange; pour protéger son mouvement la division Montaudon et la brigade Lapasset étaient portées le 7 après-midi sur Sarralbe et Keskastel, le 8 au matin sur Sarre-Union où ils cherchaient à se relier au 5e corps. Ce dernier aurait été arrêté le 7 à La Petite-Pierre et aurait reçu l'ordre pour le 8 de porter la brigade de Maussion de la division de L'Abadie d'Aydrein sur Drulingen au-devant de Lapasset continuant de Sarre-Union sur Gungwiller. La division Goze aurait pu avoir une brigade à Ottwiller, une autre à La Petite-Pierre, et le jour suivant les deux brigades de la division Guyot de Lespart auraient été portées également sur Drulingen, de sorte que l'on aurait eu deux divisions sur ce point et la troisième d'Ottwiller à La Petite-Pierre. Cette petite place livrée à elle-même n'était pas capable de résister à une attaque sérieuse, mais comme ouvrage de campagne elle pouvait permettre à une brigade de barrer la route à un ennemi se présentant soit par l'Est, soit par le Nord, tant qu'en même temps on n'aurait pas été menacé par l'Ouest. Pour faciliter la liaison des corps 2e et 5e on pouvait utiliser la brigade disponible de la division du Barail avec son artillerie, en la portant le 7 de Lunéville à Dieuze, le 8 au matin à Fenestrange et l'après-midi sur Gungwiller pour se relier à la brigade Lapasset venant de Sarre-Union.

En somme, avec ces dispositions, le 2e corps pouvait se reconstituer à Fenestrange et, ayant été beaucoup moins ébranlé que le 1er, il aurait pu, dès le 10, être ramené à l'ennemi; or, à cette date, les troupes allemandes

n'étaient pas encore en mesure de prononcer leur offensive.

Pendant qu'on établissait ainsi la droite de l'armée sur les Vosges, on orientait les mouvements des autres corps de manière à les lier avec les premiers. Admettons pour le 7 les positions réellement occupées par les 3e, 4e corps et la Garde (sauf la division Montaudon); le 8 ces troupes pouvaient exécuter les mouvements suivants :

La division Metman faisant l'arrière-garde du 2e corps se portait sur Hellimer, Castagny sur Leywiller, Decaen sur Lixing.

La Garde précédant Decaen se portait sur Altroff.

La division Grenier, du 4e corps, était dirigée sur Faulquemont avec la division de cavalerie de Forton ; le reste du 4e corps marchait de Boulay en deux colonnes, de manière à avoir l'après-midi une division à Guinglange avec l'artillerie de réserve, l'autre avec le gros de cavalerie aux Étangs.

Le jour suivant, la droite de l'armée restait dans les mêmes positions. Nous admettons que le maréchal Canrobert, arrivant avec la 2e division du 6e corps, en aurait pris le commandement, tandis que le maréchal de Mac-Mahon aurait présidé à la réorganisation des troupes qu'il avait ramenées de Frœschwiller. Le 2e corps se fortifiait en avant de Fenestrange, le 5e à Drulingen ; mais ce dernier passablement en pointe devait être prêt à se retirer devant des forces supérieures, en défendant le terrain pied à pied dans la direction de Rauwiller ; en réalité, il n'aurait pas été obligé de le faire avant le 11, car les corps de la IIe armée n'ont pas cherché à dépasser Sarre-Union avant cette date, et ceux de la IIIe étaient encore plus en arrière.

Au 3e corps, la division Montaudon, qui aurait dû avoir avec elle la brigade de cavalerie légère du 2e corps, aurait pu rester le 9 à Sarre-Union ; mais renseignée sur la présence de forces considérables allemandes à Lorentzen et

à Sarreguemines, il eut été prudent pour elle de s'en éloigner avant la chute du jour pour venir prendre position entre Harskirchen et Altwiller, en envoyant la cavalerie du 2e corps sur Diedendorf. En même temps la division Metman serait venue sur Vittersbourg, Castagny en avant d'Albestroff, la Garde entre Albestroff et Munster, laissant sa cavalerie d'Altroff à Grostenquin avec la division Decaen.

Au 4e corps, Grenier et de Forton pouvaient rester à Faulquemont, tandis que les troupes de Guinglange se portaient sur Brulange, et que la division de gauche restait aux Étangs pour couvrir la direction de Metz jusqu'à ce qu'on ait pu y constituer une garnison suffisante. A cet effet, pendant que les deux premières divisions du 6e corps étaient dirigées sur Saverne, l'infanterie de la 3e était transportée par la voie ferrée à Verdun et de là se portait sur Metz. Son artillerie avec l'artillerie de réserve[1] et le gros de la cavalerie marchaient sur Metz par voie de terre. Elles y seraient arrivées le 11, mais l'infanterie pouvait y être le 9, de sorte que le jour suivant la division de gauche du 4e corps pouvait rallier le gros du corps d'armée qui, à cette date, aurait pu être établi tout entier aux environs de Morhange. Le centre et la droite de l'armée attendaient sur leurs positions les mouvements de l'ennemi, les surveillant très attentivement. On peut remarquer la force de la position d'Albestroff, à peu près inabordable sur le front d'Isming-Rening et sur les flancs, la division Castagny soutenue par une division de la Garde et une nombreuse artillerie, aurait pu y résister indéfiniment tant qu'elle n'eût pas été débordée. C'était un véritable bastion avancé qui pouvait servir

---

[1] On disposait des 16 batteries de la réserve générale commandée par le général Canu : 8 batteries de 12 du 13e régiment, et 8 batteries à cheval du 18e.

d'appui aux troupes manœuvrant à droite et à gauche. Si l'ennemi attaquait en venant de Sarralbe et de Sarre-Union, on avait toutes les chances de repousser son attaque entre Fenestrange et Albestroff. Si, en même temps, la IIIe armée attaquait la ligne Fenestrange-La Petite-Pierre, il aurait fallu sans doute céder le terrain entre Drulingen et La Petite-Pierre, et par suite les troupes du 6e corps auraient dû abandonner Saverne ; mais alors, elles venaient s'appuyer sur la place de Phalsbourg, après avoir recueilli la brigade de La Petite-Pierre, et de Phalsbourg à Fenestrange les corps 2e et 5e, avec les deux divisions du 6e, auraient pu tenir tête à l'ennemi, d'autant plus que ce dernier ne pouvait pas se montrer en force avant le 11, et qu'à cette date le 1er corps reconstitué aurait pu rentrer en ligne.

Nous avons dit autre part [1] quelle aurait dû être la base de cette réorganisation : réduire tous les régiments de trois à deux bataillons, en renvoyant les cadres des 3es en arrière, ceux du 1er corps à Langres, ceux du 7e à Belfort, pour y recevoir des réservistes, ensuite reconstituer le 1er corps à trois divisions de onze bataillons, y compris un bataillon de chasseurs.

La répartition pouvait se faire de la manière suivante :

1re Division :	18e, 96e, 45e de ligne.	1er zouaves,	1er tirailleurs.
2e —	36e, 48e, 50e. —	2e —	2e —
3e —	56e, 74e, 78e [2] —	3e —	3e —

Le quatrième bataillon de chasseurs pouvait être attaché d'une manière permanente à l'artillerie de réserve ; la 1re division du 7e corps aurait été ainsi réduite à neuf

[1] Voir notamment *L'Armée de Châlons*, p. 151.

[2] Le seizième régiment du 1er corps (87e) était resté à Strasbourg. La réorganisation que nous indiquons revenait à dissoudre l'ancienne 2e division et à répartir ses éléments entre les trois autres.

bataillons, on pouvait lui donner pour mission de surveiller les passages des Vosges de Schirmeck à Sainte-Marie-aux-Mines, en cherchant à communiquer avec Strasbourg, de manière à se rendre compte des forces que les Allemands avaient aux environs de la place. On pouvait lui adjoindre à titre provisoire, le 3e régiment de chasseurs d'Afrique. L'artillerie du 1er corps aurait été réduite de vingt à quinze batteries, dont neuf pour les groupes divisionnaires et six pour l'artillerie de réserve.

Tous les cuirassiers auraient pu se refaire à Lunéville où ils pouvaient arriver le 9, y compris la brigade Michel; les régiments de cette dernière auraient dû être réduits à deux escadrons, ceux de la division Bonnemains à trois, ce qui aurait permis de reconstituer une division provisoire de seize escadrons; les cadres des escadrons supplémentaires auraient été envoyés à Gray et Vesoul pour s'y reformer.

Avec ces dispositions, les troupes battues à Wœrth, au lieu de continuer leur retraite en désordre auraient pu être reportées en ligne le 11. Or, les Allemands n'auraient pas essayé de prononcer une attaque avant cette date.

On voit donc que, en prenant son parti dans la matinée du 7, il était encore temps d'exécuter une retraite latérale parallèle à la crête des Vosges, car on avait encore le moyen de souder les troupes de la Sarre à celles qui venaient de l'Alsace. Il faut même reconnaître que la retraite latérale était la seule qui permît de faire la soudure rapidement, car si les troupes de la Sarre commençaient par prendre la direction de Metz, les 1er et 5e corps ne pouvaient les rallier qu'après plusieurs jours de marche; ce n'eût pas été impossible, mais ces corps ne pouvaient exécuter leurs mouvements en sécurité qu'en faisant un détour par Lunéville et Nancy de manière à gagner la Moselle à Frouard; si, sous prétexte de faire la jonction plus rapidement, on avait voulu les faire marcher par Fenestrange et Morhange

ou même par Dieuze et Château-Salins, on les exposait à recevoir dans leur flanc droit une attaque qu'en raison de leur nombre, et surtout de leur état matériel et moral, ils n'étaient pas capable de supporter en les supposant réduits à leur propres forces [1].

Au contraire, en adoptant sans hésitation les dispositions que nous avons indiquées, l'armée française, dont les corps se tenaient bien ensemble, aurait été établie le 9 août de Morhange aux Vosges, occupant ainsi par sa droite les passages de La Petite-Pierre et de Saverne.

La première conséquence de ces dispositions aurait été d'empêcher les mouvements de la gauche de la IIIe armée allemande ; le Ve corps prussien aurait trouvé le 5e corps français à La Petite-Pierre, et le XIe, les divisions du 6e à Saverne. Ils n'auraient sans doute pas essayé de forcer les passages directement; dans cette conjoncture, ils pouvaient revenir au Nord pour se rallier à la droite de la IIIe armée, mais alors ils devaient renoncer à toute tentative immédiate sur Strasbourg ; ils pouvaient aussi rester vis-à-vis de Saverne, mais dans ce cas ils s'exposaient à se voir attaquer par des forces supérieures débouchant de Schirmeck et combinant leur action avec celle de Saverne. Nous croyons que le mieux eût été de renoncer provisoirement à Strasbourg afin de bien lier ensemble toutes les forces de la IIIe armée. Mais alors il fallait du temps aux Ve et XIe corps pour revenir sur la Sarre par Ingwiller à la suite des Bavarois et des Wurtembergeois. Ces derniers seuls n'étaient pas en mesure d'obliger les Français à la retraite; il

---

[1] Nous sommes sur ce point d'un avis absolument opposé à celui exprimé par le capitaine Gilbert dans ses *Essais de Critique militaire :* (p. 162). Il nous paraît manifeste que le 1er corps et même le 5e ne pouvaient participer à une concentration en avant de Metz que par un détour ; nous pensons d'ailleurs que l'idée même de cette concentration était la plus mauvaise à laquelle on pût s'arrêter.

est même probable que la IIIe armée seule n'y aurait pas réussi, car le 1er corps français pouvant rentrer en ligne, on aurait disposé entre Phalsbourg et Fenestrange de plus de 100,000 hommes occupant des positions avantageuses et ne pouvant être débordées ni par la droite ni par la gauche, tant que le centre de nos forces tenait la position d'Albestroff.

Or, la position qui s'étend de Fenestrange à Albestroff était au moins aussi forte que celle occupée par la droite; le 3e corps et la Garde, forts de plus de 60,000 hommes, y auraient tenu tête au moins à la première attaque que la IIe armée pouvait prononcer par Sarre-Union, Sarralbe, Puttelange et Saint-Avold. Après avoir tâté toutes ces positions les Allemands auraient sans doute été amenés à combiner leurs opérations de manière à déborder la gauche de l'ensemble de la position occupée par l'armée française; la Ire armée aurait été chargée d'exécuter le mouvement débordant en passant les deux Nied et marchant sur la Seille dans la direction de Nomény. Un pareil mouvement n'était pas sans danger pour les Allemands, mais il était conforme à leurs méthodes. On pouvait le prévoir et se proposer d'attaquer la Ire armée allemande avec des forces supérieures, réunies brusquement sur notre gauche. On va voir qu'une pareille opération n'était pas impossible et comment on pouvait l'exécuter.

On peut admettre que le 10 les corps avancés de la IIe armée allemande débouchant de la Sarre auraient reconnu la position française de Fenestrange à Albestroff, tandis qu'à leur droite la cavalerie aurait signalé la présence du 4e corps à Morhange et qu'à leur gauche les troupes avancées des Wurtembergeois et des Bavarois se seraient heurtées au 5e corps à Drulingen. Dès lors, le 11, toutes ces troupes pouvaient marcher contre nous; le 5e corps se retirait sur Rauwiller, la brigade de La Petite-

Pierre se préparait à évacuer la place le jour suivant avant l'aube. Au centre, notre 3e corps recevait le contact de la IIe armée d'Altwiller à Altroff, mais aucune action sérieuse ne s'engageait dans cette journée ; nous admettrons qu'il en aurait été de même à notre gauche, vis-à-vis de laquelle le IIIe corps prussien ne dépassait pas Faulquemont. Mais on devait se préparer à une rencontre pour le jour suivant ; le 3e corps, la Garde et le 4e corps pouvaient être attaqués par les corps IIIe, Xe, Garde et IVe, c'est-à-dire par environ 120,000 hommes. Nous pensons que malgré notre infériorité numérique, et grâce aux avantages de la position renforcée de travaux de fortification passagère, nous aurions pu résister toute la journée du 12 sans même engager toutes nos forces[1].

On devait néanmoins se préparer à la retraite, convaincu que dans cette première journée les Allemands n'auraient engagé que leurs corps de première ligne et que bientôt le reste entrerait en action tant pour renforcer l'attaque de front que pour déborder notre gauche. La Ire armée chargée du mouvement débordant pouvait être portée le 11 à hauteur de Boulay, le 12 s'établir sur la Nied allemande, de Guinglange à Condé-Northen, le 13 sur la Nied française de Brulange à Pange, arriver le 14 à hauteur de Delme pour, le jour suivant, attaquer sur Château-Salins ou passer la Seille entre Nomény et Brin.

C'est ce mouvement que l'on pouvait prévoir et dont il fallait profiter pour exécuter un énergique retour offensif. D'abord la division de Forton établie vers Destry à la gauche du 4e corps, aurait été chargée de le surveiller, avec l'appui d'une brigade d'infanterie. Ensuite la 4e divi-

[1] Il nous semble que la résistance des 2e et 3e corps français le jour de Saint-Privat suffit à justifier cette manière de voir.

sion du 6e corps formée à Paris était embarquée dans la nuit du 8 au 9 pour Nancy, ainsi qu'un régiment de cavalerie légère et l'artillerie divisionnaire qui se trouvaient au camp de Châlons. Le 10 ces troupes étaient à Château-Salins et prenaient position à gauche de cette localité sur la route de Metz, face à cette place. Il était formé un 8e corps comprenant la 4e division du 6e corps et la 4e du 3e (Decaen) qui se préparait à venir d'Altroff sur Vaxy en passant derrière le 4e corps, mais qui n'aurait commencé son mouvement que le 13 ; la division de Forton était rattachée à ce corps d'armée et suivait le mouvement des Allemands en se portant de Destry sur Faxe, toujours appuyée par une brigade d'infanterie du 4e corps avec deux batteries.

Le 14 le gros du 8e corps pouvait être réuni de Faxe à Fresnes-en-Saulnois, et résister à l'attaque possible d'une partie de la Ire armée prussienne, tandis qu'une brigade restait avec la cavalerie de la Garde à la droite du 4e corps pour le relier au 3e. En même temps la Garde, à la suite du combat supposé du 12, quittait les environs d'Albestroff pour aller à Dieuze le 13, et le 14 à Château-Salins ; de là elle était en mesure de soutenir le jour suivant le 8e corps ou le 4e ; le 3e corps réduit à trois divisions suivait la Garde sur Dieuze, en défendant le terrain pied à pied. A la droite, on évacuait le 13 Saverne et La Petite-Pierre, se retirant sur Phalsbourg qui servait d'appui. On pouvait le 14 défendre le secteur compris de Phalsbourg à Fenestrange avec les 80,000 hommes des corps 2e, 5e et 6e. Le 1er corps aurait été en mesure de les appuyer, mais nous pensons qu'il eut été préférable de le porter sur la Seille contre la Ire armée. Partant de Sarrebourg le 11, et marchant en deux colonnes, il pouvait être le même jour à Azondange et Réchicourt, le 12 à Arracourt et Einville, le 13 à Brin et Pettoncourt sur la Seille, et le 14 avoir ses avant-postes à hauteur du 8e corps entre la forêt de Gremecey et Aboncourt-sur-

Seille. Mais ce n'était pas tout, car on disposait du gros du 7e corps. Résolu à l'amener sur la Seille, sans savoir encore au juste comment on l'emploierait, on pouvait le 7 diriger le gros des troupes qui se trouvaient à Mulhouse, sur Épinal par Cernay et Remiremont, en renvoyant à Belfort une brigade d'infanterie avec deux batteries de la réserve et deux régiments de cavalerie pour occuper provisoirement la place et ses abords en attendant que d'autres troupes fussent en mesure d'assurer la défense.

Le gros des troupes parties de Mulhouse arrivait à Épinal le 10 et pouvait continuer en descendant la Moselle. La colonne aurait été le 11 à Charmes, le 12 à Bayon (courte étape équivalant à un séjour), le 13 à Nancy.

En même temps la 3e division était dirigée par voie ferrée de Lyon sur le même point ; embarquée dans la nuit du 11 au 12, cette division aurait été rendue à sa destination le 12 avec un régiment de cavalerie légère ; l'après-midi elle pouvait porter une forte avant-garde vers Leyr sur la route de Nomény. Pour diriger ces mouvements, le général Félix Douay aurait dû porter son quartier général le 10 à Épinal et le 12 à Nancy. Il lui aurait manqué sa 1re division, envoyée sur Saint-Dié, mais on pouvait disposer de la division du Midi. D'abord comme on tenait à avoir le plus longtemps possible des troupes à Paris et à Lyon, on aurait envoyé le 8, sur chacune de ces deux places une brigade de cette division.

Elles y seraient restées jusqu'au 12 et auraient été dirigées ensuite l'une sur Frouard, l'autre sur Nancy. Enfin les 3es bataillons de la 1re division du 7e corps étant en partie reconstitués, on pouvait à la même date, enlever de Belfort la brigade de la 2e division qui y avait été laissée, et la porter également sur Nancy. Le général Douay aurait eu ainsi le 13, 3 divisions sous la main, la division du Midi

remplaçant la 1re division de son corps d'armée. C'était un renfort d'une trentaine de mille hommes, formant l'extrême gauche de l'armée ; son rôle eut été de surveiller les passages de la Seille au-dessous de Brin, mais de ne pas s'acharner à les défendre, d'engager au contraire l'ennemi à passer la rivière, et de se retirer devant lui par la route de Nancy, jusqu'à hauteur de la forêt de Lanfroicourt. Il eut été convenable de lui adjoindre une masse de cavalerie. On avait d'abord 3 régiments de cavalerie du 7e corps : 1 régiment de lanciers ayant marché sur Épinal avec la colonne principale venue de Mulhouse, 1 régiment de cavalerie légère venu de Lyon avec la 3e division, et le second régiment de lanciers parti avec la dernière brigade venue de Belfort [1].

Ensuite on disposait de la division de cuirassiers réorganisée à Lunéville; enfin une brigade de cavalerie légère arrivait avec la division du Midi, en tout la valeur de 9 régiments. Laissant les 3 régiments du 7e corps en avant de ce corps, on portait les 6 autres à l'extrême gauche avec les batteries à cheval. Cette cavalerie peut être soutenue le 14 par la brigade d'infanterie venant de Paris et débarquant à Frouard.

En somme, avec les corps 1er, 7e, 8e et Garde et la cavalerie rassemblés à la gauche de l'armée par les moyens que nous venons d'indiquer, on disposait d'une masse de plus de 100,000 hommes pour opérer contre la Ire armée prussienne ; mais comme on n'a jamais trop de monde pour agir sur le point décisif, on devait essayer par tous les moyens de l'augmenter encore. Or si, comme il est probable, on avait reconnu que l'ennemi n'était pas en force en Alsace au sud de Strasbourg, on aurait pu disposer du gros de la 1re division du 7e corps et embar-

[1] Nous supposons qu'on y laisse encore un régiment de cavalerie légère, et un régiment de dragons (6e) à Lyon.

quer pour Lunéville 6 bataillons sur 9 avec la batterie de mitrailleuses, ne laissant à Saint-Dié que 3 bataillons, le 3e régiment de chasseurs d'Afrique et les 2 batteries de 4. Les troupes débarquant à Lunéville dans la matinée du 14 auraient donné un renfort de 5,000 hommes, capables d'appuyer le 15, soit le 7e corps sur la gauche de la Seille, soit le 1er à droite.

Enfin il fallait faire intervenir les troupes de Metz. Depuis le 11 on y aurait eu la 3e division du 6e corps avec 11 batteries (3 batteries divisionnaires et 8 batteries de la réserve) et le gros de la division de cavalerie de Salignac-Fénelon. On pouvait encore y faire venir la division d'infanterie de marine qui depuis le 10 était disponible à Paris, en l'embarquant dans la nuit du 11 au 12. Cette division n'avait pas d'artillerie, mais on pouvait lui attribuer provisoirement quelques batteries de la réserve du 6e corps. On aurait eu ainsi à Metz plus de 20,000 hommes d'excellentes troupes actives; afin de pouvoir en disposer en entier au dehors, il aurait fallu diriger également sur Metz tout ce qu'il y avait de disponible dans les 4e bataillons des corps 2e, 3e et 4e, et aussi un certain nombre de bataillons de mobiles pris notamment parmi ceux de Paris qui étaient déjà organisés. On avait jusqu'au 14 pour amener ces troupes et leur faire occuper les forts de la place. Jusqu'à cette date les troupes actives restaient sur la plus stricte défensive ; mais le 15 au matin elles pouvaient déboucher de la place par la route de Château-Salins ; la seule apparition de ces 20,000 hommes aurait probalement suffi à immobiliser un corps entier de la Ire armée prussienne, qui dès lors n'avait plus que 60,000 hommes à opposer aux forces réunies sur la Seille. Jusqu'au 14 le 1er corps doit aussi éviter toute démonstration offensive; mais le 15, jour de la bataille supposée, il doit être en mesure de déboucher, soutenu à droite par le 8e corps et la Garde; avec la division de Forton, ils forment ensemble environ 70,000 hom-

mes. La bataille pouvait se dérouler de la manière suivante :

Dès la pointe du jour, le 7e corps doit provoquer l'ennemi de Leyr à Lanfroicourt, puis se retirer devant lui; ce n'est qu'à ce moment que l'offensive doit commencer au centre et à droite; dès qu'elle est prononcée, le 7e corps doit y participer ainsi que le corps de cavalerie. Si l'on réussissait à réaliser ces conditions, il est à peu près certain que la Ire armée non seulement aurait été battue, mais que sa retraite eût été compromise. Elle ne se serait dégagée qu'en partie désorganisée.

Pendant ce temps, les 4e et 3e corps au centre de l'ensemble des forces françaises, les 2e et 5e à droite, avec les deux divisions du 6e corps, se retiraient devant les IIe et IIIe armées en défendant le terrain pied à pied.

Nous ne prétendons pas qu'il suffisait de prendre les dispositions que nous venons d'indiquer pour que les opérations se déroulassent exactement comme nous l'avons exposé; il était bien possible, par exemple, que la IIe armée n'attaquât sur Albestroff que le 13 au lieu du 12, ou encore que la Ire, au lieu de marcher sur la Seille, cherchât de suite à déborder le 4e corps avant qu'on fût en mesure de protéger sa gauche. Alors ce corps d'armée aurait dû se retirer en combattant sur Château-Salins; mais cela n'aurait pas empêché le retour offensif entre Château-Salins et Nomény. Toutefois avec cette hypothèse les résultats obtenus auraient été moins décisifs. Si la riposte s'exécutait comme nous l'avons supposé, en marchant de Château-Salins vers l'Ouest, alors que le 4e corps tenait encore Morhange, elle pouvait avoir pour conséquence de détacher complètement la Ire armée de la IIe, en la rejetant dans la direction de Metz et, par suite, de lui infliger une défaite complète, peut-être un désastre. Si, au contraire, on avait été obligé de ne l'attaquer qu'en marchant du Sud au Nord, en la refoulant, on l'aurait

rejetée sur la IIe armée et, par suite, elle aurait pu en être rapidement secourue.

Néanmoins, même dans ces conditions, on pouvait obtenir un vrai succès modifiant sensiblement la situation respective des armées en présence.

En somme, l'ensemble des opérations que nous venons de développer peut se résumer d'une manière simple et nette : fixer l'attention des IIe et IIIe armées, au centre et à droite de nos forces, résister à leur premier choc, mais éviter de s'acharner dans une lutte avec elles ; se retirer devant elles en défendant le terrain pied à pied, en même temps concentrer brusquement de nombreuses forces vis-à-vis de la Ire armée cherchant à déborder notre gauche.

Or nous croyons qu'une pareille manœuvre avait de grandes chances de succès, si elle eût été exécutée habilement ; sans doute elle suppose une véritable imprudence de l'ennemi, mais il était fort capable de s'y laisser entraîner.

En réalité, il ne se serait pas livré plus que lorsque le 5 août M. de Moltke poussait la IIIe armée en Alsace sans liaison avec les autres, et, comme cette première faute ne lui avait procuré que des succès, on pouvait espérer qu'il la renouvellerait. Il nous appartenait d'en profiter ; il suffisait pour cela d'avoir du sang-froid et d'apprécier à leur vraie valeur les propriétés défensives du théâtre des opérations.

Il y a lieu d'examiner les conséquences possibles du retour offensif exécuté par notre gauche.

D'abord la Ire armée allemande étant complètement battue, la IIe armée peut venir l'appuyer directement en marchant par sa droite. Dans ce cas, non seulement on doit abandonner la poursuite, mais on doit éviter de s'engager à fond contre la IIe armée ; car celle-ci à elle seule comprenait plus de 200,000 hommes, et de plus elle était

en liaison avec la IIIe qui, vers le 15, aurait pu être réunie entre Sarre-Union, Fenestrange et La Petite-Pierre. Or notre masse de gauche, même en la supposant ralliée par le 4e corps, n'aurait pas formé plus de 150,000 hommes. Dans l'hypothèse que nous envisageons, il fallait suivre la Ire armée battue, seulement avec les corps 1er et 7e ralliant les troupes sorties de Metz, et manœuvrer en s'appuyant sur la place, c'est-à-dire de manière à être en mesure de s'y retirer; en même temps, le 8e corps et la Garde se seraient reportés à droite, pour soutenir les corps 3e et 4e en avant de Château-Salins et de Dieuze.

Dans ces conditions, si la IIe armée marchait par sa droite pour soutenir la Ire, notre groupe de gauche se retirait sur la place de Metz qui lui permettait de se dérober en passant sur la rive gauche de la Moselle, sauf à revenir rallier le centre, soit par Pont-à-Mousson, soit par Frouard. Le mieux eût été de ramener ces forces peu à peu dans les Vosges par voie ferrée, dans le but d'opérer sur Strasbourg par le col de Schirmeck. Autrement dit, après avoir obtenu un premier succès en agissant à gauche de notre front d'opération, on en cherchait un second à l'extrémité opposée.

Voilà semble-t-il ce qu'il y avait de mieux à faire, si la IIe armée allemande essayait de soutenir directement la Ire. Mais on peut aussi examiner le cas où la IIe armée, au lieu de marcher par sa droite, aurait cherché à dégager la Ire en poussant son offensive droit devant elle sur Château-Salins et Dieuze.

Dans ce cas, il est certain que les corps 3e et 4e n'étaient pas capables de résister. Ils auraient dû se replier, l'un sur Lunéville en se reliant à la masse de droite, l'autre sur Nancy ou Frouard, ou même par Nomény sur Pont-à-Mousson, en cherchant à se relier à celle de gauche. Il serait résulté de ces dispositions une rupture entre les corps 3e et 4e; la IIe armée aurait pu se jeter dans l'intervalle qui se serait formé entre eux et occuper à leur

suite Nancy et Lunéville, mais elle ne pouvait pas aller bien loin dans cette voie sans courir de véritables dangers. Car en s'avançant sur la Meurthe elle perdait l'appui immédiat de la IIIe armée, que notre droite pouvait contenir pendant quelque temps, tandis que toute notre gauche se serait jetée dans le flanc droit de la IIe après avoir achevé la défaite de la Ire. Il faut toutefois remarquer que le mouvement offensif de la masse de gauche française dans le flanc droit de la IIe armée ne pouvait pas non plus être poussé à fond sans courir de grands risques; ce n'aurait dû être en réalité qu'une vigoureuse démonstration menaçant non seulement la droite de la IIe armée, mais ses derrières, et ayant pour but de l'empêcher de s'unir à la IIIe armée pour accabler notre masse de droite. Dès que ce résultat aurait été obtenu, on se serait retiré sur la Moselle et l'on aurait essayé de se réunir à la droite en marchant par Frouard et Nancy. La jonction immédiate aurait pu présenter quelques difficultés, elle pouvait même devenir impossible sur la Meurthe si la IIe armée manœuvrait habilement.

On risquait donc, en entreprenant les opérations que nous venons de développer, d'être obligé de subir les inconvénients d'une rupture stratégique, mais ce n'était pas une raison suffisante pour renoncer aux avantages de cette opération.

On doit se dire en effet que la liaison des forces n'est pas un but, mais seulement un moyen; c'est une condition à réaliser dans la préparation des actions décisives, car seule elle permet de faire une concentration opportune sur n'importe quel point du théâtre des opérations; mais si, pour tirer parti de cette concentration sur le point principal, on doit rompre cette liaison afin de tenir tête à l'ennemi sur d'autres points, il ne faut pas hésiter à en accepter l'éventualité, sans perdre de vue toutefois qu'il faudra chercher à y revenir dès que ce sera possible.

Or, dans les circonstances que nous envisageons la

séparation de nos forces en deux masses ne devait pas nécessairement durer bien longtemps. Si la masse de gauche ne pouvait venir joindre celle de droite en marchant par Frouard et Nancy, elle pouvait au moins s'établir sur la Moselle, de Metz à la forêt de Haye. C'eût été une position des plus naturelles, où l'on avait les communications bien assurées dans la direction de Paris. L'ennemi entrait à Nancy et à Lunéville, mais c'était une faible compensation de la défaite de la Ire armée qui eut été complète.

Une fois sur la Moselle, la masse de gauche pouvait y tenir tête à l'ennemi, et c'eût été à la masse de droite à venir la joindre soit directement en marchant par sa gauche, soit par un détour en utilisant les voies ferrées. On aurait été ainsi conduit finalement à un changement de ligne d'opérations complet coïncidant avec l'abandon des Vosges. Mais c'était encore une éventualité qu'il fallait accepter. Dans l'esprit de la guerre moderne, on doit choisir certaines positions non pas pour y rester mais parce qu'elles se prêtent aux manœuvres, et l'on ne doit pas hésiter à en changer lorsqu'on y est conduit par la tournure des opérations.

Or, il faut bien comprendre que, dans les conditions où l'on se trouvait, on ne pouvait obtenir que des avantages limités, car, en raison de notre infériorité numérique, il fallait éviter tout ce qui pouvait conduire à une bataille générale. Si l'on parvenait à battre la Ire armée c'eût été un succès dont on pouvait se contenter pour le moment. Il eût d'ailleurs été fort appréciable si on avait pu compléter la victoire par une poursuite énergique.

Il résulte de cette discussion qu'après une victoire obtenue par notre gauche contre la Ire armée allemande deux cas pouvaient se présenter : ou bien la IIe armée appuie directement la Ire, alors notre gauche refusant la bataille se divise en deux parties; la Garde et le 8e corps viennent rallier le centre, le 1er et le 7e corps se retirent sur la Moselle pour revenir ensuite dans les Vosges par un

détour; ou bien la IIe armée pousse sur la Seille, alors toute notre gauche tombe d'abord dans son flanc droit, puis se retire sur la Moselle, tandis que la masse de droite se replie sur Épinal. Les deux masses cherchent à se réunir ensuite d'un côté ou de l'autre. La seconde hypothèse comporte la perte momentanée d'une certaine zone de terrain ; c'était cependant celle qui nous était la plus favorable, parce qu'elle entraînait la poursuite et la désorganisation de la Ire armée allemande. Aussi celle qu'il fallait considérer comme la plus probable était la première d'après laquelle la IIe armée devait chercher à secourir la Ire, tout en laissant 2 ou 3 corps vis-à-vis de notre centre, parce que dans ce cas la retraite de Ire armée aurait été de suite arrêtée.

C'est donc cette éventualité surtout qu'il fallait envisager et, dans le cas où elle se réaliserait, être résolu à se dérober à l'attaque. Comme nous l'avons dit, notre gauche aurait reculé sur Metz, pendant qu'on renforçait le centre et la droite de manière à opérer sur Strasbourg, par le col de Schirmeck; les corps 6e et 7e et une partie du 1er auraient pu être employés à cette opération avec les chasseurs d'Afrique. Si l'on dégageait Strasbourg et que l'on parvînt à se relier par Saverne aux troupes de Sarrebourg, la situation pouvait être complètement transformée.

Mais il faut examiner également le cas où le retour offensif de notre gauche aurait échoué dès le début. Dans ce cas la retraite générale doit continuer vers le Sud.

En abandonnant la Seille, on viendra sur la Meurthe, où l'on trouvera encore de grands moyens de résistance, la gauche à la forêt de Haye, la droite aux Vosges.

Si l'on est obligé d'abandonner la Meurthe, la direction générale de la retraite devra changer. On devra abandonner les Vosges en même temps que la forêt de Haye. Si l'on voulait continuer vers le Sud, on risquerait d'être débordé par la gauche et acculé à Belfort ou à la frontière suisse. D'ailleurs, dès qu'on ne possède plus

Saint-Dié, l'appui des Vosges n'a plus le même intérêt, parce qu'on n'a plus le moyen de revenir en Alsace, à proximité de Strasbourg.

Il faut donc, dans ce cas, prendre la direction générale de la retraite vers le Sud-Ouest.

La droite se retirera par Épinal sur Langres; le centre, par Neufchâteau, sur Chaumont; la gauche, par Joinville, dans la direction de Troyes.

Voilà tout ce que l'on pouvait entrevoir si, à la suite de nos premières défaites, on avait compris l'importance des Vosges pour organiser la résistance à l'invasion. Mais il faut reconnaître qu'à partir du 8 de pareilles opérations n'étaient plus possibles. Non seulement il n'y avait plus de liaison entre nos forces de Grostenquin à Sarrebourg, mais à la droite Saverne et La Petite-Pierre étaient évacuées, le 1er corps en déroute, le 5e corps offrant peu de consistance, et, par suite, rien ne nous permettait de résister à l'ennemi sur la haute Sarre; on ne pouvait plus défendre la ligne de la Seille, et, si l'on voulait se retirer vers le Sud, il fallait choisir sa première ligne de défense sur la Meurthe. Mais on n'avait plus le moyen de s'établir solidement dans les Vosges. Ce n'eût peut-être pas été impossible en dirigeant le 2e corps, le 9, par Dieuze.

Au point de vue d'une retraite prolongée au cœur de de la France, cette direction n'était pas plus mauvaise qu'une autre, mais elle n'offrait pas d'avantages pour une résistance immédiate, parce que l'on pouvait être débordé par les deux ailes. Or, nous estimons qu'avant tout il fallait s'efforcer sinon d'arrêter complètement, du moins de ralentir les progrès de l'invasion. Et nous allons voir maintenant que pour y réussir il n'était pas impossible, après l'abandon des Vosges, d'utiliser d'autres appuis.

II

La retraite sur la Moselle.

Les mouvements exécutés par les différents corps de l'armée française pendant les journées du 7 et du 8 août étaient la conséquence naturelle des deux défaites du 6. Ayant compris que dans la situation de l'armée la reprise immédiate de l'offensive n'était pas possible, craignant au contraire que le vainqueur ne cherchât à tirer de nouveaux profits des avantages qu'il avait obtenus, on avait cherché avant tout à se dérober. On avait d'ailleurs facilement réussi, car comme les Allemands tenaient à réunir tous leurs moyens avant de pénétrer franchement sur notre territoire ; ils ne nous avaient pas sérieusement inquiétés, et c'était sans la moindre difficulté qu'à droite les 1er et 5e corps s'étaient retirés sur Sarrebourg, tandis que la masse de gauche s'établissait sur la Nied allemande. Comme les marches des jours précédents avaient fatigué les troupes et que l'ennemi n'était pas pressant, que d'autre part il convenait de protéger la retraite du 2e corps arrêté le 8 à Grostenquin, le maréchal Bazaine, qui, depuis le 5, avait le commandement supérieur des corps 2, 3 et 4, avait décidé que le 9 les troupes directement sous ses ordres[1] séjourneraient sur les positions de la veille.

Mais, dans la journée du 8, l'Empereur n'était pas encore bien fixé sur la manière de poursuivre les opérations.

---

[1] En réalité seulement le 3e corps.

Son projet de conduire la retraite de l'armée entière jusqu'à Châlons avait été fort mal accueilli à Paris, aussi bien par le Conseil des Ministres que par l'Impératrice, qui pensait que l'abandon d'une zone de territoire aussi profonde sans présenter à l'ennemi aucune résistance, aurait la plus fâcheuse influence sur le pays, déjà mal impressionné par les premiers échecs que l'on venait d'essuyer à la frontière. Bien des personnages de l'entourage immédiat de l'Empereur partagaient la manière de voir de l'Impératrice. Ces considérations amenèrent Napoléon III à modifier ses dispositions.

Dans la soirée du 7, il fit savoir à l'Impératrice qu'il resterait à Metz avec les corps revenant de la Sarre, tandis que le reste se réunirait à Paris pour former une nouvelle armée. Mais dans la journée du 8 ces projets subirent encore des modifications. A la suite de nouvelles réflexions, l'Empereur était arrivé à se dire que, pour tant faire que de résister sur la Moselle, il était préférable d'y réunir toutes les forces disponibles. Aussi dès le soir du 8[1] les corps 1 et 5 reçurent l'ordre, tout en continuant leur retraite dans la direction de Châlons, de ne pas dépasser Nancy sans nouvel ordre. Le lendemain dans la matinée il est prescrit au commandant du 6e corps de diriger par voie ferrée, du camp de Châlons sur Metz, une de ses divisions.

Afin d'arrêter d'une manière précise les dispositions à prendre pour les jours suivants, l'Empereur se rendit dans la matinée du 9 à Faulquemont pour y conférer avec le maréchal Bazaine.

Ce dernier émit l'avis que le mieux était de diriger la fraction principale de l'armée sur Frouard et Nancy, de manière à la relier aux corps 1, 5 et 7. Le mouvement que proposait le Maréchal était encore parfaitement exé-

---

[1] E. M. F., IX. D. A., 78.

cutable ; l'armée qui revenait de la Sarre s'étendait le 8 de Grostenquin aux Étangs, en suivant à peu près à partir de Faulquemont le cours de la Nied allemande.

Dans la matinée du 9 le 2e corps était en marche sur Remilly ; il eût été facile de rectifier sa direction et de lui prescrire de s'établir le jour même à Morhange, ayant une division avec la brigade Lapasset et la cavalerie légère à Conthil où se trouvait l'embranchement des chemins qui vont à Dieuze et à Château-Salins. En même temps le 3e corps, réduit à ses trois premières divisions, se serait porté de la Nied allemande à la Nied française, ayant sa droite à Baronville et sa gauche vers Lesse ; la 4e division, provisoirement rattachée à la Garde, se serait retirée avec elle dans la direction de Metz, de manière à venir occuper le 9 la Nied française de Pont-à-Chaussy à Pange. A gauche le 4e corps restait aux Étangs, s'étendant jusqu'en avant de Sainte-Barbe, sur la route de Bouzonville. L'armée n'était pas concentrée, mais il n'y avait à cela aucun inconvénient, car on ne voulait pas livrer bataille et rien ne faisait croire à une attaque de l'ennemi, D'ailleurs cette dispersion n'eut été que provisoire. Le 10 les corps 2 et 3 seraient venus s'établir à hauteur de Château-Salins, la droite à Marsal où l'on aurait porté la brigade Lapasset et les divisions de cavalerie du Barail et de Forton ; la Garde serait venue rallier ces deux corps en marchant par Solgne sur Delme, pendant que le 4e corps, avec la 4e division du 3e, aurait continué sur Metz pour s'établir entre les forts de Queuleu et de Saint-Julien. Les défenses de la place étaient inachevées, et nous croyons la disposition que nous venons d'indiquer nécessaire pour permettre de les compléter rapidement en sécurité. Nous admettons d'ailleurs que pour obtenir ce résultat, si l'on s'y était bien pris, il suffisait de maintenir le 4e corps à proximité de la place seulement pendant quelques jours.

Afin de le rendre disponible, on y aurait dirigé la 3e divi-

sion du 6e corps (Lafont de Villiers) par Verdun, pour former avec la 4e du 3e un nouveau corps qui, sous les ordres du général Decaen, aurait été affecté à la défense de la place [1]. C'eut été suffisant pour sa sécurité tant que le gros de l'armée se tenait dans la région voisine, et afin d'y augmenter les moyens de résistance, on y aurait porté pendant les jours suivants les quatrièmes bataillons disponibles des corps 2, 3 et 4, avec une dizaine de bataillons de mobiles. Dès que la division du 6e corps approcherait de Metz, c'est-à-dire le 12, si dès le 9 l'infanterie de cette division eût été transportée sur Verdun par voie ferrée, le 4e corps serait venu rejoindre l'armée soit par la route de Nomény, soit, ce qui eût sans doute été préférable, en se couvrant de la Moselle jusqu'à Pont-à-Mousson, pour y repasser sur la rive droite. D'ailleurs, il n'était pas nécessaire de se presser, car les corps 2, 3 et Garde pouvaient rester sans inconvénient à hauteur de Château-Salins jusqu'au 12. Le 13, ils seraient venus prendre position en deçà de la Seille, de Marsal à Lanfroicourt, où le 4e corps, débouchant de Pont-à-Mousson, serait venu les rallier.

En même temps, il était facile d'attirer le 5e corps à leur droite et le 6e à leur gauche ; dès le 10, en effet, on pouvait avoir la division L'Abadie à Moyenvic, la division Goze à Lunéville, en laissant la division Guyot de Lespart marcher sur Bayon pour protéger la retraite du

---

[1] Cette disposition eut été d'autant plus convenable que le général Decaen commandait à Metz au moment de la déclaration de guerre, et que trois des régiments de sa division y tenaient garnison.

Il y avait une objection, c'est que le général Lafont de Villiers était plus ancien en grade que le général Decaen ; pour la résoudre on pouvait laisser à Metz une division du 4e corps et la remplacer par la division Lafont de Villiers. Par suite, cette dernière, au lieu d'être portée sur Metz, aurait été dirigée de Verdun sur Pont-à-Mousson, par Thiaucourt, avec la cavalerie et l'artillerie de réserve du 6e corps.

1er corps; le 11, le gros du 5e corps eût été entre Arracourt et Marsal, ayant repris la brigade Lapasset; la division de Lespart aurait rallié deux jours plus tard par Bayon et Saint-Nicolas; du côté opposé, rien ne s'opposait à ce que dans le même temps le 6e corps, réduit à trois divisions (1re, 2e et 4e) vint débarquer entre Frouard et Pont-à-Mousson; on pouvait même attirer sur Lunéville, par Épinal, les deux dernières divisions du 7e corps, et sur Frouard, à la suite du 6e corps, la division du Midi et l'infanterie de marine.

Il était donc possible de réunir vers le 13, en avant de Nancy, toutes les forces françaises disponibles, sauf les fractions qui s'étaient battues à Wœrth[1], et qu'il fallait laisser s'éloigner dans la direction de Châlons, puisqu'on n'avait pris aucune des dispositions nécessaires pour les remettre sur pied rapidement. Mais quel pouvait être le but d'une pareille concentration? Si c'était pour livrer une bataille générale on peut affirmer que cette concentration était inopportune.

En effet, la réunion de toutes les forces disponibles n'aurait pas donné plus de 250,000 hommes en comptant les troupes de Metz[2].

Or les Allemands en avaient 450,000 immédiatement

---

[1] 1er corps et 1re division du 7e corps.

[2] L'effectif des troupes utilisables pouvait se décomposer de la manière suivante :

2e corps	27,000 hommes.
3e corps	47,000 —
4e corps	35,000 —
5e corps	30,000 —
6e corps	40,000 —
7e corps (2 divisions)	20,000 —
Garde	21,000 —
Division du Midi et infanterie de marine	20,000 —
Réserves de cavalerie et d'artillerie	10,000 —
TOTAL	250,000 hommes.

disponibles, et il est évident qu'il n'y avait pas de position défensive si avantageuse qu'elle fût, ni de manœuvre de champ de bataille qui pût compenser une pareille infériorité. Si l'on voulait livrer bataille en avant de Nancy, le centre et la gauche pouvaient trouver de bons appuis où ils auraient résisté avec succès à des forces supérieures ; mais la droite eût été rapidement débordée par la IIIe armée arrivant par Lunéville, et la retraite pouvait être compromise. Si, abandonnant Nancy, on repliait le centre sur la forêt de Haye, comme l'aurait voulu le maréchal Bazaine, en se couvrant à gauche de la Moselle, et à droite du Madon, les Allemands auraient rencontré de plus grandes difficultés, mais leur supériorité leur aurait permis de les surmonter en peu de temps. Notre droite eût toujours été débordée, et la retraite, après une bataille malheureuse, eût été des plus difficiles.

Il faut remarquer qu'en s'établissant pour livrer bataille, soit en avant de Nancy, soit en deçà de la Moselle, l'armée n'avait pas plus d'appui à gauche qu'à droite. En perdant d'un côté la sécurité que lui donnaient les Vosges, elle ne retrouvait du côté opposé aucune compensation, car l'ennemi pouvait rompre sa liaison avec Metz et la déborder par les deux ailes, ce qui eût été fort dangereux au moment où la retraite serait devenue nécessaire.

Il ne résulte pas de ces observations qu'il fallait se retirer au plus vite en évitant tout combat ; ce qu'il fallait éviter, c'était la bataille générale, mais non pas des combats partiels, et, pour les rendre avantageux, il fallait les provoquer au lieu d'en laisser l'initiative à l'ennemi ; afin de compenser l'infériorité numérique, il fallait non pas réunir l'armée sur de fortes positions, mais faire une guerre de manœuvre, multiplier le nombre par la vitesse. Or avec la retraite que conseillait le maréchal Bazaine, on n'avait aucune chance de rencontrer des occasions de

succès partiels, car rien n'était plus favorable à la liaison des forces allemandes ; dès qu'on se retirait tous ensemble, elles attaquaient de même, et la lutte était impossible pour nous. Il fallait donc combiner les mouvements de manière à inviter l'ennemi à se désunir, en se laissant au contraire les moyens d'effectuer une concentration rapide et inopinée sur un point bien choisi. La direction indiquée par le maréchal Bazaine ne convenait qu'au cas où l'on aurait voulu se retirer sans présenter de suite aucune résistance sérieuse aux progrès de l'ennemi. Dans ce cas, elle ne valait ni plus ni moins qu'une autre, mais nous sommes d'avis que le seul fait qu'elle ne se prêtait pas à une résistance immédiate devait suffire à la faire rejeter.

C'est ce que fit l'Empereur sans qu'on sache au juste quelles furent les raisons qui l'amenèrent à prendre cette détermination[1] ; dans la conférence qui eut lieu à Faulquemont, il fut décidé que le maréchal Bazaine aurait toujours le commandement des corps 2, 3 et 4, et que tout d'abord il les ramènerait sur Metz, en se maintenant en avant de la place aussi longtemps que ce serait possible. Depuis plusieurs jours, il exerçait ce commandement, mais dans des conditions mal définies et tout en conservant le commandement direct du 3e corps. A partir du 9 il en sera autrement. Il commande un groupe de corps d'armée avec un état-major spécial et des chefs de service spéciaux pour l'artillerie, le génie et l'intendance ; de plus, le général Decaen est mis à la tête du 3e corps.

Cette réorganisation de l'armée coïncidait avec un changement de ministère. Dans la séance du 9 août, le ministère Ollivier était renversé et remplacé par celui du

---

[1] On a dit qu'il avait objecté qu'il ne fallait pas découvrir Paris ; c'est une observation sans valeur, car aucune retraite ne protégeait la route de Paris mieux que celle que conseillait le maréchal Bazaine.

comte de Palikao, qui prenait la présidence du Conseil en même temps que le ministère de la guerre.

Mais ce changement dans le Gouvernement ne devait avoir aucune influence immédiate sur la direction des opérations militaires.

L'Empereur restait toujours le chef supérieur de l'armée avec le maréchal Le Bœuf comme major général.

D'après les instructions de l'Empereur, Bazaine devait d'abord ramener l'armée de la Nied allemande sur la Nied française. Le mouvement commença le jour même; le 3e corps, qui devait d'abord rester sur ses positions de la veille, vint s'établir de Pange à Silly-sur-Nied, se reliant par sa gauche au 4e, qui vint occuper Glattigny et les hauteurs en avant de Sainte-Barbe. En même temps, le 2e, continuant son mouvement, gagne les environs de Remilly, tandis que la Garde se rapproche de Metz, en se tenant toujours derrière le centre de l'armée.

Une fois sur la Nied française, Bazaine devait y résister à l'ennemi, s'il attaquait le 10.

Dans le cas où il y serait forcé, il devait se retirer sur la place pour occuper une nouvelle position en avant des forts de Queuleu et de Saint-Jullien.

Ces instructions, faites en vue de ralentir les progrès de l'ennemi et de relever le moral de l'armée par un combat qui pouvait être avantageux, étaient assez bien en rapport avec la situation, à la condition d'être résolu à s'éloigner de Metz si l'on y était menacé d'un mouvement tournant.

Mais au contraire, en prescrivant au maréchal Bazaine de rapprocher de Metz les forces qu'il avait sous ses ordres, l'Empereur voulait en même temps attirer sur la place les corps 5 et 6. Quand l'ordre fut donné, dans la matinée du 9, d'y diriger une des divisions de ce dernier corps, le maréchal Canrobert se trouvait de sa personne à Metz; il désigna la 3e division dont le mouvement par voie ferrée commença le jour même; bientôt tout le corps

d'armée reçut l'ordre de suivre cette division. En même temps le 5e corps devait continuer sa retraite sur Nancy, et de là l'Empereur se réservait de l'attirer aussi sur Metz ; le 1er seul continuera sur Châlons.

Quant au 7e corps, non seulement la 2e division, avec les réserves d'artillerie et du génie, devait rester à Belfort, mais la 3e division devait recevoir le lendemain l'ordre de se diriger de Lyon sur cette place. Rien ne peut justifier une pareille détermination, car on se demande à quoi pouvait servir ce corps isolé au sud des Vosges.

Quoi qu'il en soit, le 9 août l'Empereur voulait réunir à Metz la presque totalité des forces françaises sauf les corps 1 et 7.

Pendant qu'il arrêtait ces nouvelles dispositions, le 1er corps avait atteint le 9 Blamont et Domèvre avec la 1re division du 7e ; le gros du 5e était venu à Réchicourt, la 3e division à Cirey, la cavalerie à Badonvillers.

Le 10, les deux corps atteignaient Lunéville, sauf la 3e division du 5e corps qui s'était portée à Baccarat.

La séparation des deux masses françaises n'avait fait que s'accentuer, et l'on pouvait craindre que les Allemands ne se jetassent entre elles de manière à les empêcher de se réunir. En réalité, quand le maréchal de Mac-Mahon et le général de Failly reçurent le 10 à Lunéville les nouvelles instructions de l'Empereur, elles étaient encore très exécutables, car les Allemands ne progressaient que lentement sur notre territoire.

Comme nous l'avons vu dans la journée du 10, la Ire armée avait ses corps de tête à Creutzwald et L'Hôpital, la IIe à Saint-Avold et Sarre-Union, la IIIe n'était pas encore sur la Sarre.

Le 11, toute la Ire armée conserve ses emplacements de la veille.

A la IIe armée, le IIIe corps se porte sur Faulquemont, le IXe sur Forbach, le Xe à Grostenquin et Hellimer.

Plus à sa gauche, la Garde arrive à Insming, le IVe corps à Harskirchen ; en arrière, le XIIe corps est à Sarreguemines, le IIe continue son débarquement à Neunkirchen. Les brigades de la 5e division de cavalerie affectées au Xe corps sont à Remilly et Delme ; la brigade Bredow affectée au IVe corps pousse jusqu'à Fenestrange ; la 6e division de cavalerie va à Thiaucourt entre la 5e et les corps de tête.

Dans cette journée, la IIIe armée atteint la haute Sarre.

Le Ier corps bavarois vient à Pistorf, le IIe à Diemeringen ; la 12e division arrive à Lorentzen ; les Wurtembergeois à Rauwiller ; à la gauche le Ve corps va à Lixheim, le XIe à Sarrebourg.

Ainsi les Français battus à Wœrth ont trois jours d'avance sur la IIIe armée allemande, et les deux autres, afin d'attendre cette dernière et leurs corps arriérés, ne marchent que très lentement.

Dans la journée du 12, la Ire armée allemande participe au mouvement général vers la Moselle conformément aux instructions de M. de Moltke qui, en apprenant la veille que le gros des forces françaises est encore en avant de Metz sur la Nied française, juge utile de concentrer davantage la Ire et la IIe armées.

Le Ier corps se porte sur Boulay, le VIIe sur Marange ; le VIIIe est en seconde ligne à Boucheporn.

A la IIe armée le IIIe corps reste à Faulquemont, le Xe corps vient à sa hauteur à Landroff, la Garde à Morhange.

En arrière, le IXe corps est à Saint-Avold, le XIIe à Lixing ; le IVe corps à la gauche va à Munster, se reliant à la IIIe armée qui séjourne sur ses positions de la Sarre ; partout la cavalerie, assez inactive les jours précédents, marche résolument en avant.

La 3e division à la droite de la Ire armée se porte sur

Bettange, tandis qu'à sa gauche la 1re va sur Reville, poussant un régiment sur Courcelles-Chaussy [1]; plus à gauche la 6e division qui marche en avant du IIIe corps atteint Chanville, et en avant du Xe corps les brigades Barby et Redern, de la 5e division, ont leur gros à Solgne et Raucourt; elles poussent des partis jusqu'à la Moselle qu'un escadron de hussards a déjà atteinte la nuit précédente à Dieulouard. Une forte reconnaissance se porte sur Pont-à-Mousson pour y détruire la voie ferrée; à l'extrême gauche, un escadron de hussards arrive à Nancy par Château-Salins [2].

Par les reconnaissances de toute cette cavalerie on apprend que les Français ont abandonné la Nied semblant se replier sur Metz, et que les troupes venant d'Alsace se sont éloignées précipitamment au delà de la Moselle.

Et, en effet, le gros de l'armée française après être resté le 10 sur la Nied française avait repris son mouvement de retraite pour se rapprocher de la place de Metz. Elle paraissait renoncer à la lutte sur la rive droite de la Moselle.

Toutes les forces allemandes sont à peu près en ligne, le moment est venu de déterminer avec précision leurs opérations ultérieures.

M. de Moltke envoie dans l'après-midi l'ordre général suivant [3] :

« La Ire armée se portera demain 13 vers la Nied française, le gros sur la ligne des Étangs-Pange, et couvrira la gare de Courcelles. La cavalerie reconnaîtra vers Metz et franchira la Moselle en aval. La Ire armée couvrira ainsi le flanc droit de la IIe.

« Cette dernière se portera sur la ligne Buchy—Château-

[1] E. M. F., IX, 238.
[2] E. M. F., IX, 241.
[3] E. M. F., IX, 243.

Salins et poussera ses avant-postes sur la Seille. Elle cherchera si possible à s'assurer les passages de Pont-à-Mousson, Dieulouard, Marbache, etc. La cavalerie reconnaîtra au delà de la Moselle.

« La IIIe armée continuera sa marche en avant vers la ligne de Nancy—Lunéville. Des ordres seront donnés prochainement pour son emploi ultérieur. Le grand quartier général de Sa Majesté sera demain à Heming ».

En exécution de ces dispositions la Ire armée va s'avancer le lendemain sur la Nied française ; à la IIe armée, dont la cavalerie a déjà atteint la Moselle à Dieulouard et dont un escadron est entré à Nancy, la 19e division pourra arriver à Pont-à-Mousson le 13, mais le gros est encore fort en arrière et le IVe corps ne pourra passer la Seille que le 14.

La IIIe armée est encore plus en retard. Les corps les plus avancés devaient être le 14 seulement sur la ligne Marsal—Lunéville.

Rien ne s'opposait donc au ralliement de toutes les forces françaises sur la Moselle où les troupes revenant de la Sarre ou de l'Alsace auraient été rejointes par celles qui, le 6 août, étaient encore à l'intérieur du territoire. Il est clair, en effet, dans ces conditions, que le 5e corps aurait pu arriver à Metz sans encombre, car partant de Lunéville le gros pouvait être le 11 à Nancy, le 12 à Pont-à-Mousson et le 13 à Metz ; la 3e division passant par Bayon suivait à un jour de distance. A partir de Frouard le mouvement pouvait s'exécuter par la rive gauche de la Moselle, où l'on ne pouvait rencontrer tout au plus que les pointes de la cavalerie allemande. En faisant ce trajet, le 5e corps aurait protégé la voie ferrée et assuré le transport du 6e corps.

Mais le général de Failly en jugea autrement, et tandis que le 1er corps se portait sur Bayon pour s'y couvrir de la Moselle, lui-même dirigea ses troupes de Lunéville sur Charmes, sous le prétexte qu'en marchant sur Nancy il

s'exposait à se heurter à des forces supérieures. En rendant compte de son mouvement à l'Empereur, il ajoutait que de Charmes il marcherait sur Toul par Vézelise et qu'ensuite il se porterait sur la forêt de Haye. [1]

Il serait difficile d'imaginer des dispositions plus déraisonnables, car en commençant par aller à Charmes, le 5e corps augmentait la durée de son trajet de deux ou trois jours, et si déjà le 11 on avait à redouter des forces supérieures, il est bien évident que trois jours plus tard on était à peu près sûr de trouver l'ennemi à Nancy et même maître des débouchés de la forêt de Haye. Si les hommes de mérite ne sont pas toujours égaux à eux-mêmes, il semble qu'il en soit autrement des incapables. Le général de Failly se montrait aussi faible le 10 août à Lunéville que le 5 à Bitche; il allait cependant continuer à commander son corps d'armée et on devait le retrouver à Beaumont toujours égal à lui-même.

En attendant, il rendait impossible le projet de l'Empereur. Mais si blâmable que fût en elle-même la désobéissance du chef du 5e corps, nous pouvons dire que dans le fait elle n'était pas regrettable, tant s'en faut.

En voulant réunir toutes les forces françaises à Metz, l'Empereur songeait à liver une grande bataille sur la rive droite de la Moselle[2]. Or c'était une idée déplorable.

Autant il pouvait être avantageux de s'arrêter à Metz, pour laisser à l'armée un peu de repos et chercher l'occasion de quelque succès, si l'ennemi était imprudent, autant il était dangereux de vouloir y réunir toutes les

---

[1] E. M. F., XI. D. A. 264.

[2] Il n'y a pas contradiction entre la retraite des jours précédents et ce projet de bataille. On se rapproche de Metz afin d'éviter le choc avant d'être en forces, mais, une fois la concentration faite, on reprendra l'offensive.

forces françaises dans le but de livrer une bataille générale.

On était aussi sûr de perdre la bataille en avant de de Metz qu'en avant de Nancy ou sur le plateau de Haye. Comme nous l'avons vu la jonction des corps 5 et 6 avec les forces qui revenaient de la Sarre n'aurait jamais porté l'armée française qu'à un effectif d'environ 200,000 hommes, par conséquent elle ne pouvait résister à 450,000 Allemands. Les Ire et IIe armées présentaient déjà un effectif de près de 300,000 hommes, et il faut remarquer que la IIIe armée ne trouvant personne devant elle en débouchant des Vosges serait venue également à la bataille, sinon le premier jour, du moins les jours suivants. La proximité de la place de Metz n'augmentait en rien les moyens de combat de l'armée française. Dès lors, cette armée était rejetée sur Metz probablement en désordre, dans l'impossibilité de repasser rapidement sur la rive gauche de la Moselle, et peu de jours après la bataille ce n'eût plus été 120,000 hommes qui auraient été bloqués dans la place, mais 200,000, c'est-à-dire presque toutes les forces actives de la France.

Il fallait donc avant tout comprendre que, en raison de l'infériorité de nos forces, il ne nous était pas permis de prolonger la résistance sur la rive droite de la Moselle et que plus on attendrait plus les difficultés et les dangers de la situation ne feraient que s'accroître, car il était certain qu'au bout de quelques jours on aurait affaire à toutes les forces allemandes, tandis que le 9 et même le 10 on n'avait immédiatement devant soi que quelques corps. Il ne s'ensuit pas à beaucoup près que nous aurions eu avantage à reprendre de suite l'offensive.

On prétend au contraire dans l'ouvrage de l'État-Major[1] que le 10 au matin l'armée française pouvait déboucher

---

[1] E. M. F., IX, 163.

inopinément de Boulay et attaquer par Boucheporn le IIIe corps prussien isolé à Saint-Avold. Il suffit d'y réfléchir tant soit peu pour voir qu'une pareille opération ne présentait aucune chance de succès.

D'abord, avant de déboucher de Boulay, il aurait fallu s'y réunir. Or, le 9 au soir, l'armée française était sur la Nied, de Remilly à Pont-à-Chaussy, le 4e corps un peu plus en arrière, près de Glatigny. Il aurait fallu une journée pour la porter à Boulay. Mais même en supposant qu'elle eut été préalablement réunie sur ce point il faut remarquer que de Boulay à Saint-Avold, par Boucheporn, il y a 20 kilomètres; par suite l'armée n'aurait pu prononcer son attaque que l'après-midi du 10.

Or, il n'est pas admissible que les Allemands n'aient pas reconnu sa marche dans la matinée. En réalité, le contact entre les deux armées avait presque cessé en avant de la Ire armée parce que les Français s'étaient rapidement dérobés; il en eût été autrement s'ils s'étaient reportés en avant. Dès lors, ou bien le IIIe corps se retirait et l'armée française donnait un coup d'épée dans l'eau; ou bien il acceptait la bataille après s'être assuré l'appui des corps voisins ; deux au moins de la Ire armée (Ier et VIIe) seraient entrés en ligne en même temps que l'armée française; un peu plus tard serait arrivé au moins une division du VIIIe corps et une du Xe de la IIe armée[1]. On combattait à forces égales, en admettant que le 2e corps ait pris part au retour offensif. En supposant l'armée française capable de vaincre, elle n'y eut pas réussi en un après-midi, et le lendemain elle eut été accablée par l'arrivée des corps IXe et Garde ; car ce dernier corps qui était, le 9, à Gros-Réderching, pouvait aller le

[1] Le VIIIe corps était le 9 à Spicheren, à 16 kilomètres de Saint-Avold; le Xe corps se trouvait le 9 près de Sarreguemines, à gauche de la Sarre, à 25 kilomètres.

10 au moins jusqu'à Puttelange, et le IXe pouvait le même jour dépasser Forbach.

Le retour offensif préconisé par l'ouvrage de l'État-Major ne pouvait donc conduire qu'à la défaite.

Il y avait cependant encore un plus mauvais parti à prendre et pour en avoir l'idée c'est toujours au même ouvrage qu'il faut se reporter[1].

Ce parti aurait consisté à établir l'armée française, non pas sur la Nied française en avant de Metz, mais au dessous du confluent des deux Nied, la droite vers Hinchange vis-à-vis de Boulay, c'est-à-dire dans une position où elle n'aurait plus été en liaison avec Metz ; sa défaite par des forces doubles eût été inévitable dans un cas comme dans l'autre, mais de plus, débordée à droite et coupée de Metz, elle eût été acculée sur Thionville, et la retraite, difficile en utilisant la première de ces places, eût été impossible par la seconde. Les rédacteurs de l'ouvrage de l'État-Major prétendent au contraire qu'on aurait été toujours assuré de franchir la Moselle sur un large front ; mais le mouvement débordant des Allemands aurait empêché toute la droite de l'armée d'atteindre la rivière, et quand même on y aurait réussi, comme il n'y avait pas de ponts fixes entre Metz et Thionville et aucun ouvrage de fortification pour protéger ceux qu'on aurait pu construire, on ne pouvait la traverser, à moins de passer en masse à la nage sous le feu des batteries allemandes. L'idée d'attaquer le IIIe corps prussien à Saint-Avold, le 10, pourrait à la rigueur se soutenir ; il n'eut pas été déraisonnable d'en espérer quelque succès, et si après l'avoir obtenu on prenait le parti de se dérober au gros des forces allemandes, l'opération ainsi limitée pouvait être conduite sans grand danger ; mais il en eut été tout autrement si l'on eut commencé par s'établir au-dessous

---

[1] E. M. F., IX, 104.

du confluent des deux Nied. Dans ces conditions la ruine de l'armée était inévitable.

Comment expliquer que des écrivains qui doivent avoir réfléchi longuement sur l'art de la guerre aient pu présenter une pareille proposition?

Cette manière de voir doit surtout surprendre de la part de ceux qui, autre part, trouvent que la retraite sur Paris par la droite de la Marne était défectueuse, sous le prétexte qu'elle découvrait les deux tiers de la France; car, par la position qu'ils recommandent sur la Nied, les 99 centièmes de la France se trouvaient découverts et toute retraite était interdite. Quant à cette considération qu'en prenant cette position on menaçait le flanc des armées allemandes allant de la Sarre à la Moselle, il est manifeste qu'elle n'avait aucune valeur. On les menaçait, comme, en 1806, dans la position de la Saale recommandée par Clausewitz, on menaçait l'armée française en marche sur Berlin.

Napoléon ne pouvait marcher sur la capitale de la Prusse sans avoir battu l'armée prussienne; de même les Allemands, avant de se diriger sur Nancy, auraient attaqué l'armée française et, comme à cause de leur énorme supériorité numérique, le résultat de la bataille était encore plus certain en 1870 qu'en 1806, l'armée française était vouée à un désastre plus complet que celui d'Iéna; si c'est là les enseignements que certains disciples de Clausewitz peuvent tirer de la lecture de ses ouvrages, il faut convenir qu'il serait préférable de chercher ailleurs un meilleur guide.

Pour tant faire que de rester sur la rive droite de la Moselle, il était certainement préférable de s'établir en avant de Metz. Car au moins on avait la retraite assurée, et avec un peu de prudence, on pouvait se dérober à l'étreinte des forces ennemies, à la condition de surveiller attentivement ses mouvements au sud de la place et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le

passage de la Moselle, car la nécessité de la franchir à bref délai aurait dû être manifeste. En somme nous dirons, en résumant les observations précédentes, qu'à la suite des deux défaites du 6 août, l'armée française, ayant manqué d'assurer sa retraite vers le Sud, en appuyant la droite aux Vosges, n'était plus en mesure de résister aux armées allemandes sur la rive droite de la Moselle; que son premier but devait être de se couvrir de cette rivière, sauf à voir ensuite comment on utiliserait la masse de nos forces pour s'opposer aux entreprises de l'ennemi.

Quoique le projet de Bazaine de se retirer sur Nancy ne fût pas parfait, il était certainement préférable à celui de l'Empereur, car on échappait au moins à l'attraction de la place de Metz, et on restait libre de ses mouvements.

Mais il y avait mieux à faire, et il ne fallait pas modifier beaucoup ce dernier projet pour arriver à une solution tout à fait satisfaisante.

Pour cela, il fallait bien se proposer de réunir toutes les forces sur la Moselle; mais, au lieu de les grouper autour de la place, il fallait les disposer sur la rive gauche, de manière à en défendre les passages entre Metz et Toul. On aurait fait ainsi de cette rivière une ligne de défense difficile à franchir; avec ces dispositions, en perdant l'appui des Vosges à droite, on retrouvait celui de la grande place de Metz à gauche.

Sans doute, un mouvement tournant de ce côté n'eût pas encore été complètement impossible, mais la position était suffisamment étendue pour que l'ennemi ne pût essayer de la tourner en même temps par les deux ailes sans s'exposer à une grave défaite. Voilà, croyons-nous, la solution qui, à partir du 9 août, convenait à la situation de l'armée française, et en l'étudiant avec quelques détails, nous allons essayer d'en montrer tous les avantages.

Un cours d'eau d'une certaine étendue est toujours difficile à défendre ; mais la Moselle entre Metz et Toul présentait des conditions avantageuses qui en faisaient une excellente ligne de défense ; la place de Metz, quoique incomplétement organisée, était un appui solide pour la gauche, Toul avait peu de valeur, mais la forêt de Haye, qui se trouve dans le coude de la Moselle entre Toul et Nancy, pouvait donner à la droite une grande solidité, à la condition d'y exécuter quelques travaux de fortification passagère. De Frouard à Metz il n'y a que 45 kilomètres et dans l'intervalle il n'existait de ponts fixes qu'à Marbache, Dieulouard, Pont-à-Mousson, Novéant et Ars, cè dernier presque sous le feu des ouvrages de la place. En s'établissant en force sur la rive gauche, on aurait été en mesure d'interdire le passage de la rivière, même à des forces très supérieures, et l'ennemi n'aurait pu nous chasser de cette position qu'en la débordant par le Nord ou par le Sud, ce qui lui aurait demandé du temps et nous aurait peut-être fourni l'occasion d'heureux retours offensifs. Après l'abandon des Vosges on peut dire qu'on ne pouvait pas trouver une meilleure position pour rallier l'armée française et lui donner un peu de repos en lui permettant de se reprendre.

C'était donc là qu'il fallait diriger le mouvement de retraite des corps français, et il fallait le faire résolument, en étant bien convaincu que toute tentative d'offensive sur la rive droite de la Moselle ne pouvait aboutir à aucun succès durable ; toutefois tout en étant décidé à la retraite on pouvait le faire, sans se presser et en évitant une précipitation qui ne pouvait produire que le désordre et la démoralisation des troupes.

On conçoit que les deux défaites du 6 août aient produit un certain désarroi dans la tête de nos chefs, mais pendant les deux journées du 7 et du 8 ils auraient au moins pu se ressaisir. Supposons qu'ils se soient arrêtés au parti que nous venons d'indiquer et qui était de beau-

coup le plus avantageux; le 8 au soir, les positions des corps français étaient les suivantes :

A la droite, à Sarrebourg, le 1er corps, le 5e moins la brigade Lapasset, et la 1re division du 7e. Les cuirassiers Bonnemains et Michel les avaient précédés et étaient arrivés le même jour à Blamont. Ensuite, à Grostenquin, le 2e corps avec la brigade Lapasset, du 5e corps, à Hellimer ; de Faulquemont à Bionville, sur la Nied allemande, le 3e corps ; à la gauche de l'armée, le 4e corps, à Glattigny et aux Étangs.

Derrière le centre, la Garde, de Pont-à-Chaussy à Courcelles-Chaussy.

En dehors de ces troupes qui se trouvaient en première ligne, il y avait les 6e et 7e corps, les divisions de cavalerie de réserve et la réserve générale d'artillerie.

Le 6e corps avait eu une division à Nancy, le 7, on l'avait renvoyée au camp de Châlons.

C'était une faute inexcusable, quelles que fussent les vues du général en chef. Nous supposerons donc, en examinant les dispositions à prendre à partir du 8, que non seulement on a retenu la 1re division du 6e corps sur la Moselle, mais qu'on y a attiré la 2e par voie ferrée, et qu'on y a dirigé par voie de terre la 3e avec la cavalerie et l'artillerie de réserve qui sont arrivés dans la journée du 8 à Verdun; la 4e division seule reste provisoirement à Paris.

Quant au 7e corps, la 2e division a été ramenée à Belfort avec l'artillerie de réserve et une brigade de cavalerie, la 3e division est toujours à Lyon.

Enfin, dans la cavalerie, la division de Forton est arrivée le 8 à Solgne, la division du Barail est en route pour Saint-Mihiel. Rien non plus ne pouvait justifier de pareils mouvements. Nous admettrons que cette dernière division a été maintenue en avant de Nancy et de Lunéville.

Voulant rallier toutes les forces sur la Moselle il fallait

d'abord s'efforcer de rétablir la liaison entre le gros de l'armée et la droite qui se trouvait à Sarrebourg.

D'après ces idées on aurait opéré de la manière suivante :

A la gauche, les corps 3, 4 et Garde seuls sous le commandement du maréchal Bazaine auraient eu l'ordre de se replier sur Metz. Ils pouvaient rester *le 9* sur la Nied allemande et se porter *le 10* sur la Nied française ; à leur droite, le 2e corps et la brigade Lapasset viennent, *le 9*, prendre position de Brulange à Morhange où la division de Forton serait venu les rallier ; *le 10*, tandis que le gros du 2e corps continuait sur Remilly, la brigade Lapasset et la division de Forton se retiraient sur Château-Salins ; pour leur donner plus de consistance, on pouvait leur adjoindre au départ de Morhange une division du 2e corps avec la brigade de cavalerie légère de ce corps d'armée qui, l'après-midi, se seraient portées sur Delme. En outre, on aurait attiré sur Château-Salins, dès le 9, la 1re division du 6e corps et la cavalerie du Barail.

Pendant ce temps, les corps 1 et 5 continuaient leur retraite en plusieurs colonnes. D'abord, tout le 1er corps avec la 1re division du 7e était porté, le 9 sur Blamont et Domèvre, le 10 sur Vatimenil et Baccarat; là, ils retrouvaient une voie ferrée qui leur permettait d'achever leurs évacuations; leur mouvement était protégé par le 5e corps renforcé d'une partie de la cavalerie du 1er.

Avec le gros de la division L'Abadie, le 5e lanciers et les deux batteries à cheval du 5e corps on formait une colonne spéciale qui se portait, le 9 sur Bourdonnay, le 10 sur Moyenvic.

Le lendemain, cette colonne ralliait les autres troupes portées sur Château-Salins; la division L'Abadie était reconstituée. On avait ainsi sur cette position une division du 5e corps, une du 6e, une brigade de lanciers, une brigade de chasseurs d'Afrique et la division de Forton, c'est-à-dire deux divisions d'infanterie et la valeur de

deux divisions de cavalerie; le tout présentait une force d'environ 25,000 hommes. On pouvait les mettre provisoirement sous les ordres du maréchal Canrobert, avec mission d'observer les mouvements de l'ennemi et de se retirer, dès que ce serait nécessaire, partie sur Nancy, partie sur Marbache.

Pour le gros du 5e corps, la division Goze, avec un régiment de cavalerie légère, les batteries montées de la réserve et les services généraux du corps d'armée se portaient, le 9 sur Réchicourt, le 10 partie sur Einville, partie à Marainvillers sur la Vesouze. Quant à la division de Lespart, elle formait l'arrière-garde du 1er corps avec le dernier régiment de cavalerie du 5e corps et le gros de la cavalerie du 1er. Ces troupes s'arrêtaient, le 9 à Saint-Georges, le 10 à Domèvre. Tout en exécutant ces mouvements que l'éloignement de l'ennemi permettait de faire sans précipitation, on s'occupait de réorganiser le 1er corps sur les bases que nous avons indiquées, c'est-à-dire en réduisant tous les régiments à deux bataillons et en n'en formant que trois divisions au lieu de quatre. Afin d'y arriver rapidement, il fallait lui donner toute sécurité et, pour cela, comme nous l'avons déjà dit, mettre le 5e corps complètement sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, sauf la division dirigée sur Château-Salins.

Dans la journée du 11, la fraction principale du 5e corps aurait été à Einville et à Lunéville. La division Guyot de Lespart vient à Vatiménil; le 1er corps va sur Bayon et Charmes, où il retrouve à sa disposition une nouvelle voie ferrée, celle d'Épinal. La 1re division du 7e corps va sur Rambervillers.

On peut adjoindre à cette dernière provisoirement le 3e régiment de chasseurs d'Afrique, disponible à cette date. On pouvait rester dans cette situation le lendemain (12), car, à Château-Salins comme à Lunéville, l'ennemi ne pouvait montrer que sa cavalerie ; sur

tous les points nous aurions été en mesure de la refouler, et il était désirable de donner aux troupes du 1er corps un repos complet au moins pendant vingt-quatre heures.

En même temps, la 2e division du 6e corps arrive le 9 à Dieulouard; la 3e, le 11, à Pont-à-Mousson, avec la cavalerie et l'artillerie de réserve.

Du côté opposé, une brigade de la 2e division du 7e corps, avec l'artillerie divisionnaire, les batteries montées de l'artillerie de réserve et un régiment de lanciers marchent, à partir du 9, de Belfort sur Mirecourt par voie de terre; l'autre brigade, avec le gros de la cavalerie et les batteries à cheval, reste provisoirement en avant de Belfort.

Enfin il est formé un 8e corps avec la 4e division du 6e et l'infanterie de marine.

L'infanterie de marine étant à Paris le 10, on pouvait, le soir même, diriger la division Levassor-Sorval sur Frouard pour s'établir à la lisière de la forêt de Haye, de Frouard à la route de Nancy; l'infanterie de marine suivra à quarante-huit heures de distance, pour prendre position le 13 à droite de la précédente, de manière à occuper avec elle la boucle de la Moselle, de Frouard à Pont-Saint-Vincent.

Elles ont deux jours pour s'y fortifier sous la protection des troupes de Château-Salins qui, tout en commençant leur retraite le 13 au matin, peuvent tenir en avant de Nancy jusqu'au soir du 14. D'autre part, la division du Midi aura, à partir du 9, une brigade à Paris, l'autre à Lyon, où elles resteront le plus tard possible. On affectera au 8e corps une partie de la réserve générale d'artillerie; on donnera au 6e corps, réduit à 3 divisions, un nouveau chef, et les corps 6 et 8 seront sous le commandement supérieur du maréchal Canrobert, qui, de plus, aura momentanément sous ses ordres la division de L'Abadie et la brigade des lanciers du 5e corps tant qu'elles seront

en avant de Nancy. Le gros de ce corps serait resté, au contraire, sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon; les deux maréchaux devaient d'ailleurs s'entendre pour se replier ensemble sur la Moselle d'après des vues bien arrêtées, qui auraient dû être d'éviter de se compromettre dans un combat désavantageux, mais de ne se retirer qu'en cédant à la pression de l'ennemi. Il est certain que les mouvements que nous venons d'indiquer pouvaient s'exécuter avec la plus grande facilité; car, comme nous l'avons vu, jusqu'au 12 quelques fractions de cavalerie allemande seules se montraient au delà de la Seille, et les corps les plus avancés de la IIIe armée ne devaient atteindre Marsal sur la Seille et Lunéville sur la Meurthe que le 14.

Avec la cavalerie dont on disposait, il eut été facile de s'en assurer et par conséquent on pouvait tenir en avant de Nancy jusqu'au 14 ; mais il convenait de n'y pas rester plus longtemps. En évacuant Nancy le 15 à la première heure, le maréchal Canrobert aurait ramené la 1re division du 6e corps sur Marbache, tandis que la division de L'Abadie se portait sur Pont-Saint-Vincent en passant derrière l'infanterie de marine, ramenant avec elle les lanciers du 5e corps et les chasseurs d'Afrique. A partir de ce moment, cette division retombe sous la direction de son chef naturel. Nous admettons qu'à la même date la division Goze, à Saint-Nicolas-du-Port depuis le 14, se porte sur la Basse-Flavigny et que la division de Lespart repasse la Moselle à Bayon et la descend jusqu'à Crèvechamp.

Dans ces conditions tout le 5e corps sera en mesure de défendre la rivière de Pont-Saint-Vincent à Crèvechamp en s'appuyant à gauche au 8e, et à droite sur le 1er qui, après avoir eu trois jours entiers pour se reconstituer sur la Moselle, peut s'établir défensivement sur la rive gauche de Bayon à Charmes. En même temps la 1re division du 7e corps à Épinal, depuis le 12, s'y est réorganisée

et est en mesure de se reporter en avant. Elle n'a que deux bataillons par régiment, mais en revanche non seulement le 3e régiment de chasseurs d'Afrique lui reste adjoint, mais aussi le 4e qui, à la date du 15, a pu débarquer à Épinal.

La fraction de la 2e division qui marche par voie de terre est le 11 à Bains où elle peut séjourner le 12 ; le 13, elle se remet en marche de manière à arriver le 14 à Mirecourt, en ralliant non seulement la 1re division sortant d'Épinal, mais les troupes laissées à Belfort, qui ont pu être embarquées pour Épinal dans la nuit du 12 au 13.

Enfin la 3e division partant de Lyon dans la nuit du 12 au 13, arrive le 13 à Neufchâteau pour venir rallier les deux autres par Vicherey. On voit qu'avec de pareilles dispositions le 1er corps aurait pu se retirer sans précipitation et se reformer à trois divisions, de manière à pouvoir rentrer rapidement en ligne ; ralliant à sa droite le 7e corps, appuyé à gauche par le 5e, ils pouvaient ensemble continuer la retraite en bon ordre jusque sur les côtes de Meuse, pendant que le reste de l'armée se maintiendrait sur la Moselle de Pont-Saint-Vincent à Metz. Le 8e corps est entre Pont-Saint-Vincent et Frouard ; le 6e s'étend de Frouard à Pont-à-Mousson ; le 2e corps, qui a repassé la Moselle le 12, est établi de Noroy à Novéant.

Au groupe de gauche qui comprend les corps 3, 4 et Garde, rien ne s'oppose à ce que l'on reste le 11 sur la Nied française, mais dès le jour suivant on devait se rapprocher de la place. Avec ces dispositions les forces françaises auraient formé trois masses distinctes :

A gauche les corps 3, 4 et Garde autour de Metz ; au centre les corps 2, 6 et 8, destinés à défendre la Moselle, de Metz à la forêt de Haye ; à droite les corps 1, 5 et 7 ayant pour mission de se replier lentement en défendant successivement la Moselle et le Madon.

Mais pendant que la réunion de toutes nos forces se faisait sur la Moselle et afin de régler les mouvements ultérieurs, il fallait se demander à quelles opérations on pouvait être conduit après avoir rallié toute l'armée, et pour être en mesure de répondre à cette question, rechercher ce qu'auraient pu faire les Allemands en présence de pareilles dispositions.

Voyant la Moselle solidement occupée de Metz à la forêt de Haye, ils auraient sans doute renoncé à la forcer par une attaque de front ; quoique le succès d'une pareille entreprise n'ait pas été complètement impossible, nous croyons qu'ils auraient plutôt cherché à déborder la position par la droite ou par la gauche tout en faisant sur le front même des démonstrations où l'artillerie aurait joué le principal rôle.

Or il est certain qu'un mouvement débordant contre notre gauche, c'est-à-dire en passant la Moselle entre Metz et Thionville eut été peu problable, car il n'y a pas de ponts fixes sur cette large rivière, dans cette partie de son cours, et en supposant que les Allemands aient réussi à en construire, comme ils ne connaissaient pas exactement la répartition de nos forces, ils pouvaient craindre en essayant de déboucher sur la rive gauche, de voir leurs têtes de colonnes accablées par des forces supérieures et acculées à la frontière du Luxembourg.

Le passage de la Moselle entre Metz et Thionville ne pouvait convenir qu'à des détachements chargés de détruire la voie ferrée. Il est hors de doute qu'un mouvement débordant par le Sud était de beaucoup préférable ; c'était le seul que les Allemands pouvaient exécuter en conservant la liaison entre leurs trois armées ; il rentrait d'ailleurs dans les idées générales de M. de Moltke sur la manière de conduire les opérations.

La III[e] armée en s'avançant par Bayon et Charmes restait en relation directe avec la II[e], dont la gauche

aurait marché par Château-Salins sur Nancy, et, même après le passage de la Moselle et du Madon, les deux armées n'étaient séparées par aucun obstacle de quelque importance, et par suite elles pouvaient s'appuyer mutuellement. En outre si la IIIe armée était battue, sa retraite dans aucun cas n'était compromise, elle pouvait toujours se retirer sur les Vosges et revenir en Alsace qui était complètement dégarnie de troupes françaises.

Un mouvement débordant par le Sud était donc probable, il convenait de le prévoir en cherchant à en tirer parti. Pour cela on peut remarquer que le Madon, après la Moselle, était une bonne ligne de défense, sur laquelle les troupes françaises pouvaient retarder un peu la marche de l'ennemi, que quand ensuite la IIIe armée l'aurait forcée, tout en restant en communication avec la IIe armée, elle pouvait bien ne pas avoir avec elle une liaison très intime et par suite qu'il serait peut-être possible de profiter de leur désunion relative, pour prononcer un vigoureux retour offensif sur la IIIe armée, après qu'elle aurait passé le Madon. A cet effet, il fallait trouver le moyen de réunir rapidement au sud de Toul des forces considérables venant rallier le 1er corps, le 5e et le 7e pour se reporter avec eux en avant.

En somme il s'agissait d'exécuter sur notre droite un mouvement semblable à celui que nous avons indiqué du côté opposé, dans l'hypothèse précédente. Or nous croyons que la réussite n'était pas plus impossible dans un cas que dans l'autre.

Pour se faire une idée de la manière dont les opérations pouvaient se dérouler, il faut essayer de se rendre compte avec quelque précision des dispositions probables que les Allemands auraient prises pour répondre aux nôtres.

Jusqu'au 12 M. de Moltke avait pour but principal de réunir toutes les forces allemandes sur le versant occidental des Vosges ; n'appréciant qu'approximativement

le sens des mouvements des corps français, on peut admettre que, si la retraite avait été conduite comme nous venons de l'indiquer, il n'aurait pas changé sensiblement l'ordre général qu'il lança dans cette journée et qui avait pour but de faire exécuter à l'ensemble des forces allemandes une grande conversion, dont la I[re] armée devait former le pivot mouvant en se rapprochant de Metz, tandis que les deux autres se porteraient sur la Moselle et sur la Meurthe. Mais bientôt il se serait rendu compte de la situation exacte des corps français et il aurait été amené à préciser ses dispositions pour continuer son offensive. Trouvant la Moselle fortement occupée entre Metz et Frouard, il est à peu près certain, en raison des considérations que nous venons d'exposer, qu'il se serait arrêté à l'idée d'un mouvement débordant par le Sud, c'est-à-dire en passant d'abord la Meurthe et ensuite la Moselle au-dessus de Pont-Saint-Vincent.

Pour réaliser un pareil projet, il aurait dû faire exécuter un mouvement vers la gauche à l'ensemble des forces allemandes, de manière que la II[e] armée étendît sa gauche au moins jusqu'à Nancy, vis-à-vis la forêt de Haye, et que la III[e] armée pût être employée tout entière à l'attaque de la haute Moselle.

On aurait eu, par exemple, quatre corps de la II[e] armée (IV[e], Garde, X[e] et III[e]), de Nancy à Jouy-aux-Arches; les trois autres, en arrière, à Nomény (IX[e]), Château-Salins (XII[e]), et Morhange (II[e]); toute la I[re] armée vis-à-vis de Metz, et la III[e] armée en mesure d'aborder la Moselle, de Pont-Saint-Vincent à Charmes. Avec de pareilles dispositions, les Allemands n'auraient eu rien à redouter d'une offensive française par Metz, car la I[re] armée, cédant au besoin un peu de terrain, aurait pu être rapidement soutenue par trois corps de la II[e]. Mais pour s'étendre à gauche jusqu'à Charmes, la III[e] armée n'aurait pas pu tenter le passage de la Moselle avant le 16. Le XI[e] corps, qui dans la réalité s'est porté le 14 d'Avricourt à Luné-

ville, aurait pu être dirigé le même jour sur Gerberwiller, et le jour suivant sur Charmes, où il ne serait arrivé que l'après-midi. En même temps le Ve corps se serait porté le 14 sur Lunéville au lieu d'Einville, et le 15 sur Bayon, pendant que le IIe corps bavarois arrivait par Moyenvic sur Saint-Nicolas et Rosières au lieu de Nancy; à la même date, les Wurtembergeois et le Ier bavarois auraient été en seconde ligne à Lunéville et Gerberwiller, et le VIe corps à Sarrebourg comme dans la réalité.

Partant de ces positions, la IIIe armée pouvait essayer de passer la Moselle le 16. Telles sont, dans l'hypothèse que nous examinons, les dispositions sinon certaines, du moins fort vraisemblables auxquelles se seraient arrêtés les Allemands. Dans ces conditions on avait largement le temps d'organiser la défense de la Moselle, de Metz à Frouard, et ensuite d'effectuer au sud de Toul une concentration permettant de reprendre l'offensive avec avantage contre la IIIe armée. C'est maintenant ce que nous allons faire ressortir.

Le 1er corps français, ayant passé sur la rive gauche de la Moselle dès le 14, aurait disputé le terrain pied à pied le 16, en se retirant sur le Madon, qu'il aurait occupé le soir de Haroué à Xirocourt. Il aurait été appuyé à gauche par le gros du 5e corps, venant s'établir de Haroué à Xeuilley, et se reliant au 8e corps au moyen de la division L'Abadie. A droite, la retraite du 1er corps pouvait être appuyée par les deux premières divisions du 7e corps se portant de Mirecourt sur Marainville, tandis que le 3e, venant de Neufchâteau, se serait établi sur les hauteurs de Vaudémont.

Dans cette forte position, où l'on pouvait réunir une nombreuse artillerie, en supposant que la retraite continue le jour suivant, cette division était en mesure d'appuyer la droite du 1er corps et la gauche du 7e. Ces deux corps, avec le 5e et la cavalerie des divisions du Barail

et Bonnemains, auraient formé une masse de plus de 80,000 hommes, très capable de se retirer en bon ordre devant la IIIe armée, mais il fallait être en mesure de reprendre l'offensive l'après-midi du 17, de manière à livrer une bataille décisive à hauteur de Vézelise.

Or, comme nous allons le voir, en dehors des corps 1, 5 et 7, il aurait été possible de faire concourir à cette bataille le 4e corps et la Garde.

En vue d'une pareille éventualité, on aurait pris les dispositions suivantes : dans la journée du 12, non seulement tout le groupe de gauche se rapproche de Metz, mais le 4e corps passe sur la rive gauche; le 13, il va s'établir entre Ancy, Ars et Gorze. Il reste dans cette position le 14, se remet en marche le 15 pour atteindre, par Thiaucourt, Flirey et Bernecourt, et arrive le 16 au delà de Toul entre Ochey et Crépey. De là il peut marcher le 17 sur Vézelise, et entrer en ligne avant midi.

Quant à la Garde, elle devra suivre le 4e corps à peu de distance, mais auparavant il convenait de la faire participer à un retour offensif sur la rive droite de la Moselle, que l'on exécutera dans le but d'attirer du côté de Metz l'attention des Allemands.

A cet effet, le 12, une division du 3e corps passe sur la rive gauche et s'établit à Woippy avec la moitié de la cavalerie du corps d'armée et les batteries à cheval. Cet ensemble marche le 13 sur Thionville et repasse sur la rive droite le 14 au matin, en se disant suivi de nombreuses forces.

En même temps, le gros du 3e corps débouche de Metz en avant du fort Saint-Julien, semblant vouloir combiner son offensive avec celle des troupes qui sortent de Thionville. La Garde également appuie le mouvement.

Mais quel que soit l'ennemi que l'on rencontre, on se repliera dans la soirée. La division de Thionville repassera la Moselle le jour-même ou le lendemain matin pour revenir ensuite sur Metz. De son côté, la Garde commence

sa retraite vers 4 heures et va camper le jour même à Gravelotte. Le lendemain (15), elle marche par Chambley sur Thiaucourt et arrive le 16 au delà de Toul, entre Bicqueley et Ochey. Le 17, elle est en mesure de s'engager à hauteur de Vézelise entre le 4e corps et le 5e.

La démonstration par Thionville et par Metz coïncidant avec la retraite sur la haute Moselle pouvait avoir pour résultat de retarder l'offensive de la IIIe armée allemande de 24 heures; c'est tout ce qu'on pouvait en tirer, mais c'eut été un résultat fort appréciable.

Les mouvements que nous venons d'indiquer auraient exigé, pendant trois jours, des marches assez longues pour le 4e corps et la Garde; mais elles n'étaient pas au-dessus de leurs forces, si ces marches eussent été bien réglées, ce qui était facile, car elles ne devaient pas être exécutées en présence de l'ennemi. D'ailleurs, il suffisait de dire à ces excellentes troupes qu'on allait reprendre l'offensive, pour en obtenir tout ce qu'on aurait voulu. Seulement, il fallait s'appliquer à les pourvoir largement de vivres et de munitions. On pouvait y arriver sans difficulté, car, comme l'opération que nous envisageons ne pouvait s'exécuter qu'à la condition d'être conçue plusieurs jours à l'avance, on avait tout le temps nécessaire pour réunir à Toul les subsistances et les munitions en abondance, et le 4e corps et la Garde, en traversant la place, y auraient trouvé tout ce dont ils pouvaient avoir besoin pour vivre et combattre pendant plusieurs jours.

En somme, par ces dispositions, tandis que le 1er corps, en retraite du Madon sur Vézelise, était soutenu à droite par les 30,000 hommes du 7e corps, il pouvait être appuyé à gauche par les 50,000 hommes du 4e corps et de la Garde venant s'intercaler entre les 1er et 5e.

Il convenait de plus de faire intervenir la division du Midi. De Paris et de Lyon on l'amenait sur Neufchâteau, par Chaumont, avec une brigade de cavalerie légère laissée également dans le Midi pendant la première par-

tie de la campagne. Voyageant la nuit du 13 au 14 ces troupes pouvaient être réunies le 15 à Châtenois pour soutenir le lendemain la cavalerie du Barail et de Bonnemains qu'on aurait portée à la droite du 7e corps. Dans ces conditions, après avoir reculé dans la matinée du 17 en abandonnant à l'ennemi les ponts du Madon, de Haroué et Xirocourt, on reprenait l'après-midi l'offensive sur toute la ligne avec 150,000 hommes.

Si les Allemands ne disposaient que de leurs troupes de 1re ligne, c'est-à-dire du IIe corps bavarois, des Ve et XIe corps prussiens, la victoire eût été facile; mais, alors même qu'ils auraient pu faire intervenir toute la IIIe armée, nous avions encore de grandes chances de les battre; d'après leurs dispositions d'ensemble la Garde et le 5e corps auraient eu surtout affaire aux Bavarois et en auraient eu facilement raison; après les avoir rejetés au delà du Madon, ils auraient débordé la droite du Ve corps et l'auraient obligé à son tour à la retraite, tandis que du côté opposé la droite du 7e corps avec la cavalerie et la division du Midi cherchaient à déborder la ligne ennemie et même à menacer sa retraite en passant le Madon. On pouvait dans ces conditions obtenir une victoire complète et en deux jours rejeter l'ennemi au delà de la Moselle. Il eut été convenable de ne pas chercher à aller plus loin et de se contenter de reprendre position sur la Moselle en occupant seulement sur la rive droite la forêt de Charmes; car il est hors de doute que dès que notre manœuvre eût été démasquée, M. de Moltke aurait porté une partie de la IIe armée à l'appui de la IIIe; dès lors au bout de deux jours nous aurions perdu tous nos avantages et en voulant pousser notre offensive nous serions allé forcément au-devant d'une défaite.

Mais en limitant nos projets comme nous venons de le dire, la victoire obtenue sur la rive gauche de la Moselle n'en eût pas moins été un événement important, susceptible de retarder sensiblement l'invasion des Allemands.

On dira peut-être que tout ce que nous venons de supposer est de pure imagination et n'était guère réalisable. Assurément on ne peut rien affirmer de ce qui se serait passé ; cependant les dispositions que nous avons attribuées aux Allemands pour répondre aux nôtres nous paraissent bien les plus probables, et il eût été raisonnable de les prévoir, si l'on s'était rendu compte des procédés habituels de M. de Moltke et de leur côté faible. Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, il en avait donné un exemple pendant la première période des hostilités, en lançant la IIIe armée en Alsace dans des conditions où pendant plusieurs jours elle ne pouvait recevoir aucun soutien. En le comprenant, au moins après coup, et en se rappelant en même temps les préliminaires de Sadowa, on pouvait présumer qu'il serait amené à employer des procédés analogues en arrivant sur la Moselle. On peut même remarquer que dans notre hypothèse les dispositions que nous avons attribuées aux Allemands eussent été moins dangereuses pour eux que celles des 5 et 6 août ; car, tout en s'avançant de la Meurthe sur la Moselle, la IIIe armée restait en liaison avec la IIe et pouvait en être secourue. Il est d'ailleurs hors de doute que pendant que l'une combattait sur la haute Moselle, la gauche de l'autre aurait agi sur la forêt de Haye, pour y maintenir au moins une partie de nos forces ; mais une fois sur la rive gauche du Madon, la IIIe armée eût été probablement livrée à elle-même, et, avec les dispositions que nous avons indiquées, il est à peu près certain qu'elle aurait essuyée une défaite l'obligeant à reculer au moins jusqu'à la Meurthe.

Mais pour envisager ces opérations d'une manière complète, il faut se demander ce qu'il convenait de faire, si pendant qu'on en poursuivait l'exécution, l'ennemi était parvenu à forcer la ligne de la Moselle entre Metz et Frouard, et à s'établir en force sur la rive gauche. Cette éventualité n'était guère à redouter pendant la période

préparatoire, car par leur mouvement la Garde et le 4e corps, en se portant de Metz sur Toul, étaient en mesure de soutenir rapidement le 2e corps ou le 6e, et par suite, de faire avorter toute tentative de passsage. Une fois l'arrivée de ces troupes à Toul, les moyens de résistance étaient sensiblement moindres.

Mais il faut remarquer que l'on pouvait utiliser le 3e corps en ne laissant sur la rive droite de la Moselle que la 4e division seule ; dès le 15, la division envoyée sur Thionville, aurait été ramenée sur Woippy, d'où elle pouvait surveiller la basse Moselle, une autre se serait portée du côté opposé de la place sur Ars et Ancy, rendant le 2e corps tout entier disponible pour défendre la rivière de Pont-à Mousson à Novéant. Le jour suivant la 3e division du 3e corps se serait également portée sur la Moselle en amont de Metz, poussant la précédente jusqu'au rupt de Mad. Avec ces dispositions on avait de grandes chances de refouler toutes les attaques des Allemands. Si malgré cela, ils réussissaient à passer en force sur la rive gauche, pendant que se livrait la bataille à Vézelise, il fallait être fixé à l'avance sur la marche à suivre. Il aurait dû être bien entendu que dans cette conjoncture tout le 3e corps se repliait sur Metz pour en assurer la défense et opérer aussi longtemps que possible autour de la place ; quant aux 2e et 6e, ils se seraient retirés sur les côtes de la Meuse, la gauche (face à l'ennemi) sur Commercy, la droite sur Toul, se reliant au 8e corps tenant toujours la forêt de Haye ; si en même temps on gagnait la bataille à Vézelise, on pouvait ramener le 4e corps et la Garde sur Toul, attirer par voie ferrée la division du Midi sur Commercy et, reprenant l'offensive de ce côté avec 150,000 hommes, rejeter l'ennemi sur la Moselle. Mais si la bataille à Vézelise eût été indécise, il fallait se résoudre à la retraite en attendant une nouvelle occasion de prononcer un retour offensif. Cette retraite se serait effectuée dans la direction du Sud-

Ouest, la droite (corps 1 et 7) par Mirecourt sur Langres, le centre (corps 4, 5, Garde) par Neufchâteau sur Chaumont, la gauche (2, 6 et 8) par Joinville sur Troyes.

Nous dirons d'ailleurs que l'hypothèse, que suppose cette retraite, de l'abandon de la Moselle entre Metz et Frouard n'était pas la plus probable et qu'au contraire, avec les dispositions que nous avons indiquées, on avait toutes les chances de s'y maintenir pendant qu'on livrait bataille sur le Madon.

Quelles pouvaient être les suites d'une pareille opération si elle eût conduit à une victoire signalée à Vézelise? Tout dépendait de ce qu'auraient fait les Allemands. Ils pouvaient soutenir la IIIe armée battue, avec le gros de la IIe; alors nous n'avions qu'à céder de nouveau le terrain, en appuyant toujours à la forêt de Haye la gauche des forces qui avaient concouru à la bataille. C'eût été le moment de songer à une concentration du côté opposé. Ne laissant au sud de Toul que les corps 1 et 7 avec une nombreuse cavalerie, on aurait pu ramener sur Metz les corps 4 et Garde, porter également sur la place la division du Midi amenée sur Verdun par voie ferrée, faire appuyer peu à peu vers la gauche tout le centre de nos forces, c'est-à-dire les corps 5, 8, 6 et 2, et vers le 24 déboucher hardiment par Metz avec 140,000 hommes, tandis que le gros des forces allemandes, attiré vers le Sud par les opérations précédentes, était réuni entre la Meurthe et la Moselle.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'un retour offensif par Metz ne présentait aucun danger tant qu'on tenait la Moselle entre Metz et Frouard ; la situation d'une armée débouchant de Metz ne pouvait devenir périlleuse que si l'ennemi réussissait à rompre cette ligne de défense et ce n'eût pas été à redouter à la suite d'un succès obtenu entre Toul et Épinal.

Nous ne chercherons pas à examiner en détail la nouvelle manœuvre que nous venons d'indiquer; elle eût été

dans les choses possibles, si l'on avait d'abord obtenu une victoire signalée sur le Madou.

Or il est certain que les opérations que nous venons d'exposer étaient réalisables, si l'on s'y était pris assez tôt pour rallier et réorganiser le 1er corps, et si en même temps on avait pris les mesures nécessaires pour empêcher les Allemands de forcer le passage de la Moselle entre Metz et Frouard. En arrêtant les dispositions générales de la retraite le 8, on était sûr d'y réussir. Mais on ne fit rien ni dans un sens ni dans l'autre. A Sarrebourg où se trouvaient les corps 1 et 5 le 8, ils avaient reçu pour toute instruction de continuer leur mouvement dans la direction de Châlons, mais de ne pas dépasser Nancy sans nouvel ordre, et quand les jours suivants ils reçurent de nouvelles instructions, ces instructions prescrivaient au 1er corps de continuer sur Châlons et au 5e de se porter sur Metz. Comme nous l'avons vu, rien n'aurait empêché le général de Failly d'exécuter le mouvement qui lui était prescrit; mais au contraire il se dirigea du côté opposé. S'il mérite de graves reproches pour n'avoir pas le 11 continué sa retraite sur Nancy, on peut cependant plaider en sa faveur quelques circonstances atténuantes, dont la principale est que l'on n'avait rien fait à l'état-major général pour lui faciliter sa tâche. En somme on savait que l'ennemi approchait de Château-Salins et de Dieuze, et il faut convenir que le général de Failly n'avait pas assez de cavalerie pour reconnaître sa force, mais il était facile de suppléer à son insuffisance.

On aurait évité toutes les difficultés si l'on avait constitué le plus vite possible une force importante à Château-Salins, comme on en avait le moyen. Le noyau de cette force pouvait être formée dès le 8 avec la division Tixier, du 6e corps, et les divisions de Forton et du Barail. Le rappel sur Châlons de la division Tixier est sans excuse. Autrement, le 10, on pouvait avoir 50,000 hommes de Lunéville à Pont-à-Mousson par Château-Salins, et rester dans cette

position au moins jusqu'au 12. Dans ces conditions, le mouvement prescrit au général de Failly ne présentait plus la moindre difficulté. Sans doute, à ce moment, on ne pouvait songer à un retour offensif prochain au sud de Toul, car pour y réussir la première condition eût été de remettre rapidement le 1er corps sur pied. Au contraire, depuis la défaite du 6, on n'avait rien fait pour le reconstituer; on lui avait d'abord imposé des marches de nuit inutiles, le mauvais temps qui survint les jours suivants avait achevé sa désorganisation; ces troupes, si vaillantes six jours plus tôt, étaient démoralisées par les fatigues et les privations; dans l'état où elles étaient en arrivant à Bayon, on ne pouvait songer à les reconduire à l'ennemi à bref délai. D'autre part, on n'avait pris non plus aucune disposition pour attirer les deux dernières divisions du 7e corps sur le théâtre principal des opérations. Mais si l'on n'était pas en mesure de refouler l'ennemi, on avait encore les moyens de retarder ses progrès à la condition d'éviter de réunir le gros de nos forces à Metz.

Le 11, tandis que le gros du 5e corps aurait gagné Nancy, la division Guyot de Lespart pouvait venir sur Bayon, de manière à protéger la retraite du 1er corps; le 12, le 5e corps pouvait rester sur les mêmes positions. Le jour suivant, le gros venait s'établir à la lisière de la forêt de Haye, tandis que la division Guyot de Lespart se retirait sur Vézelise avec la cavalerie disponible.

En même temps, le gros du 6e corps, au lieu d'aller jusqu'à Metz, était arrêté entre Frouard et Pont-à-Mousson; le 2e repassait la Moselle à Novéant et allait s'établir entre le rupt de Mad et Metz.

Il avait avec lui la brigade Lapasset, qui pouvait rejoindre son corps d'armée deux jours plus tard; en outre, la cavalerie du Barail était portée à l'extrême droite avec la division Guyot de Lespart.

Enfin, dès le 13, on pouvait porter la Garde sur la rive gauche pour soutenir les corps 2 et 6, tandis qu'une

division du 4e corps allait à Woippy pour surveiller la basse Moselle.

Dans ces conditions, le 1er corps pouvait être arrêté à Toul et s'y réorganiser, et le 7e pouvait être amené sur Neufchâteau.

Avec ces dispositions, on pouvait pendant quelque temps défendre la Moselle, de Metz à Pont-Saint-Vincent; on ne l'aurait évacuée que quand l'ennemi aurait débordé la droite, ce dont on aurait été averti par le corps mixte laissé à Vézelise, et qui se serait retiré lentement sur Vaucouleurs avec l'appui du 7e corps que l'on pouvait encore renforcer de la division du Midi et de l'infanterie de marine.

Si, pendant que l'on tenait la Moselle, l'ennemi avait eu l'idée de passer entre Metz et Thionville avec la Ire armée, on pouvait l'attaquer avec les corps 3, 4 et Garde sortant de Metz, en laissant seulement sur la rive droite la 4e division du 3e; en outre, le 2e corps, jetant une de ses divisions dans la place, aurait soutenu l'attaque avec les deux autres ; de plus, dans ce cas, la division du Midi et l'infanterie de marine pouvaient être portées par Châlons sur Verdun, de sorte que l'on aurait pu attaquer la Ire armée allemande avec 140,000 hommes. En même temps, le 6e corps se retirait par Thiaucourt sur Verdun, les corps 1, 5 et 7, par Toul et Commercy, sur l'Argonne. Mais, comme nous l'avons déjà dit, cette éventualité d'un mouvement par le Nord était peu probable, c'était surtout du côté opposé qu'il fallait prévoir la marche de l'ennemi et prendre ses dispositions pour la retarder.

Le moment venu, le mouvement de retraite se serait propagé de la droite à la gauche; la droite, comprenant les corps 1 et 7, avec la division du Midi et l'infanterie de marine, se retirait par Toul et Bar-le-Duc sur la partie méridionale de l'Argonne; au centre, les corps 5, 6 et 2 marchaient par Commercy et Saint-Mihiel; à gauche, les

corps 3, 4 et Garde, par Verdun, après avoir laissé deux divisions à Metz.

De cette façon, on utilisait successivement tous les avantages de la région qui avoisine la frontière dans la direction de Paris ; après la Moselle, les côtes de la Meuse, puis la forêt de l'Argonne, ne cédant pas le terrain sans combats, profitant au contraire de toutes les circonstances favorables pour faire tête à l'invasion, mais en ayant soin de ne pas se laisser entraîner à une bataille générale.

Pendant ce temps, de nouvelles forces s'organisaient, et en arrivant à l'Argonne on aurait pu trouver l'occasion d'un heureux retour offensif.

C'était le seul parti à prendre dès qu'on avait négligé de profiter des avantages que l'on pouvait trouver à proximité de la frontière pour arrêter l'invasion allemande.

Mais à partir du 11 août, rien de tout cela n'était plus possible.

Le 5e corps s'était porté sur Charmes, tandis que le 6e était attiré jusqu'à Metz ; toute la partie moyenne de la Moselle allait être dégarnie, et l'ennemi allait s'y précipiter de manière à achever la séparation de nos forces dont la partie principale allait être groupée autour de Metz, tandis que le reste se retirait au cœur du pays en marchant à peu près à l'aventure.

On avait ainsi perdu une occasion exceptionnellement favorable de s'opposer à l'invasion des armées allemandes. En s'y prenant assez tôt, on aurait peut-être pu l'arrêter à son début et obtenir un brillant succès à proximité de la frontière ; mais dans tous les cas on aurait certainement réussi à la ralentir, en obligeant l'ennemi à des efforts répétés et à de pénibles sacrifices, qui lui auraient donné la conviction qu'il n'aurait pas facilement raison de notre résistance.

Pour obtenir ces résultats, il aurait suffi d'être pénétré des avantages que présentait la ligne de la Moselle considérée comme ligne de défense. Or il nous semble que nos

chefs auraient dû en être frappés, même avant de songer à aucun retour offensif. On devait comprendre que cette ligne de la Moselle pouvait servir de position de halte permettant à l'armée de se remettre et aussi d'assurer son ravitaillement en vivres et en munitions ; car d'une part on restait maître de la voie ferrée de Paris à Toul jusque vers le 20 pour approvisionner la droite, en outre on pouvait diriger de Verdun sur Metz des convois régulièrement organisés, et ce qui n'aurait pu y être transporté se serait trouvé à Verdun à la disposition de l'armée au moment où elle aurait exécuté sa retraite de la Moselle sur la Meuse.

Nous avons mis de longues pages à développer les avantages de cette solution, mais si l'on s'était bien rendu compte des conditions dans lesquelles les défaites du 6 août nous avaient mis, on aurait dû, après quelques instants de réflexion, arrêter cette solution dans ses grandes lignes et pour les détails d'exécution on avait le temps chaque soir d'élaborer les mouvements du lendemain d'après les événements de la journée.

En somme le problème était simple : admettre avant tout qu'il fallait éviter une bataille générale, comprendre qu'une retraite ressemblant à une fuite aurait le plus fâcheux effet sur l'armée, aussi bien que sur la nation ; partant de ces données on était forcément conduit à l'idée de se retirer en défendant le terrain pied à pied ; en examinant la carte on pouvait voir de suite que, après l'abandon des Vosges, la Moselle était la première ligne de défense sur laquelle on pouvait s'établir et qu'on en avait largement le temps.

Rien ne peut excuser les chefs de l'armée française dont l'incurie n'eut pour cause que leur démoralisation et leur ignorance des propriétés défensives de la frontière.

III

L'armée à Metz. — Bazaine général en chef.

Ce qui importait par-dessus tout à la suite des deux défaites éprouvées le 6 août, c'eût été de prendre une résolution quelle qu'elle fût après y avoir bien réfléchi, et d'y persister avec fermeté. Or, c'est justement ce qui manquait le plus dans le haut commandement de l'armée française. Le 7 au matin, l'Empereur s'était arrêté à l'idée d'une retraite générale sur Châlons ; le 8, sous l'influence d'observations venues de Paris, il avait changé d'avis.

Une partie seulement de l'armée doit se retirer dans la direction de Châlons, mais on laissera à Metz une centaine de mille hommes. Le 9, nouvelle modification : c'est la presque totalité de l'armée que l'on essayera de réunir à Metz ; on veut y attirer le 6e corps, et même un peu plus tard le 5e.

Par suite de ces dispositions, le 1er corps seul s'éloignera de la frontière pour se réorganiser, et le 7e restera aux environs de Belfort.

Cependant l'Empereur semble comprendre que pour le moment une bataille en rase campagne, sans aucun appui, ne peut causer qu'un désastre, et il se décide à ramener sous le canon de Metz les corps qui reviennent de la Sarre.

Le maréchal Bazaine, qui a l'ordre de faire exécuter le mouvement rétrograde, s'exagère même le danger ; car les Allemands n'avancent pas aussi vite qu'il le croit. En réalité, dans la journée du 11, l'armée vient s'établir de Magny-sur-Seille, où s'appuie la droite du 2e corps, à

Chieulles où se trouve la gauche du 4e. Le 3e corps est au centre à Colombey et Nouilly ; la garde en seconde ligne de Grigy à Borny. Mais pendant que le gros de l'armée se retire, le 6e corps est transporté du camp de Châlons à Metz par voie ferrée.

La 3e division appelée la première sur Metz, avait commencé son embarquement le 9 et l'avait continué le 10 [1] ; elle était rendue tout entière à Metz, dans la matinée du 11. Il semble qu'en l'y attirant, on songeait surtout à l'affecter à la défense de la place, et que l'ordre de mouvement s'appliquait d'abord à elle seule et non pas à tout le 6e corps ; à son arrivée, elle fut répartie entre les forts. Mais dès le 10, toutes les divisions du corps de Châlons ont l'ordre de se rendre à Metz : la 1re division commence son mouvement la nuit suivante ; la 2e doit suivre.

En même temps les divisions de cavalerie du Barail et de Forton qui, lorsqu'on songeait à la retraite générale sur Châlons, avaient été dirigées sur la Meuse, furent rappelées à Metz.

De Forton, arrêté le 9 à Pont-à-Mousson, s'était porté le jour même à Metz ; mais quand du Barail reçut, à la même date, l'ordre de s'y rendre, il était déjà à Saint-Mihiel où il s'était porté de Bernecourt ; il crut devoir se remettre en route immédiatement, marcha toute la nuit et, après une halte à Gorze, arriva à Metz, le 10 à 10 heures du matin [2]. Il avait rallié pendant son mouvement le 3e chasseurs d'Afrique, mais par suite de ces marches et contremarches, que rien ne motivait, les troupes étaient exténuées. Le 11, elles étaient campées au Ban-Saint-Martin ; la division de Forton à Montigny, entre Seille et Moselle.

La réserve générale d'artillerie du général Canu avait

---

[1] E. M. F., IX, D. A., 171 et 229.
[2] E. M. F., IX, D. A., 241.

été également appelée de Nancy à Metz, où elle était arrivée le 9. L'effectif de l'armée augmente donc à Metz ; en ne comptant que deux divisions du 6e corps, il se trouve d'environ 160,000 hommes. Si tout le corps y arrive, il sera de 180,000 hommes; avec le 5e corps, on aurait 210,000 hommes. On espère que, quand la concentration sera terminée, on pourra reprendre l'offensive ; mais au contraire, comme nous l'avons vu, le 5e corps, malgré les instructions de l'Empereur et sans aucun motif valable, s'en éloigne et se dirige du côté opposé. La désobéissance du général de Failly empêchait la concentration des forces à Metz telle que l'Empereur l'avait projetée. Cependant, quoiqu'il sache que le 5e corps va à Mirecourt, il espère encore qu'il pourra venir joindre l'armée à Metz par Toul, et il ne regarde pas comme impossible de diriger les opérations en s'appuyant sur le camp retranché. Autrement dès le 12 au moins, il aurait suspendu le transport du 6e corps ou l'aurait arrêté entre Frouard et Pont-à-Mousson, pour y disputer le passage de la Moselle, de concert avec le 5e corps. On laisse au contraire le 6e corps continuer son mouvement sur Metz.

Le maréchal Canrobert, qui le 9 s'y était porté de sa personne, fut appelé le 10 par l'Impératrice qui songeait à le désigner comme gouverneur de Paris ; mais, prévoyant une bataille et voulant s'y trouver, le maréchal revint à Metz dans la nuit du 11 au 12.

Pendant qu'il était dans la capitale, on avait décidé la concentration de tout le 6e corps à Metz, et la 4e division commence son embarquement à Paris dans la soirée du 11 ; les trains qui la transportent se mêlent à partir de Châlons à ceux de la 1re division, et l'une et l'autre arrivent à Metz dans la journée du 12.

Mais ce ne fut pas sans difficultés, car dans la journée la cavalerie allemande se montrait déjà sur la Moselle, cherchant à couper les communications. Dans la matinée, on fut averti au grand quartier général de son apparition

à Dieulouard, et le général Margueritte, de la division du Barail, reçut l'ordre d'aller prendre position sur ce point avec la 1re brigade des chasseurs d'Afrique pour y observer les mouvements de l'ennemi. Le général se mit en route à 2 heures moins le quart et apprit, en passant par Ars, que les Allemands étaient à Pont-à-Mousson, en train de rompre les fils télégraphiques. Un détachement de cavalerie prussienne d'une quarantaine d'hommes avait en effet atteint cette localité sous la conduite d'un officier de l'état-major du Xe corps.

Prenant les devants avec le 1er régiment de chasseurs d'Afrique, le général Margueritte les attaqua et, malgré une défense énergique, leur tua 1 officier et 14 hommes et fit 25 prisonniers, dont 2 officiers, n'ayant perdu lui-même que 5 hommes, dont 2 tués ; mais, à la suite de ce coup de main, on se dispensa de surveiller de près les mouvements de l'ennemi. Après avoir envoyé le général Margueritte sur Pont-à-Mousson, on le laissa retourner sur Metz, comme s'il n'était pas évident que l'ennemi qu'on venait de chasser allait y revenir en force ; toutefois, en attendant, le 6e corps put reprendre son mouvement par voie ferrée et, le soir du 12, il y avait à Metz les divisions 1, 3, 4, cette dernière sans artillerie. Quant à la 2e division elle ne commença son mouvement que dans cette journée à 4 heures du soir et, par suite de la rupture de la voie ferrée le lendemain entre Frouard et Pont-à-Mousson, un seul de ses régiments (le 9e) pourra atteindre Metz [1]. Ces difficultés qui étaient en

[1] On pourrait croire d'après l'ouvrage de l'État-Major français (IX, D. A., 337) que le 9e de ligne (division Bisson) est arrivé à Metz le 12, mais, en y regardant de près, on voit manifestement que les événements rapportés pour le 12 s'appliquent au 13, car il est question de la destruction de la voie ferrée la veille, et du combat livré par les chasseurs d'Afrique l'après-midi. D'autre part, on voit à la page suivante (338) que le général Bisson était encore au camp de Châlons le 12, que le premier

partie connues de l'Empereur dès la matinée du 12, auraient dû lui montrer la nécessité de passer sur la rive gauche ; mais il ne pouvait se résoudre à prendre un parti, il subissait les influences contraires de son entourage sans avoir la fermeté d'esprit nécessaire pour choisir entre les partis opposés.

Les uns voulaient maintenir l'armée à Metz, d'autres conseillaient de l'éloigner au plus vite.

Dès le 8, le général Frossard s'était prononcé nettement pour le premier parti. En envoyant son rapport sur la journée de Forbach [1], il exprimait l'avis qu'il n'y avait plus de salut pour l'armée française que dans les places de Metz et de Langres.

Les forces de la Sarre devraient se retirer sur la première, le reste sur la seconde [2].

---

train de sa division emportant une partie du 9e de ligne n'est parti qu'à 4 heures du soir et que le 14e, qui suivait le 9e, n'a été mis en mouvement qu'à 7 heures du soir. Le premier régiment n'a donc passé à Frouard que le 13, dans la matinée; seul, il est arrivé à Metz pendant que le 14e rétrogradait. Cette manière de voir est d'ailleurs confirmée par le volume de l'ouvrage de l'État-Major (Metz, I, D. A., 67) où l'on voit que c'est bien le 13 que la voie ferrée a été de nouveau coupée après le passage du 9e régiment.

[1] E. M. F., VIII, D. A., 20.

[2] On peut remarquer que nous évitons d'employer les expressions *d'armée d'Alsace* et *d'armée de Lorraine*, qui ont été inventées après coup, mais qui ne répondent à rien de réel. A l'ouverture des hostilités, il n'y avait qu'une armée dont tous les corps dépendaient directement de l'Empereur ; l'un d'eux, le 1er, se formait dans la Basse-Alsace, un autre, le 7e, dans la Haute, et, dans les derniers jours de juillet, le second fut mis à la disposition du maréchal de Mac-Mahon qui commandait déjà le premier ; mais, jusqu'aux premiers jours d'août, le 7e corps n'était encore qu'en formation et ne pouvait participer à des opérations actives. Le 5 août, les corps 1, 5 et 7 ont été mis sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon ; c'était un groupement du moment constitué pour résister à la IIIe armée allemande, mais en fait, les trois corps n'ont jamais été réunis ; à Wœrth, le maréchal de Mac-Mahon

Le général Coffinières, autre officier du génie, était du même avis : il voudrait que Metz devînt le pivot de l'armée française, convaincu qu'en s'y appuyant, l'armée conservera la liberté de ses mouvements; qu'en menaçant les communications de l'ennemi, elle l'empêchera de poursuivre son invasion. Le général Soleille, qui commandait l'artillerie, soutenait les mêmes idées.

D'autres, au contraire, étaient partisans de la retraite jusqu'à Châlons. C'était au fond l'avis de l'Empereur; mais, tiraillé dans tous les sens, il ne savait pas se décider. Il se laissait dominer par les officiers des armes spéciales qui, en raison de leur spécialité dont ils n'étaient jamais sortis, n'avaient aucune entente de la grande guerre; ils pensaient tous qu'il fallait retenir l'armée à Metz. On peut dire qu'ils ont été les mauvais génies de l'Empereur.

Ils étaient pénétrés des doctrines funestes que le général belge Brialmont avait développées dans son ouvrage sur la *Défense des États*, doctrines d'autant plus dangereuses qu'elles étaient plus séduisantes, et que les militaires qui n'avaient pas médité les leçons de l'histoire pouvaient aisément se laisser prendre à des raisonnements spécieux.

---

n'avait avec lui que le 1er corps et la première division du 7e. Ensuite, les corps 5 et 7 ont même cessé d'être sous ses ordres L'expression « armée d'Alsace », ne répond donc à aucune réalité et elle est de nature à donner des indications fausses sur les idées d'après lesquelles les opérations étaient dirigées. Nous ajouterons qu'on avait eu raison de ne pas constituer au début des opérations une armée ayant pour mission spéciale la défense de l'Alsace, car, ainsi que nous l'avons expliqué à plusieurs reprises, dans les conditions où l'on se trouvait, on ne pouvait obtenir de succès qu'à la condition de modifier fréquemment la répartition de nos forces, concentrant une masse principale tantôt d'un côté des Vosges, tantôt de l'autre, avec la résolution de n'accepter la bataille que sur un seul point.

Nous avons à plusieurs reprises combattu ces doctrines, et spécialement l'application qu'on pouvait être amené à en faire à Metz, en nous demandant s'il fallait quitter cette place ou y rester.

En examinant la question sous toutes ses faces[1], nous avons montré que, quel fût le parti auquel on s'arrêtât, la place aurait été bloquée rapidement avec les forces qu'on y aurait laissées, et que, dans un cas comme dans l'autre, ces forces auraient rencontré les plus grandes difficultés pour se dégager sans l'intervention d'une armée de secours.

Ensuite, si le secours n'arrive pas, dans le cas où l'on n'aurait laissé à Metz que les forces nécessaires à la défense de la place, celle-ci peut résister au moins cinq mois, retenir pendant ce temps 100,000 Allemands à la frontière et ne leur livrer en capitulant qu'une quarantaine de mille hommes.

Dans l'autre cas, l'armée laissée à Metz retiendra bien 200,000 hommes, mais seulement pendant trois mois, et en tombant elle leur livrera 150,000 hommes de nos meilleures troupes.

Enfin, dans le premier cas, nos forces réunies au camp de Châlons permettent de se retirer sur Paris, en défendant le terrain pied à pied, d'encadrer le grand nombre de soldats que la France devait pouvoir bientôt mettre en ligne, et de faire agir sur les Vosges, dès le milieu de septembre, une grande armée capable de dégager Toul et Strasbourg, et, peu de temps après, de constituer le secours dont Metz devait attendre son salut.

Dans le second cas, la retraite sur Paris est plus périlleuse, l'encadrement des recrues plus laborieux, la for-

---

[1] *Fallait-il quitter Metz en* 1870? Résumé, p. 23. Voir aussi : *La Perte des Etats et les Camps retranchés.*

mation d'une armée de secours plus longue et moins solide.

En comparant les deux situations par l'examen de leurs conséquences lointaines, on voit donc qu'à tous les points de vue le parti consistant à quitter Metz était de beaucoup préférable.

Le général Brialmont, et quelques écrivains français à sa suite, ont essayé de justifier le parti de rester lié à Metz en rappelant le rôle joué par Dresde en 1813.

C'est, à notre avis, un exemple bien mal choisi, car c'est justement en restant attaché à cette place improvisée pendant tout le mois de septembre, et en voulant lui faire jouer le rôle de pivot stratégique au lieu de manœuvrer hardiment contre ses adversaires que Napoléon a perdu ses meilleures chances[1]. Et le souvenir de cette campagne, dont les résultats ont amené la chute du Premier Empire, loin d'engager les chefs de l'armée française, en 1870, à faire de Metz le pivot de leurs opérations, aurait dû suffire à les en éloigner.

Si l'on n'a pas su entrevoir sur le moment les conséquences possibles et même probables du séjour prolongé de l'armée à Metz, c'est qu'on croyait qu'en s'y attachant l'armée pourrait conserver la liberté de ses mouvements.

Avec un peu de réflexion, on aurait dû comprendre, au contraire, que le blocus était inévitable à bref délai; le danger de la situation dans laquelle on se trouvait aurait dû sauter aux yeux, car tandis que les 1er et 5e corps allaient s'efforcer de gagner Châlons par des détours et qu'on ne faisait rien pour défendre les passages de la Moselle, les Allemands allaient s'en emparer et déboucher sur la rive gauche en menaçant les communications de Metz avec l'intérieur de la France.

---

[1] J'ai longuement développé cette thèse dans mon volume sur la *Campagne d'automne en* 1813. Voir page 89 et suivantes, 161 et suivantes.

Et comme ils disposaient de 300,000 hommes sans compter la IIIe armée, il était bien certain que, si nous laissions nos adversaires nous devancer sur notre ligne de retraite, nous ne pourrions plus nous y engager et que nous serions rejetés sur la place.

Mais loin d'être pénétré de ce danger, non seulement on ne croyait pas nécessaire de s'éloigner de la Moselle, mais même le 12 quelques-uns songeaient encore à prendre l'offensive par la rive droite.

C'est dans cette journée que le colonel Lewal, dans une conversation avec le maréchal Le Bœuf, lui présenta un projet d'offensive qui consistait à faire effort sur la Ire armée prussienne avec notre gauche, pendant que le gros de l'armée française agirait sur la IIe armée, la IIIe armée se trouvant trop éloignée pour rallier les deux autres. Nous croyons que de pareilles dispositions ne pouvaient conduire qu'à une défaite. La gauche formée par exemple d'un corps d'armée, non seulement eût été contenue par la Ire armée allemande, mais elle eût été refoulée, car cette armée était forte de 100,000 hommes. Quant au gros, formé de 120,000 hommes, il se serait heurté aux 200,000 hommes de la IIe armée et ne pouvait espérer les battre ; de plus la IIIe armée, que l'on supposait loin, ne pouvait manquer d'arriver vite ; des avantages sans importance étaient possibles le premier jour, mais le lendemain c'eût été une défaite irrémédiable. Voilà ce qui était manifeste *a priori*, pourvu qu'on ait quelque idée de la situation de l'ensemble des forces allemandes.

Mais examinons la situation réelle ; en supposant qu'on attaque le 13, le corps de gauche (4e) pouvait être porté sur la Nied, à cheval sur la route de Sarrebrück, tandis que le 2e, le 3e, la Garde et deux divisions du 6e corps suivaient les routes de Morhange et de Château-Salins ; dans ces conditions le 4e corps se serait heurté aux têtes de colonnes de la Ire armée qui au moins l'auraient arrêté ;

le gros de l'armée française pouvait s'établir le soir de Courcelles-sur-Nied à Verny, sans avoir livré bataille ; car en exécution de l'ordre général lancé par M. de Moltke le 12, et que nous avons rapporté précédemment, les corps les plus proches de la IIe armée allemande (IIIe et IXe) ne doivent aller le 13 qu'à Luppy et Herny, le Xe aura seulement une division le soir à Pont-à-Mousson. A gauche la Garde doit arriver à Lemoncourt, le IVe corps à Château-Salins, en arrière, le XIIe corps marche sur Thicourt. Mais les Allemands sont prévenus, et ces corps ont pu l'après-midi changer de direction et se rapprocher de Metz ; dès lors, si le lendemain le gros de l'armée française continue son mouvement vers le Sud-Est, il aura d'abord affaire à quatre corps allemands (IIIe, IXe Xe et Garde), soutenus l'après-midi par le IVe et le XIIe, car en supposant que ces derniers soient réellement venus le 13 à Château-Salins et Thicourt, ils pouvaient facilement arriver à la bataille qui aurait eu lieu vraisemblablement entre Solgne et Remilly ; c'eût été 180,000 hommes contre 120,000, mais ce n'était pas tout ; car les Allemands rapidement fixés sur la force de notre corps de gauche n'auraient pas manqué de détacher de la Ire armée le VIIe corps pour tomber dans le flanc gauche de notre armée en marche vers le Sud-Est. Dans ces conditions la défaite était inévitable. Mais, dit le général Lewal[1], en cas de revers, la place de Metz en arrière et la Moselle su[illegible] auraient protégé la retraite. Il est cert[illegible] Metz aurait pu être un appui, si l'on [illegible] nemi en en débouchant ; mais si [illegible] hauteur de Solgne, on avait à [illegible]

---

[1] Le général Lewal a expo[illegible] *Stratégie de Combat.* Voir [illegible] page 22.

car, tandis que la IIe armée allemande avec l'appui du VIIe corps aurait livré la bataille principale, les deux autres corps de la Ire armée auraient refoulé notre corps de gauche et menacé nos derrières. Dans ces conditions la Moselle, loin d'être un appui, aurait été au contraire un obstacle rendant la retraite plus difficile, car il aurait fallu la passer en présence d'un ennemi victorieux. Ce projet présentait donc de grands dangers ; il paraît cependant que le maréchal Le Bœuf en fut émerveillé au point d'aller le proposer séance tenante à l'Empereur.

Pour justifier sa proposition, le général Lewal dit encore que les Allemands craignaient l'attaque de l'armée française: nous croyons que c'est une erreur profonde! Ils l'avaient prévue, c'est vrai; mais craindre et prévoir sont deux choses distinctes; à Austerlitz, Napoléon avait prévu le mouvement débordant des Russes, mais, loin de le craindre, il croyait y trouver l'occasion d'une éclatante victoire ; de même le 12 août, M. de Moltke regardait comme possible l'offensive de l'armée française, mais, au lieu de la redouter, il avait pris ses mesures pour en tirer parti et, si elle s'était réalisée, elle ne pouvait nous conduire qu'à un désastre.

Pour tant faire que de prendre l'offensive, il eût été préférable de renverser les propositions du général Lewal, c'est-à-dire attaquer la Ire armée allemande avec le gros de nos forces, en essayant de co[illegible]
[illegible] droite ; dans ces conditions [illegible]
[illegible] compr[illegible], car [illegible]
[illegible]
[illegible]
[illegible] com-
[illegible] cu-

démontrée, pour ainsi dire, avec une rigueur géométrique. En effet, que l'on suppose par exemple l'armée du Rhin sur la Nied française et voulant, à la suite d'un premier succès, suivre la Ire armée allemande au delà de cette rivière, il est évident que pendant que cette armée en se retirant pouvait recevoir l'appui direct d'une partie de la IIe armée, le reste de cette dernière pouvait se proposer de déborder la droite de l'armée française et la couper de Metz. Or, non seulement on voit bien avec ce que nous savons des dispositions des Allemands, que c'est ce qui serait arrivé dans la réalité, mais les renseignements que l'on avait à l'état-major français étaient suffisants pour le faire craindre. Sans connaître exactement la répartition des forces allemandes, on savait qu'elles étaient nombreuses entre la Moselle et les Vosges et qu'il y en avait le 11 et le 12 à Château-Salins et à Sarrebourg, aussi bien qu'à Morhange et à Boulay. On devait être convaincu qu'on était incapable de leur résister en rase campagne, et par suite si, en raison de quelque imprudence de nos adversaires, on réussissait à obtenir quelque succès partiel, on devait bien être résolu à se contenter de l'avantage immédiat qu'il aurait procuré et à se rapprocher le lendemain de la place pour se mettre sous sa protection.

Une fois cette proposition fondamentale admise, tout le reste s'ensuit. Car, dès que les Allemands sont bien pénétrés eux-mêmes de son exactitude, rien ne les empêche de pousser le gros de la IIe armée sur la Moselle et même de prendre pied sur la rive gauche. Si, pendant ce temps la Ire armée est attaquée par des forces supérieures, elle se couvre de la Nied française, et se retire plus loin si c'est nécessaire, soutenue seulement par les derniers corps de la IIe armée (dans la réalité le XIIe et le IIe) ; si l'armée française veut la suivre, elle court à sa perte. Par conséquent, la persistance de l'armée française sur la rive droite ne devait pas arrêter le mouvement des Allemands, qui dès lors pouvaient porter sur la rive gauche le gros

de la IIe armée, soit les cinq corps : IIIe, IXe, Xe, Garde et IVe, et les faire suivre par le reste, sauf à appeler sur Metz la partie principale de la IIIe armée, soit les corps bavarois, les Wurtembergeois et le Ve corps prussien, c'est-à-dire environ 100,000 hommes ; par suite, si l'armée française restait attachée à Metz, le blocus était inévitable à bref délai.

Il résulte de cette discussion que le maintien de l'armée française sur la rive droite, dans une attitude défensive, était presque aussi dangereux que l'offensive ; il y avait seulement cette différence que l'offensive prolongée était toujours dangereuse, le 10 aussi bien que le 12 ou le 13, tandis que l'attitude défensive ne pouvait le devenir qu'au moment où les Allemands prendraient pied sur la Moselle, entre Metz et Pont-à-Mousson.

Cependant, pour quelques-uns des chefs de l'armée française, tant pour maintenir le moral de l'armée que pour garder encore quelque prestige vis-à-vis de la nation, il ne fallait pas abandonner la Lorraine sans livrer bataille. Nous pensons comme eux qu'il convenait à la situation de rechercher toutes les occasions d'une rencontre avantageuse ; mais comme jusqu'à présent il ne s'en était présenté aucune, et qu'on pouvait craindre, au contraire, en engageant une bataille, de trouver un désastre, il valait encore mieux céder le terrain sans combattre que de se faire détruire.

Il faut d'ailleurs remarquer que ces deux desiderata consistant, l'un à assurer ses communications avec l'intérieur de la France, l'autre à livrer bataille, n'étaient ni contradictoires ni inconciliables ; mais, en s'efforçant de les concilier, on aurait vite compris, avec un peu de réflexion et de logique, que la première condition à réaliser pour y réussir était de se rapprocher de la Meuse.

En repassant la Moselle, on ne renonçait pas nécessairement à la lutte, il fallait au contraire s'y préparer, comprenant bien que, si l'ennemi commettait quelque impru-

dence, on serait beaucoup mieux en mesure, tout en prenant ses sûretés, de lui infliger un gros échec sur la rive gauche que sur la rive droite. Dès le 12, il convenait donc de commencer le passage de la Moselle et de se préparer à continuer le jour suivant. L'existence de la place de Metz permettait d'exécuter le mouvement sans se presser, ayant les forces bien liées ensemble et se tenant toujours prêtes à la bataille si l'ennemi venait l'offrir en essayant d'arrêter notre marche. Et si l'occasion ne se présentait pas de suite de combattre avec avantage, on continuerait la retraite en se réservant de reprendre l'offensive plus tard avec le concours des forces qui se réunissaient au camp de Châlons. Quant au moment précis du départ du gros de l'armée, il dépendait de ce que feraient les Allemands. Tant qu'on ne les saurait pas en mesure de traverser eux-mêmes la Moselle, on pouvait rester en avant de Metz et même y trouver l'occasion de frapper quelque bon coup avant de déguerpir.

C'était donc ce mouvement qu'il fallait connaître en temps utile, et pour cela il importait de faire observer les passages de la rivière.

Pour répondre à toutes les exigences de la situation, il convenait de prendre à proximité de Metz une position d'attente permettant d'observer les mouvements des Allemands et d'être en mesure de se dérober à leur étreinte dès qu'ils seraient menaçants. Dans cet ordre d'idées, la première question à résoudre en se préparant à s'éloigner de Metz était de fixer l'effectif de la garnison que l'on allait y laisser. La division Lafont de Villiers (du 6e corps) était déjà affectée à la place; l'Empereur devait la remplacer le jour même (12) par la division Laveaucoupet (du 2e corps). Il est hors de doute qu'en raison de l'imperfection des ouvrages de la place, une seule division était insuffisante; il en aurait fallu au moins deux. Le mieux était d'y laisser un corps d'armée, et de préférence le 2e,

que la bataille de Forbach avait sensiblement affaibli, et dont le chef, officier du génie, était plus apte à diriger la défense d'une grande place forte qu'à commander un corps d'armée en rase campagne.

Ensuite, il convenait d'arrêter le mouvement du 6e corps sur Metz. On savait que ce mouvement avait déjà rencontré de sérieuses difficultés entre Frouard et Pont-à-Mousson, et l'on pouvait prévoir que ces difficultés allaient s'accroître.

D'ailleurs, si l'on voulait aller sur Verdun, il était naturel d'y réunir tous les éléments arriérés du 6e corps, où l'armée les rallierait en arrivant sur la Meuse. Dans le fait, trois divisions étaient à Metz, l'une (la 4e) sans artillerie. Il convenait de prescrire à la 2e de débarquer à Commercy et d'aller ensuite sur Verdun en attirant également sur cette place la cavalerie et l'artillerie de réserve. Une fois ces mesures arrêtées au sujet des corps 2e et 6e, les dispositions à prendre étaient les suivantes :

Sur la rive droite, les corps 3e, 4e et Garde, sous le maréchal Bazaine, mais en réduisant le 3e corps à trois divisions, la quatrième étant destinée à former un 8e corps avec la 4e du 6e; à Metz même, le 2e corps pour y rester après le départ de l'armée, ce qui ne l'empêchait pas de lui prêter son concours tant qu'elle opérerait dans son voisinage. Dans l'attente, il aurait eu pour mission spéciale d'observer la Moselle en amont et en aval de la place avec deux divisions sur la rive droite, et une sur la rive gauche vers Woippy. Enfin, pour observer les passages de la Moselle jusqu'au delà de Pont-à-Mousson, au lieu de se contenter d'utiliser la brigade Margueritte, on aurait établi entre Metz et le Rupt-de-Mad le 6e corps avec la brigade Lapasset et les divisions de Forton et du Barail. En même temps, la 4e division du 3e corps pouvait être portée à Gravelotte. Dans cette situation, dès que l'ennemi se montrait en forces entre Metz et Frouard, l'armée pas-

sait sur la rive gauche de la Moselle pour marcher sur la Meuse; ses premiers mouvements se faisaient sous la protection du 6e corps et de la cavalerie. Telles étaient suivant nous, les dispositions que comportait la situation, au moins à partir du 12, car, sans avoir pris toutes les précautions utiles, on en savait assez pour penser que, s'il n'y avait pas encore urgence à se retirer, il fallait au moins s'y préparer en prenant toutes ses dispositions pour exécuter le mouvement dès qu'il deviendrait nécessaire.

On peut même dire que, dans les conditions où l'on se trouvait, le mieux était de se mettre de suite en route, car, s'il n'était pas impossible d'obtenir quelque succès sur la rive droite, on n'était cependant pas certain d'en trouver l'occasion et, d'autre part si elle se présentait, comme il n'était pas permis de se porter loin de la place, on ne pouvait jamais espérer que des avantages fort limités. On n'aurait donc pas perdu grand'chose en partant un peu plus tôt qu'il n'était nécessaire, et l'on aurait atteint plus sûrement et plus rapidement le but que l'on devait viser; car ce qu'il fallait comprendre, c'est que, pour nourrir l'espoir de résister à l'invasion qui se montrait formidable, il fallait avant tout éviter l'isolement de la meilleure armée de la France et la ramener au cœur du pays pour combiner ses opérations avec les nouvelles formations que l'on était en train d'organiser. A bref délai, on pouvait compter sur l'entrée en ligne d'une partie de ces nouvelles forces, et, pour faciliter le mouvement de retraite de l'armée, il convenait de faire appel à une partie des troupes qui ont formé l'armée de Châlons.

A la date du 12, le 1er corps était de Haroué à Colombey, le 5e de Charmes à Mirecourt. Par suite des mauvaises dispositions qui avaient été prises, on ne pouvait plus rien attendre du 1er avant huit jours; il n'y avait plus qu'à le laisser filer sur le camp de Châlons; mais il n'en était pas de même du 5e corps.

Des positions qu'il occupait le 12, on pouvait l'attirer par Colombey et Vaucouleurs sur Commercy, où il pouvait arriver le 15.

Si l'on tenait à l'éloigner encore d'avantage de l'ennemi, on pouvait l'attirer sur Verdun ou même sur l'Argonne, partie par voie ferrée, partie par voie de terre. La division L'Abadie prenant l'avance pouvait se trouver le soir du 13 à Neufchâteau et être transportée par Chaumont et Châlons sur Verdun, où elle serait arrivée le 14 ou au plus tard le 15.

Le gros du corps d'armée eût été dirigé de Neufchâteau par Bar-le-Duc sur Sainte-Menehould, où il aurait pu arriver dans la matinée du 18.

Enfin, on pouvait faire état du 7e corps ; mais, au lieu de l'attirer à soi, on avait eu la malheureuse idée d'envoyer sur Belfort la 3e division de Lyon pour y rejoindre la 2e. Le mouvement, commencé le 12, devait se terminer le 13. N'importe dans quelle hypothèse, on peut affirmer que ce mouvement était faux, car les 20,000 hommes réunis ainsi au sud des Vosges ne pouvaient rien faire d'utile à la défense ; c'était une grave erreur qu'il importait de réparer au plus vite. Il y avait donc, en songeant à quitter Metz avec la fraction principale de l'armée, un ensemble de dispositions à prendre de manière à faire concourir toutes les forces disponibles de la France à la défense du territoire.

Une fois ces dispositions générales prises, on pouvait se préparer à partir avec le gros de l'armée. Si l'on avait pris la position d'attente que nous avons indiquée plus haut, on aurait pu réunir très rapidement l'armée sur la rive gauche ; la Garde, partant la première et marchant en deux colonnes, pouvait en une matinée appuyer le 6e corps. Les corps 3 et 4 partant à sa suite pouvaient, l'après-midi, atteindre Gravelotte, Vernéville et Amanvillers. En un jour, l'armée pouvait être réunie sur les pla-

teaux de la rive gauche et, deux jours plus tard, atteindre la Meuse aux environs de Verdun.

Dans la situation réelle de l'armée, le mouvement, quoique moins facile, ne présentait cependant aucune grosse difficulté. Nous avons montré dans une autre étude[1] comment, en commençant le mouvement dans la matinée du 13, on pouvait le jour même occuper le Rupt de Mad et, le jour suivant, s'emparer de la route de Pont-à-Mousson à Verdun par Thiaucourt avec le 6e corps et la cavalerie. C'eût été le meilleur moyen de faciliter la marche, tout en surveillant de près les mouvements de l'ennemi.

Mais ces mesures n'étaient pas les seules capables d'assurer la retraite de l'armée française; car le 13, elle avait encore une grande avance et l'ennemi n'était nullement à craindre, même le lendemain, sur la rive gauche de la Moselle.

Sans chercher à s'établir sur le Rupt de Mad, on pouvait prescrire au maréchal Canrobert d'ouvrir la marche le 13 au matin, en portant, les trois divisions qu'il avait avec lui sur le plateau de Gravelotte[2] avec les divisions du Barail et de Forton, ainsi que la réserve de l'artillerie du général Canu. On pouvait de plus lui adjoindre la brigade Lapasset. Avec ces forces, il était en mesure de surveiller tous les débouchés de la Moselle en poussant ses reconnaissances jusqu'au delà du Rupt de Mad.

Le 13 au soir la situation eût été la suivante : la division Lafont de Villiers avec un régiment de chasseurs d'Afrique (le 2e) à Rezonville, la brigade Margueritte à Gorze où l'on aurait arrêté le régiment revenant de Pont-

[1] *Comment quitter Metz en* 1870.

[2] Bien entendu, nous ne supposerons plus la position d'attente indiquée plus haut, ni la formation d'un 8e corps; nous admettrons que le 6e corps est tel qu'il était le 12 au soir.

à-Mousson ; Tixier, avec un régiment de dragons (de la division de Forton), de Gravelotte à Ars ; Levassor-Sorval avec un autre régiment de dragons à Amanvillers pour surveiller les débouchés de l'Orne ; enfin Lapasset avec les cuirassiers de Forton, à Gravelotte, où le maréchal Canrobert aurait établi son quartier général.

Pendant que ces mouvements s'exécutaient, le gros de l'armée pouvait rester sur la rive droite prêt à tomber sur l'ennemi s'il commettait quelque imprudence, et avec la résolution d'en profiter sans hésitation, de manière à rendre aux troupes le sentiment de leur valeur, mais en évitant de se laisser entraîner loin de la place.

Dans le fait, on n'aurait pas été attaqué dans la journée ; on aurait su seulement que l'ennemi se montrait en force sur la haute Moselle et spécialement à Pont-à-Mousson.

Il convenait d'accentuer le mouvement de retraite en faisant passer l'après-midi sur la rive gauche la Garde, qui se serait établie au Ban-Saint-Martin, et une division du 4e corps qui se serait portée sur Woippy.

On aurait même pu porter la division de cavalerie de la Garde jusqu'à Gravelotte. Tous les parcs auraient également traversé la Moselle, pour s'établir au Ban Saint-Martin.

Pour le jour suivant, le maréchal Canrobert aurait eu l'ordre de se porter jusqu'à Mars-la-Tour avec le gros de ses forces, pour s'établir au sud-est de cette localité de Tronville à Puxieux, tandis que la brigade Margueritte marchait de Gorze sur Chambley ; une colonne intermédiaire, comprenant le 2e chasseurs d'Afrique, les cuirassiers de Forton et la brigade Lapasset, suivait le chemin de Rezonville à Chambley jusqu'au signal de la Vierge, se tenant prête à soutenir au besoin le général Margueritte ; la Garde suivait en deux colonnes, marchant l'une par la grand'route, l'autre par le col de Lessy, pour venir s'établir vers Vionville et Saint-Marcel.

En outre, les 3e et 4e corps passaient sur la rive gauche; le 4e corps allait à Amanvillers et Vernéville, poussant sa 1re division jusqu'à Doncourt ; le gros du 3e venait s'établir à Gravelotte, Rezonville et Vernéville, tandis que la 4e division marchant sur les traces du 4e corps, s'arrêtait à Woippy pour surveiller la basse Moselle.

Le 2e corps était réparti autour de la place, tenant encore le gros sur la rive droite.

Dans ces conditions, le 6e corps seul pouvait être attaqué. Si l'ennemi se montrait en force vers Chambley, la brigade Margueritte et la colonne intermédiaire se retiraient sur Tronville ; elles pouvaient être soutenues non seulement de tout le 6e corps, mais de la Garde ; le maréchal Canrobert disposait de 60,000 hommes.

En réalité, on n'aurait trouvé aucune résistance sur la route de Verdun, car, le 14, le gros des forces allemandes se trouvait encore sur la rive droite de la Moselle. En exécution de l'ordre de M. de Moltke, en date du 12, deux corps de la Ire armée allemande s'étaient portés, le 13, de la Nied allemande à la Nied française, qu'ils vinrent occuper de Landonvillers à Pange, tandis que le troisième se tenait en seconde ligne de Varize à Bionville; les 1re et 3e divisions de cavalerie étaient aux ailes. En même temps, la IIe armée avait continué son mouvement vers la Moselle; le IIIe corps venait à Bechy et Buchy, le IXe à Herny, le Xe à Delme, poussant seulement une division au delà de la Seille jusqu'à Pont-à-Mousson, à la suite de la 5e division de cavalerie. A gauche, la Garde arrive à Lemoncourt, poussant sa division de dragons jusqu'à Dieulouard, où elle détruit la voie ferrée et arrête les trains qui amènent la division Bisson; le IVe corps atteint Château-Salins; en arrière, le XIIe est à Thicourt, et le IIe termine seulement son débarquement à Saint-Avold.

Pour le 14, la Ire armée doit garder ses positions de la veille en se tenant prête à soutenir éventuellement la

IIe, car on sait au grand quartier général allemand que le gros des forces françaises est encore sur la rive droite, et l'on ne regarde pas son offensive comme impossible. Les IIIe et IXe corps doivent marcher lentement vers la Moselle, de manière à pouvoir donner leur appui à la Ire armée ou à recevoir le sien. Mais au centre, tout le Xe corps doit se réunir à Pont-à-Mousson, et la Garde a une division à Dieulouard, tandis que la 5e division de cavalerie atteint Thiaucourt.

A la gauche, le IVe corps se porte sur Armaucourt-sur-Seille; en arrière, le XIIe corps vient à Solgne, le IIe à Faulquemont. On peut bien admettre que si, le 13, le gros des forces françaises avait passé sur la rive gauche, la IIe armée aurait accéléré son mouvement vers la Moselle ; le IIIe corps avec la 6e division de cavalerie pouvaient l'atteindre le 14 en même temps que le Xe. Quant à la IIIe armée, elle était encore en arrière; ses corps de tête atteignent le 13 Dieuze et Maizières, le 14 Marsal et Lunéville. La 4e division de cavalerie les précédait[1]. Son avant-garde entrait en communication à Château-Salins avec l'aile gauche de la IIe armée et investissait Marsal. Le commandant de la place refusait d'abord de capituler, mais il y consentait le lendemain à l'arrivée du IIe corps bavarois.

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que, si l'armée française s'était mise en mouvement le 13 pour repasser la Moselle et qu'elle eût continué le 14 dans les conditions que nous avons exposées plus haut, elle n'avait rien à redouter des entreprises des armées allemandes. Elle ne pouvait entrer en contact qu'avec la 5e division de cavalerie qui, de Thiaucourt, avait l'ordre de pousser des reconnaissances vers le Nord, mais qui, d'ailleurs, se montrait peu entreprenante. Il eût été avantageux de la

---

[1] G. D. M. 390.

rechercher et de la combattre en réunissant contre elle du Barail et de Forton et la cavalerie de la Garde. On ne devait perdre aucune occasion de s'engager avec l'ennemi, et il n'était pas impossible d'en trouver de favorable. Il était d'ailleurs nécessaire, pour prendre les meilleures dispositions de marche les jours suivants, de savoir ce qu'il y avait derrière les escadrons allemands. On aurait vu que le 14 il n'y avait pas encore d'infanterie allemande à Thiaucourt. Mais en même temps, on aurait sans doute appris que, depuis la veille, il y en avait à Pont-à-Mousson et, par suite, que l'on devait s'attendre à voir bientôt déboucher des forces considérables sur la rive gauche. Le soir, l'armée française, sauf le 2e corps, eût été répartie entre Mars-la-Tour, Gravelotte et Amanvillers ; elle était en mesure de se concentrer rapidement en avant ou sur un des flancs.

Avec les renseignements que l'on avait reçus au grand quartier général français, du 10 au 12 août, on pouvait être conduit à envisager diverses hypothèses; car, non seulement on savait que le gros des forces allemandes s'avançait dans la direction de Pont-à-Mousson et de Nancy, mais, de plus, l'attention de l'état-major avait été appelée sur les mouvements possibles d'une nouvelle armée rassemblée sur la basse Moselle et destinée à pénétrer en France par le Luxembourg.

En réalité, cette armée n'existait pas plus que les rassemblements signalés dans la Forêt-Noire, huit jours plus tôt, et l'on devait être bientôt fixé à ce sujet. Mais il n'était pas absolument déraisonnable de s'arrêter à l'idée que la Ire armée allemande essayerait de passer la Moselle entre Metz et Thionville, pendant que les deux autres marchaient par le sud de Metz, l'ensemble des forces allemandes cherchant à nous envelopper. C'était encore une crainte chimérique, au sujet de laquelle il eut été facile d'avoir des renseignements, mais, en la supposant justi-

fiée, il ne suffisait pas pour échapper au danger qui pouvait en résulter de s'engager dans la direction de Verdun en se protégeant sur ses flancs par quelques flanc-gardes; car ces détachements auraient été rapidement refoulés et l'armée enserrée dans une tenaille.

Dans de pareilles conjonctures, il n'y a qu'une marche à suivre : se jeter avec le gros de ses forces sur un des deux adversaires en essayant de contenir l'autre avec un corps détaché.

C'est ce que voulait faire Napoléon en octobre 1813 en allant de Dresde à Leipzig.

Il a commis la faute d'abandonner Blücher avant de l'avoir battu, mais, dans son principe, sa manière est la seule juste et la seule praticable; elle aurait réussi si, au lieu de revenir de Düben sur Leipzig, il avait poursuivi Blücher sur la Saale. Il n'y a pas d'autre procédé qui convienne à une semblable éventualité.

Reste à savoir, dans chaque cas, contre quel ennemi il faut prendre l'offensive. Or, dans la situation que nous supposons, en réfléchissant un peu, on n'aurait pas dû hésiter longtemps.

En effet, en se portant à gauche contre la IIe armée, on pouvait peut-être refouler son avant-garde, mais on aurait été rapidement arrêté par le gros de cette armée, qui, même au bout de deux jours, pouvait être soutenu par une partie de la IIIe. On devait être fixé à ce sujet, car il n'était question à l'état-major général que des armées des princes. Elles étaient chacune de plus de 150,000 hommes; sans connaître au juste leur organisation, on devait supposer qu'ensemble elles dépassaient l'effectif de 200,000 hommes. Or, pour contenir ou retarder la Ire armée, il aurait fallu laisser devant elle une quarantaine de mille hommes, il n'en restait pas beaucoup plus de 100,000 pour combattre les autres. L'offensive ainsi conduite eût été dérisoire, car on aurait été pris en arrière par la Ire armée qui ne pouvait être conte-

nue longtemps par 40,000 hommes. On ne pouvait qu'être amené à un désastre, auquel on n'aurait échappé qu'en se repliant sur Metz; or, c'était justement ce qu'il fallait éviter.

Il en était tout autrement si l'on se tournait avec le gros de l'armée contre la Ire armée allemande.

En se portant contre elle, avec environ 100,000 hommes, on eut été à peu près d'égale force, mais de plus en suivant la direction de Montmédy par Conflans et Spincourt, on pouvait attirer à soi une partie des troupes qui ont formé l'armée de Châlons.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, il faut tenir compte de ces dernières, si l'on veut bien juger les opérations qui pouvaient être conduites sur l'ensemble du théâtre des opérations.

Or, tout d'abord on pouvait compter sur les troupes attardés du 6e corps qui, réunies à Verdun, le 14, au nombre de 15,000 environ, auraient pu se trouver à Étain le 15. On pouvait encore les renforcer du gros de la division L'Abadie, du 5e corps, qui aurait pu être embarquée le 13 et ramenée par Chaumont et Châlons sur Verdun où elle serait arrivée au plus tard le 15. On aurait eu ainsi, sans compter ce qu'on aurait pu diriger sur Montmédy, un renfort d'une vingtaine de mille hommes combinant leur action avec les corps venant de Metz pour attaquer la Ire armée allemande, et leur intervention eut été d'autant plus décisive qu'elle aurait été inopinée.

On avait donc les moyens non seulement d'atteindre la Meuse, mais de battre la Ire armée allemande si elle essayait de s'y opposer, et pendant ce temps le corps laissé vis-à-vis de la IIe armée était en mesure de se retirer devant elle, en contenant son avant-garde.

Aussi les Allemands n'ont-ils jamais eu l'idée de combiner d'une pareille façon les mouvements de leurs armées; tout ce qu'ils pouvaient tenter entre Metz et Thionville était d'y pousser quelque cavalerie dans le but

de nous harceler et de retarder notre marche. Mais, réduit à ces proportions, le mouvement n'était nullement dangereux ; disposant de six divisions de cavalerie, on avait le moyen de se rendre compte de ce qui se passait entre Metz et Thionville, et l'on aurait reconnu rapidement que l'ennemi n'y avait aucune force sérieuse.

Dès lors en marchant vers la Meuse, on n'aurait eu à se préoccuper que de ce qui pouvait se passer sur le flanc gauche. Comme nous l'avons vu, en partant le 13 au matin, l'armée française pouvait être répartie le 14 entre Mars-la-Tour, Gravelotte et Amanvillers.

Le 15 elle pouvait continuer son mouvement tout en se tenant prête à combattre, si l'occasion se présentait.

Dans la matinée on laissait le 6e corps aux environs de Mars-la-Tour, tandis que la Garde, précédée de Lapasset, se portait sur Harville ; le 4e corps gagnait Jarny et Conflans, poussant sa cavalerie sur l'Orne jusqu'à Jeandelize ; le 3e corps marchait sur Mars-la-Tour et Bruville, sa 4e division sur Doncourt. Si l'on était attaqué par la gauche, on pouvait accepter la bataille ; le maréchal Canrobert jouait le rôle de Ney à Lutzen, la Garde faisant demi-tour l'appuyait à droite, tandis que le 3e corps se formait à gauche, et que le 4e servait de réserve. Après avoir reçu l'attaque de l'ennemi dans la matinée, on pouvait reprendre l'offensive l'après-midi avec 140,000 hommes et le refouler dans la direction de Thiaucourt.

Dans le fait, les Allemands ne pouvaient pas encore attaquer le 15, et, au lieu d'avoir à combattre, dès que le 3e corps serait arrivé à proximité de Mars-la-Tour, le 6e corps pouvait se remettre en marche de manière à gagner Sponville et s'emparer le lendemain de la route de Pont-à-Mousson à Verdun par Woël ; en même temps le 4e corps venait s'établir de Friauville à Conflans.

Le 16, on pouvait continuer le mouvement vers la Meuse, ou accepter la bataille, si l'ennemi venait à l'offrir ; on avait toute chance de la livrer dans des conditions

avantageuses, et dans tous les cas on n'avait plus rien à redouter, car à partir de ce moment on était à peu près maître de la ligne de retraite naturelle, d'autant plus que l'on pouvait au besoin avoir l'appui des troupes réunies à Verdun avec lesquelles on aurait pu entrer en relation le jour précédent.

Il est donc certain qu'en commençant le mouvement le 13, et en l'exécutant à peu près comme nous venons de l'indiquer, on était en mesure de se dérober à l'étreinte de l'ennemi.

Pour cela il aurait fallu prendre son parti le 12 ; au contraire, on laissait le 6e corps continuer sur Metz son mouvement par voie ferrée. Mais le chemin de fer fut de nouveau coupé le lendemain, avant que ce corps d'armée ait pu terminer son mouvement, et trois régiments de la 2e division avec deux batteries divisionnaires furent ramenées au camp de Châlons, où se trouvaient encore la cavalerie, l'artillerie de réserve et celle de la 4e division, dont l'infanterie était venue de Paris à Metz. D'autre part, on sait que de Failly s'est éloigné de plus en plus. On ne compte plus sur lui ; on admet qu'il ralliera le 1er corps au camp de Châlons. Il est visible que la concentration que l'on avait projetée n'est plus possible. Cependant l'Empereur ne pouvait se résoudre à prendre un parti.

L'état moral des troupes se ressentait de cette indécision. Remplies de confiance encore huit jours plus tôt, elles se rendent compte que le commandement n'existe pas. C'est surtout en France qu'il est vrai de dire que tant valent les chefs, tant valent les soldats. Cependant leur ardeur n'était pas encore éteinte, et elles devaient bientôt montrer que l'on pouvait compter sur elles ; l'idée de la retraite n'eût pas été suffisante pour les abattre, si on les eût conduites avec résolution et fermeté. Il eut été facile de leur faire comprendre qu'il importait d'abord de se soustraire à l'étreinte des Allemands, en allant au-devant des

nouvelles forces qui s'organisaient au centre de la France. Mais pour en obtenir tout ce qu'elles pouvaient donner, il fallait qu'elles sentissent à leur tête une volonté, et c'est malheureusement ce qui faisait défaut. Quoique convaincu au fond de la nécessité de la retraite, l'Empereur ne se sentait pas l'autorité suffisante pour imposer sa manière de voir, et le 12, quoique connaissant l'apparition des Allemands sur la Moselle, entre Metz et Frouard, il n'avait encore pris aucune disposition pour ramener l'armée française sur la rive gauche, prêtant encore l'oreille à ceux qui soutenaient qu'il y avait avantage à rester de l'autre côté.

C'est au milieu de ces tergiversations qu'on l'amena à abandonner le commandement de l'armée et à le remettre entre les mains du maréchal Bazaine.

Dès le lendemain de nos premières défaites, on avait émis l'avis, tant dans l'entourage de l'Empereur que dans celui de l'Impératrice, que le souverain devait renoncer au commandement de l'armée, que ses forces physiques ne lui permettaient pas d'exercer, et que d'ailleurs, si, comme on pouvait le craindre, la tournure des opérations ne se modifiait pas à notre avantage, il était préférable d'en laisser la responsabilité à d'autres qu'à l'Empereur, dont le prestige était fortement ébranlé.

Le 8, M. Piétri, dans une lettre à l'Impératrice, désignait déjà le maréchal Bazaine comme le plus capable de commander l'armée dont il avait la confiance.

En même temps le maréchal Le Bœuf, sous le poids de l'impopularité qu'il partageait avec le ministère dont il faisait partie, remettait le 9, à l'Empereur, sa démission des fonctions de major général. Mais Napoléon III avait bien du mal à se dessaisir du commandement de l'armée, et il ne voulait pas encore se séparer du maréchal Le Bœuf.

Ce n'est qu'après trois jours d'hésitations qu'il se décide à désigner le maréchal Bazaine pour commander l'armée du Rhin, en cédant aux sollicitations de tous ceux qui l'entourent. C'était également le vœu des hommes de l'opposition, disposés avant tout à adopter toutes les mesures tendant à diminuer les prérogatives du souverain, et qui se ralliaient d'autant plus volontiers au choix du maréchal Bazaine qu'on le disait peu sympathique au chef de l'État. Dans l'armée, c'était aussi celui qui aurait rallié la majorité des suffrages. Le maréchal Canrobert, quoique plus ancien de grade de dix ans, se déclarait prêt à se placer sous les ordres de son collègue. Sous la pression des uns et des autres, l'Empereur se résigna donc, dans l'après-midi du 12, à abandonner le commandement de l'armée. Il fit parvenir au maréchal Bazaine une lettre de service qui le nommait au commandement de l'armée du Rhin. En même temps, le maréchal Le Bœuf résiliait ses fonctions de major général, et l'Empereur désignait pour remplir les fonctions de chef d'état-major, et sans consulter le maréchal Bazaine, le général Jarras.

Le maréchal, après avoir reçu sa lettre de service, se rendit auprès de l'Empereur; il lui présenta quelques objections, tirées surtout de la plus grande ancienneté du maréchal Canrobert; mais ce dernier se joignit au souverain pour lui dire que c'était l'opinion publique, et aussi celle de l'armée, qui l'appelait au poste de général en chef. Devant cette insistance, le maréchal Bazaine crut devoir accepter.

Nous estimons que le parti que l'on prenait était déplorable, et non pas en raison de ce que l'on sait de la tournure qu'allaient prendre les opérations, mais parce que ce parti ne satisfaisait d'aucune manière aux conditions essentielles de l'organisation d'un bon commandement. Nous sommes d'avis que, à quelque point de vue que l'on se mette, quel que fût l'état physique et moral de l'Empereur, et quelles que pussent être les capacités du maréchal

Bazaine, le souverain n'aurait pas dû renoncer au commandement au moins nominal de l'armée. Avec son nom, qui au fond était son seul titre à l'héritage de Napoléon Ier, abandonner le commandement c'était perdre son prestige aussi bien vis-à-vis de la nation que vis-à-vis de l'armée, et nous croyons que ses partisans lui rendaient un bien mauvais service en lui conseillant de s'éloigner de l'armée; ceux-là seuls étaient dans leur rôle qui cherchaient à discréditer le régime impérial, et quelle que fût au fond la valeur de leurs griefs contre ce régime, nous pensons que ce n'était pas le moment de les faire valoir.

Au point de vue de la direction des opérations, l'éloignement de l'Empereur ne pouvait avoir que des inconvénients. Il est vrai qu'il n'avait plus la vigueur de corps ni d'esprit nécessaire à l'exercice réel du commandement; mais, en confiant à un autre la direction effective des opérations, il aurait dû rester à l'armée pour le couvrir de son autorité; c'était une nécessité d'autant plus impérieuse que celui qu'il était amené à choisir était moins ancien de grade que deux autres maréchaux. Sans doute, le maréchal Canrobert offrait son concours loyalement, et l'on ne pouvait douter de sa sincérité; il n'en est pas moins vrai que la situation du maréchal Bazaine vis-à-vis d'un ancien chef était fausse. Il en était de même du maréchal de Mac-Mahon qui, tout en se déclarant prêt à servir sous les ordres du nouveau chef de l'armée, ne devait pas se trouver sous ses ordres sans quelque répugnance.

Pour bien juger de pareilles questions, il faut voir les hommes tels qu'ils sont et non pas comme on voudrait qu'ils fussent, et il suffit de se rappeler les événements de la guerre d'Espagne pour apercevoir les inconvénients qu'il y a à vouloir faire agir ensemble plusieurs maréchaux, soit qu'on les accole l'un à l'autre avec des droits égaux, soit qu'on les subordonne les uns aux autres; car

on sait, par exemple, que Masséna, malgré son glorieux passé que rappelaient les noms de Zurich et de Gênes, ne put obtenir le concours de Soult, pas plus que l'obéissance de Ney. Ce n'est pas seulement sous l'Empire que les maréchaux ne pouvaient s'entendre lorsqu'ils étaient accolés les uns aux autres. On peut se rappeler que sous Louis XIV, malgré la gloire et le génie de Turenne, certains maréchaux, et des plus médiocres, se trouvaient froissés d'être placés sous ses ordres. Nous prétendons donc que, même en admettant que le maréchal Bazaine fût unanimement reconnu comme le plus capable d'imprimer une direction juste aux opérations, l'Empereur devait se garder de lui abandonner le commandement de l'armée ; il devait seulement le prendre pour major général, en conservant pour lui le commandement nominal.

Ce que nous soutenons, c'est que le commandement de l'armée française devait rester organisé comme celui de l'armée prussienne. Or ce qui faisait la force du commandement chez nos adversaires, c'était la réunion du roi et de M. de Moltke. Tout le monde savait que c'était ce dernier qui avait l'initiative des opérations, mais croit-on que s'il n'avait pas été couvert par l'autorité du souverain, il aurait obtenu avec la même facilité l'exécution de ses ordres, tant de la part des princes de la famille royale que du général Steinmetz, naturellement porté à agir à sa guise et à présenter des objections à ses supérieurs? L'intervention du roi suffisait, au contraire, à briser toutes les résistances et même à les empêcher de naître.

Il en était de même dans l'armée française, et il n'était pas suffisant de décréter que Bazaine était le chef de l'armée pour lui assurer le concours absolu et dévoué de tous ceux qui allaient être sous ses ordres. Pour la plupart d'entre eux, des ordres émanant de lui seul ne devaient pas avoir la même valeur que s'ils avaient débuté par cette phrase : « L'Empereur ordonne..., etc. ».

En outre, nous croyons qu'il eût été désirable qu'au

lieu que le chef suprême donnât directement des ordres à tous les corps d'armée, on constituât plusieurs groupes commandés respectivement par les maréchaux. On était entré dans cette voie le 9 août, en donnant au maréchal Bazaine le commandement supérieur des corps 2e, 3e et 4e, avec un état-major spécial complet, et il fallait y persister si l'on conservait le maréchal Le Bœuf comme major général. Affectant à Metz tout le 2e corps, il convenait de laisser au maréchal Bazaine les corps 3e et 4e, en réduisant le 3e à trois divisions; en même temps on aurait dédoublé le 6e corps, en faisant un nouveau avec la 4e division et la 4e du 3e corps ; le maréchal Canrobert aurait eu le commandement des corps 6e et 8e ; la Garde restait en principe sous les ordres directs de l'Empereur ; dans ces conditions, le maréchal de Mac-Mahon aurait eu le commandement des corps 1er, 5e et 7e. On aurait formé en outre un 9e corps avec la division du Midi et l'infanterie de marine, et ce corps aurait pu être donné au maréchal Canrobert avec les corps 6e et 8e ; le 8e et le 9e auraient plus tard été portés à trois divisions comme les autres. L'Empereur aurait eu ainsi sous ses ordres trois groupes[1] commandés respectivement par les maréchaux Canrobert, Mac-Mahon et Bazaine, et, si le maréchal Le Bœuf était jugé trop en discrédit pour lui laisser les fonctions de major général, on pouvait le faire permuter avec un des autres, par exemple, avec le maréchal Bazaine, en lui donnant le commandement de ce dernier. Une pareille organisation convenait d'autant mieux à la situation que, en laissant à l'Empereur le commandement nominal, elle lui en facilitait singulièrement l'exercice, car au lieu d'avoir huit ou

[1] Nous admettons d'ailleurs que la composition de ces groupes aurait pu varier suivant les circonstances, condition essentielle pour donner aux mouvements de l'armée toute la souplesse désirable.

neuf fils dans la main, il n'en aurait plus que trois, et les maréchaux, déchargés de tous les détails concernant les mouvements intérieurs des corps d'armée, pouvaient collaborer à l'élaboration des dispositions à suivre dans l'ensemble.

Telle est, suivant nous, la seule solution rationnelle qui s'imposait au lendemain de nos premières défaites. Il y avait certainement quelque chose à changer, mais le changement dans la direction supérieure devait se réduire à la création de subdivisions d'armée et au renvoi du maréchal Le Bœuf, visiblement discrédité, et à son remplacement par le maréchal Bazaine, puisque le vœu général des militaires et des hommes politiques semblait le désigner comme le plus capable. En fait, avec ces dispositions, l'Empereur et le nouveau major général auraient exercé de concert le commandement de l'armée, ce qui ne pouvait se faire qu'après une entente loyale et cordiale, et pour assurer la transmission des ordres, le maréchal aurait pu s'adjoindre un homme de son choix, appartenant au corps d'état-major, tel, par exemple, que le général de Cissey. Il n'en aurait peut-être pas fallu davantage pour que les opérations prissent une autre tournure. D'abord l'Empereur, conservant le commandement, aurait imposé ses vues sur la ligne générale de conduite à suivre. Il est certain que le 12 août, après bien des hésitations, il avait enfin acquis la conviction qu'il n'y avait de salut pour l'armée que dans son éloignement de Metz ; or, à notre avis, un pareil mouvement était bien en effet la première condition à réaliser pour échapper à l'ennemi. Si l'Empereur en avait donné l'ordre formel le 12, et qu'on se fût mis à l'œuvre dès le lendemain, le mouvement se serait exécuté sans difficulté. Il en fut tout autrement. Il est hors de doute que cette question capitale fut agitée entre l'Empereur et le maréchal Bazaine, lorsque ce dernier alla conférer avec lui.

On ne connaît pas les détails de leur entretien; nous sommes toutefois porté à croire que la nécessité de se porter de la Moselle sur la Meuse fut mise en évidence par l'Empereur, que le maréchal Bazaine n'y fit aucune objection de principe, mais qu'il restait maître de choisir son moment pour l'exécuter. Or cette restriction était des plus regrettables : elle devait amener de grosses difficultés que l'on ne saurait pas surmonter.

Sans doute, on ne peut pas dire qu'avec l'organisation qui fut adoptée, le commandement fut impraticable, en principe, et d'une manière absolue. Mais on ne pouvait en attendre quelque bon résultat qu'à la condition que l'homme qui allait remplacer l'Empereur fut tout à fait supérieur par l'intelligence et par le caractère, qu'il ait des vues justes et une volonté inflexible pour les faire prévaloir. Or ce n'était assurément pas le cas du maréchal Bazaine.

Au point de vue de la direction à donner aux opérations, il n'avait pas contesté devant l'Empereur la nécessité de s'éloigner de Metz, mais au fond il n'était pas convaincu que ce fût absolument nécessaire et, quelles que fussent ses vues, il manquait de l'énergie indispensable pour exiger de ses subordonnés l'exécution de ses ordres, toujours prêt à écouter leurs objections et à s'y rendre, alors même qu'elles n'étaient pas justifiées.

Avant de résilier le commandement, l'Empereur aurait dû au moins résoudre la crise que l'on traversait, et puisqu'il jugeait nécessaire de s'éloigner de Metz, il aurait dû n'abandonner le maréchal Bazaine à lui-même qu'après avoir mis résolument l'armée dans la voie qu'elle devait suivre.

Ce qui devait accroître encore les difficultés que le nouveau chef de l'armée aurait à surmonter, c'est qu'il n'avait pas l'état-major dans la main. L'Empereur avait eu le grand tort de lui désigner un chef d'état-major général sans le consulter, et le maréchal avait eu le tort

aussi grave d'accepter sans observations un chef d'état-major qui ne lui convenait pas.

Si le commandement d'une armée impose de grandes obligations à celui qui l'exerce, elle lui donne en même temps des droits très étendus. Le droit de conduire les opérations d'après ses vues propres, est le plus essentiel; celui de choisir son chef d'état-major général ne peut pas non plus être discuté. Le général en chef et son chef d'état-major ont des fonctions distinctes ; l'un conçoit et dirige, l'autre assure l'exécution ; mais ces fonctions sont tellement liées l'une à l'autre qu'il faut, entre les deux hommes appelés à les exercer, une collaboration de tous les instants et une confiance mutuelle qui ne se démente jamais.

Au contraire, le maréchal Bazaine et le général Jarras n'étaient pas faits pour s'entendre.

Il n'y avait entre eux aucune sympathie ; par ses procédés, le général en chef devait se montrer dédaigneux et blessant vis-à-vis de l'homme qui devait être son bras droit, et, devant le parti-pris visible de son chef, le chef d'état-major devait s'abstenir de l'initiative qui eût été nécessaire pour rectifier et rendre exécutables certaines dispositions. Dès le premier jour, ces tendances fâcheuses allaient se montrer avec évidence. Dès que le général Jarras fut avisé par le maréchal Le Bœuf que l'Empereur le désignait pour remplir les fonctions de chef d'état-major général auprès du maréchal Bazaine, il écrivit à ce dernier pour lui demander ses ordres, en lui faisant observer qu'il y aurait peut-être avantage à ce que le nouveau général en chef se tint de sa personne à Metz, où se trouvaient réunis tous les chefs de services ; il ajoutait que pour lui il se tenait prêt à exécuter ses instructions ainsi que tous les officiers de l'état-major général qui avaient ordre de le suivre[1].

---

[1] E. M. F., IX, D. A., 308.

Le maréchal avait d'ailleurs été averti par l'Empereur lui-même, et aussi par le maréchal Le Bœuf, qu'il devait prendre à son état-major les officiers qui auparavant étaient auprès de ce dernier.

Néanmoins le général en chef resta sur la rive droite de la Moselle avec le gros des troupes, ce qui peut parfaitement se justifier; mais, au lieu de se servir de l'état-major général qui était mis à sa disposition, il fit transmettre ses ordres par le général Manèque, qui, après avoir été chef d'état-major du 3e corps, était resté celui du maréchal Bazaine, depuis que le commandement spécial des corps 2e, 3e et 4e lui avait été attribué le 9 août.

Il est certain que la transmission du commandement présentait quelques difficultés, mais nous prétendons que le maréchal avait le droit et par suite le devoir de refuser un chef d'état-major qui ne lui convenait pas.

Comme il avait celui de refuser le commandement de l'armée, s'il ne se sentait pas la force de l'exercer, ou si on lui imposait des vues contraires aux siennes. Et puisqu'il n'a fait valoir aucun de ses droits, il doit supporter plus qu'aucun autre la responsabilité des fautes de toute nature que l'on allait commettre les journées suivantes.

Il ne résulte pas de ces observations que l'Empereur fut à l'abri de tout reproche.

Nous sommes d'avis qu'avant tout il devait faire ce qui dépendait de lui pour faciliter la tâche de celui qui allait le remplacer, et spécialement l'inviter à désigner lui-même son chef d'état-major. D'ailleurs l'abandon absolu du commandement était tellement contraire aux exigences de la situation qu'en réalité l'Empereur ne pouvait pas s'y résoudre d'une manière complète. Et nous sommes loin de lui en faire un reproche; nous pensons au contraire que, tout en se résignant à abandonner le commandement de l'armée, l'Empereur devait au moins continuer à lui imprimer une impulsion pendant la

période transitoire qui devait forcément durer plusieurs jours.

Il y avait là une nécessité de fait dont il n'était pas possible de s'affranchir

Aussi Napoléon III ne devait-il pas manquer d'intervenir. Comme nous l'avons dit, nous croyons que la retraite sur la Meuse était nettement arrêtée entre lui et le maréchal, et qu'il n'y avait d'indécision que sur le moment de l'exécuter; c'était au maréchal de le choisir, mais il ne paraissait pas pressé et, ne se doutant pas des difficultés que pouvait présenter le mouvement de l'armée au delà de la Moselle, il ne fit rien pour le surmonter.

Or il est certain que ces difficultés étaient réelles, non seulement parce que le mouvement de retraite n'avait pas été suffisamment préparé, mais aussi parce que parmi les chefs il y en avait encore qui trouvaient que c'était une mesure fâcheuse.

Dans de pareilles conditions il n'y avait aucune chance pour que la suite des opérations prît une tournure plus favorable à l'armée française.

RÉSUMÉ ET OBSERVATIONS

En résumant les considérations que nous venons de présenter, nous dirons d'abord qu'au lendemain des deux défaites du 6 août, la retraite de l'armée française était absolument nécessaire et que pour l'exécuter on pouvait choisir entre deux partis ; l'un consistait à orienter le mouvement rétrograde des forces françaises vers le Sud, en appuyant la droite aux Vosges, l'autre conduisait à se porter dans la direction de Paris, en commençant par rallier toutes les forces françaises sur la Moselle.

Chacun de ces partis avait ses avantages et ses inconvénients. Avec le premier la jonction de toutes les forces allemandes était rendue plus difficile, car la IIIe armée se trouvait de suite arrêtée à Saverne et à La Petite-Pierre, et il lui fallait remonter vers le Nord pour combiner ses opérations avec les deux autres ; d'autre part, l'armée française restait en communication avec l'Alsace et spécialement avec Strasbourg.

En outre, tout en se retirant vers le Sud, l'armée, tant qu'elle restait sur la Seille, était en communication avec Metz ; cette place pouvait jouer son rôle dans les opérations qui allaient se dérouler ; avec une bonne garnison elle suffisait à empêcher les Allemands de passer la Moselle en forces. En somme, avec la retraite vers le Sud, tous les moyens de résistance de la France entraient en jeu ; tandis que l'armée couvrait elle-même la direction principale qu'elle avait derrière elle, elle couvrait indirectement

d'une part l'Alsace à sa droite, d'autre part le pays compris entre la Moselle et la Meuse à sa gauche. Elle restait, au moins au début, en liaison avec les deux grandes places qui pouvaient rendre les plus grands services en gênant les mouvements des forces allemandes et facilitant ceux des corps français dans les retours offensifs.

Mais en même temps ce parti exigeait de la part des chefs de l'armée française de la décision, de la fermeté et beaucoup d'habileté dans l'exécution.

On n'était couvert par aucune ligne de défense continue; on avait seulement l'appui de quelques positions très fortes, et pour les utiliser il fallait beaucoup de vigilance, d'activité et de savoir-faire en manœuvrant dans les intervalles.

On conçoit bien qu'avec l'état d'esprit des chefs de l'armée française, on n'ait pas songé à ce parti et que, si on y avait pensé, on l'aurait rejeté; car vingt-quatre heures après la défaite il était déjà trop tard pour s'y arrêter et il fallait plus de temps à nos généraux pour reprendre leurs esprits.

Avec le second parti, on cédait de suite tout le pays compris entre les Vosges et la Moselle; par suite, rien ne s'opposait à la jonction rapide de toutes les forces allemandes. En outre, on abandonnait Strasbourg et l'Alsace; l'ennemi pouvait se répandre dans cette province et faire le siège de la place, dont les moyens de défense étaient fort limités. Mais en revanche on trouvait sur la Moselle une position très forte tout à fait favorable au ralliement des troupes françaises, qui pouvaient, en s'y réunissant, se reprendre et se remettre de l'ébranlement que les deux premières défaites n'avaient pas manqué de produire; on restait en liaison intime avec la grande place de Metz, et, tout en en tirant un précieux appui, on lui donnait le temps d'achever ses défenses avant de pouvoir être investie; de plus, après le rassemblement de l'armée, on pouvait en partant de cette position trouver

l'occasion d'heureux retours offensifs, et, s'ils ne réussissaient pas, on était encore dans d'excellentes conditions pour continuer la retraite; car après la Moselle, on trouvait les côtes de Meuse et l'Argonne. Si le second parti n'avait pas théoriquement tous les avantages du premier, il en offrait d'autres encore très appréciables, et nous croyons qu'il convenait parfaitement à l'état de l'armée française, et surtout aux dispositions d'esprit de leurs chefs, parce qu'il demandait moins d'habileté dans le détail de l'exécution, qu'il présentait plus de sécurité et qu'il n'exigeait pas, comme le premier, une très grande promptitude de résolution. On aurait eu en réalité deux ou trois jours pour se rendre compte de la situation exacte et pour arrêter les mesures nécessaires à la réunion de l'armée sur la Moselle. En prenant ce parti assez tôt, on pouvait arrêter la retraite du 1er corps et retrouver les moyens d'un brillant retour offensif au sud de Toul; à partir du 10, de pareils projets n'étaient plus réalisables, mais on pouvait encore réunir l'armée sur la Moselle et retarder l'invasion en profitant des avantages de cette ligne de défense.

Il y avait encore un troisième parti, intermédiaire entre les deux autres, et qui consistait à se porter vers le Sud-Ouest en choisissant pour axe du mouvement de retraite, la ligne Nancy—Neufchâteau—Chaumont.

Ce parti était à la rigueur acceptable, mais comme tous les moyens termes, il n'offrait aucune propriété saillante; comme le second, il conduisait à l'abandon des Vosges et laissait libre les forces allemandes de se joindre et de se répandre dans tout le pays entre le Rhin et la Moselle; mais de plus, en le prenant, l'armée, après avoir rompu toutes liaisons avec Strasbourg, perdait aussi rapidement l'appui de la grande place de Metz; car dès que le gros de l'armée française se tenait de Pont-à-Mousson à Bayon, elle pouvait être débordée par les deux ailes; par suite, au seul point de vue de la sécurité de l'armée, ce troi-

sième parti ne valait pas le second. De plus, en le prenant l'armée s'enlevait des facilités de manœuvres et de couverture nécessaires aux retours offensifs. Il ne convenait qu'au cas où l'on aurait voulu céder à l'ennemi toute la zone frontière sans présenter nulle part aucune résistance, et c'était, suivant nous, une considération suffisante pour le rejeter, car l'armée française n'était pas encore réduite à l'impuissance.

Cependant, c'est ce parti que recommande l'ouvrage publié par l'état-major français [1]. Pour l'appuyer, on fait remarquer qu'en raison de la disproportion numérique de nos forces, on ne pouvait espérer vaincre; que par suite, avant de livrer une bataille décisive, il fallait réorganiser l'armée en l'élargissant et que ce travail de réorganisation ne pouvait se faire que loin de la frontière. C'est avec surprise que nous avons rencontré cette appréciation dans cet ouvrage, alors que, dans les pages précédentes, on y signalait les prétendus avantages que présentait la position de la Nied, en avant de Thionville, pour arrêter l'invasion; car, si le 9 ou le 10 on pouvait y trouver le moyen de résister aux forces allemandes, on ne voit pas pourquoi, vingt-quatre heures plus tard, on aurait été obligé de fuir jusqu'à la Loire, en abandonnant sans combat toute la région comprise entre la frontière et Paris.

A notre avis, rien sans doute ne pouvait être pire que la position de la Nied, mais il ne s'ensuit pas que l'on dût reculer sans essayer au moins de ralentir l'invasion, et nous croyons avoir montré qu'on le pouvait sans se compromettre, à la condition de manœuvrer habilement en utilisant les propriétés défensives de la région qui avoisinait la frontière. Cela n'empêchait pas non plus de

[1] E. M. F., IX, 187.

se renforcer en incorporant peu à peu les nombreuses réserves disponibles à l'intérieur de la France.

D'une manière générale, nous croyons qu'il est préférable de renforcer les corps existants que d'en créer de nouveaux; tout au moins fallait-il, avant de constituer de nouvelles formations, porter les trois premiers bataillons de chaque régiment d'infanterie à 800 ou 900 hommes, en augmentant les autres armes dans une même proportion. Par ce seul procédé, on pouvait porter l'armée active à près de 400,000 hommes[1].

On pouvait procéder à cette incorporation tout en livrant de nombreux combats, car les opérations militaires se divisent toujours en actes et entr'actes, et, avec la résolution d'éviter une bataille générale, les divers corps auraient eu, chacun à leur tour, une période de repos relatif. Nous prétendons donc que l'on avait le moyen de faire face à l'invasion et qu'il le fallait pour tirer le meilleur parti possible des nombreuses ressources qui existaient à l'intérieur de la France. Nous ajouterons que si l'on se croyait obligé d'adopter une ligne de conduite opposée, la retraite qui conduisait l'ensemble des forces françaises sur la Loire était à la rigueur praticable, mais nous pensons que ce n'était pas la meilleure.

Dès que l'on se croyait incapable de résister à proximité de la frontière, nous croyons qu'une retraite divergente, non seulement ne présentait aucun inconvénient, mais qu'elle offrait de grands avantages qu'autrement on ne pouvait rencontrer; parce que, en se divisant soi-même, on invitait l'ennemi à faire de même.

Que l'on suppose, par exemple, l'armée de Metz se retirant par Verdun sur Châlons pour continuer par la vallée

[1] 315,000 hommes d'infanterie, 40,000 de cavalerie, 35,000 d'artillerie et génie, 10,000 de troupes auxiliaires.

de la Marne, tandis que la masse de droite (corps 1er, 5e, 7e) marchait par Chaumont et Bar-sur-Aube pour atteindre la Seine à Troyes ; il est probable que la première aurait été suivie par la IIe armée allemande renforcée d'une partie de la Ire, et la seconde par la IIIe armée. Or, après la division, on aurait eu, pour se réunir, des moyens que les Allemands ne possédaient pas, c'est-à-dire la disposition des voies ferrées qui, rayonnant de Paris soit vers Reims, soit vers Troyes et Dijon, permettaient de concentrer rapidement nos deux masses d'un côté ou de l'autre et de reprendre l'offensive contre une des armées ennemies. Dans ces conditions, malgré notre retraite divergente, c'était nous qui avions l'avantage des lignes intérieures, si l'on entend par là les moyens de communication les plus rapides[1]. Par exemple, en ne laissant que le 5e corps avec une nombreuse cavalerie devant la IIIe armée, on pouvait, en quelques jours, ramener les 1er et 7e corps sur Reims, et, en les réunissant à l'armée de Metz avec la division du Midi et l'infanterie de marine, constituer une masse de 250,000 hommes.

Avec cette masse, réunie en avant de Reims à la fin d'août, on pouvait obtenir un grand succès sur la IIe armée, si la IIIe armée eût été trompée ; mais il fallait prendre l'offensive aussitôt la concentration faite, de manière à ne pas laisser à l'adversaire le temps de se retourner.

On pouvait aussi exécuter l'opération contraire, en ne laissant devant la IIe armée que le 4e corps et de la cavalerie, et ramenant les corps 3e, 6e et Garde sur la haute Seine.

Nous croyons que cette manière d'opérer était la meil-

---

[1] J'ai déjà fait ressortir ces avantages il y a vingt-deux ans, dans la brochure intitulée : *Encore une maxime de Napoléon* (*Journal des Sciences militaires*, 1886).

leure, si, au milieu d'août, on avait voulu d'abord céder le terrain sans combattre. Mais, comme nous l'avons dit et répété, on n'était nullement réduit à cette extrémité, et nous croyons que l'on avait de suite les moyens de disputer aux Allemands le terrain pied à pied, en évitant toutefois de jamais jouer de partie décisive et en se contentant de succès partiels qui, s'ils avaient été plusieurs fois répétés, auraient produit le même résultat qu'une grande victoire. Et, comme la retraite vers la Loire ne se prêtait pas à des retours offensifs avantageux, nous croyons que cette disposition, que l'ouvrage de l'état-major regarde comme la meilleure, était au contraire la plus mauvaise.

Et en somme, ce que nous conclurons de toutes ces considérations, c'est qu'à la suite des défaites du 6 août, il n'y avait que deux bons partis : l'un consistant à se replier vers le Sud en s'appuyant d'abord aux Vosges, l'autre à se diriger sur Paris en commençant par défendre la Moselle. Leur caractère commun était non seulement de permettre de retarder l'invasion, mais de se prêter à un retour offensif immédiat, pour peu que l'adversaire commît quelque imprudence, et nous estimons qu'en raison de la situation matérielle et morale de l'armée française, c'était au second que l'on devait être naturellement conduit, d'autant plus qu'à partir du 8 août c'était le seul praticable.

Mais ce que nous voulons faire remarquer maintenant, c'est que les deux dispositions, dont nous avons étudié les conséquences possibles, reposaient sur une même idée générale, qui n'est au fond que l'application du principe fondamental de Jomini. Or nous estimons que ce principe, quoi qu'on en ait dit, doit servir de règle à toutes les combinaisons de la stratégie. Il consiste à porter successivement la masse principale des forces sur diverses fractions de l'armée ennemie. Quand on n'est

pas le plus fort, il faut être le plus agile : « La force d'une armée, dit Napoléon, est le produit de sa masse par sa vitesse. » « La victoire, dit-il encore, est aux armées qui manœuvrent ». C'est là une idée générale à laquelle le principe de Jomini ajoute quelque chose de plus précis; il indique une condition de la manœuvre dont il faut toujours tenir compte; mais il faut remarquer que, pour y arriver, Jomini n'a eu qu'à étudier les campagnes de Napoléon, qui, sans être le premier à l'avoir appliquée, s'en est visiblement inspiré dans la conduite de ses opérations militaires, notamment en 1796, en 1813 et en 1814, c'est-à-dire dans des circonstances où il avait devant lui un ennemi supérieur en nombre.

Or on doit observer que, si le principe est toujours vrai, c'est surtout au cas où l'on est inférieur dans l'ensemble qu'il faut l'appliquer. On peut même dire que dans ce cas il n'y a pas d'autre manière d'obtenir un succès.

Dans ces conditions, le but de toute manœuvre stratégique, en cours d'opération, doit être de modifier rapidement la répartition des forces, de manière à produire sur un point bien choisi une supériorité marquée, sauf à s'affaiblir sur les autres points ; dans l'application de cette idée générale l'art consiste dans le choix du point de concentration et dans les procédés d'exécution ; c'est alors que l'habileté des sous-ordres vient se joindre à celle du chef pour tromper l'ennemi, le contenir avec des forces inférieures sur les points secondaires, en utilisant toutes les propriétés défensives du terrain ; tout l'avantage est pour celui qui a pris l'initiative par cette seule raison qu'il sait ce qu'il veut, qu'en s'affaiblissant sur certains points il a pu prendre ses mesures pour se dérober, tandis que l'adversaire qui n'a rien prévu est obligé de recevoir une attaque dans des conditions désavantageuses et de subir tous les effets d'une surprise.

Mais on peut remarquer encore que celui qui veut exécuter une pareille manœuvre a besoin d'être maître des

lignes intérieures, afin que ses forces soient toujours bien liées ensemble et qu'il puisse les réunir en temps utile sur le point qui lui semble le plus convenable.

Or il ne faut pas confondre la liaison des forces avec leur concentration. Cette dernière n'est nécessaire que pour la bataille, mais la liaison doit toujours exister ; c'est la condition pour que la concentration puisse se faire sur le point voulu en temps opportun.

Ainsi en 1806, quand Napoléon débouche du Frankenwald dans la haute vallée de la Saale, ses forces ne sont pas concentrées, mais elles sont liées, et c'est ce qui lui permettait de se concentrer dans tous les sens. Il a été amené à exécuter sa concentration à gauche, mais il aurait pu tout aussi bien la faire en avant vers Leipzig, ou à droite dans la direction de Dresde. De même en 1870 si l'on avait exécuté, à l'ouverture des hostilités, le déploiement juste que nous avons indiqué précédemment[1], on aurait pu se concentrer rapidement soit à droite en Alsace, soit à gauche sur la moyenne Sarre.

La liaison des forces est donc une condition essentielle à réaliser, si l'on veut manœuvrer comme le demande Napoléon et en se laissant guider par le principe de Jomini. Nous dirons encore que ce n'est qu'à cette condition que l'ennemi, qui ne voit ce qui se passe qu'à la circonférence, pourra être trompé sur la répartition des forces, parce qu'on pourra la modifier sans qu'il s'en doute. Il est manifeste d'ailleurs qu'à cette condition de la liaison des forces, il faut joindre celle de la rapidité des mouvements, de manière que, quand l'ennemi est prévenu de la manœuvre, elle soit déjà terminée et qu'il n'ait plus le temps d'y parer[2].

---

[1] *Les Armées en présence. Déploiement stratégique.*

[2] J'ai montré dans mon livre sur les *Maximes de Napoléon* (pages 177 et suivantes) que la liaison des forces et la rapidité des mouvements constituent les caractères essentiels de la stratégie napoléonienne.

Dans le cas où à partir du 7 août 1870, on aurait exécuté la retraite vers le Sud, la condition tenant à la possession des lignes intérieures était remplie pour la manœuvre à exécuter en arrière de la Seille, dans le but de produire une concentration à l'ouest de Château-Salins. Quant à la rapidité de l'exécution, elle était facilitée par l'emploi des voies ferrées qui, d'une part par Épinal, d'autre part par Châlons, pouvaient amener 20,000 hommes en vingt-quatre heures sur Nancy et Frouard, sans compter ce qu'on pouvait porter sur Lunéville, de Saint-Dié et de Sarrebourg.

Il en était de même pour la concentration à laquelle on était conduit après avoir réuni l'armée sur la Moselle. On pouvait manœuvrer en arrière du front de l'armée en utilisant les voies ferrées qui aboutissent à Toul, à Neufchâteau et à Épinal.

Pour réussir dans de pareilles entreprises, il fallait un mouvement perpétuel auquel nos voies ferrés se prêtaient fort bien, non seulement pour le déplacement des troupes, mais aussi pour leur ravitaillement en vivres et en munitions.

Pour cela, il fallait utiliser la ligne de Vesoul à Châlons, par Langres et Chaumont, pour suivre parallèlement le mouvement des troupes avec des trains chargés des ravitaillements ; de cette ligne les trains pouvaient arriver, suivant les circonstances, à Épinal, à Neufchâteau, à Toul ou à Verdun, et donner aux troupes tout ce qui leur était nécessaire pour vivre ou pour combattre. On n'avait rien prévu à ce sujet, mais on aurait pu facilement et rapidement obtenir des résultats satisfaisants, si le commandement supérieur avait eu une vue claire des dispositions à prendre [1]. Et il faut bien remarquer que ce

[1] On doit reconnaître que pendant la période qui s'étend du 7 au 12 août, le service de l'artillerie a montré une initiative des plus louables

n'est que par des dispositions, semblables à celles que nous verrons d'exposer, que l'on pouvait arrêter l'invasion. Il fallait se laisser diriger par les mêmes idées que Napoléon en 1814, mais en utilisant tous les perfectionnements obtenus depuis cinquante ans en Europe pour le transport des troupes, et l'on doit reconnaître qu'en raison de l'emploi des chemins de fer bien compris, la guerre défensive en deçà de la frontière nous donnait à ce point de vue de réels avantages. Il est bien évident que, si nous avions voulu livrer une bataille générale dans une position, si bien choisie qu'elle fût, nous allions à une déroute, puisque l'ennemi avait deux fois plus de forces que nous ; il fallait donc procéder par retours offensifs, précédés de concentrations inopinées.

C'est par un pareil moyen que l'on aurait pu obtenir la victoire à Wœrth ; c'était encore celui qu'il convenait d'employer sur la Seille ou sur la Moselle. Il ne fallait pas se concentrer à l'avance sur les positions sur lesquelles on voulait livrer bataille, car l'ennemi aurait toujours trouvé le moyen de nous attaquer avec des forces supérieures ; mais il fallait se concentrer en arrière sous la couverture d'une forte arrière-garde ou d'une place forte ; à droite c'eut été le 1er corps reconstitué avec l'aide d'une partie du 5e et du 7e ; à gauche c'eut été la place de Metz, et, pour tirer parti de la concentration ainsi réalisée, il fallait prendre l'offensive rapidement afin de ne pas laisser à l'ennemi le temps de reconnaître la nouvelle répartition de nos forces.

Mais en prenant pour principe des opérations à entreprendre la nécessité d'exécuter des manœuvres rapides, il ne fallait pas négliger d'utiliser les positions avantageuses.

---

pour amener des munitions aux combattants ; mais la démoralisation était telle que l'on n'eut pas l'occasion de les utiliser.

La guerre de manœuvres et la guerre de positions ne sont pas opposées ; on doit reconnaître au contraire qu'elles se complètent. C'est en utilisant les positions avantageuses que l'on peut appliquer avec fruit le principe de l'économie des forces, qui consiste, après s'être résolu à une opération principale, à y consacrer le plus de forces possibles, en ne laissant sur les points secondaires que le strict nécessaire. Et c'est ainsi que le choix de fortes positions donne aux manœuvres toute la sécurité désirable, sans rien enlever à leur puissance offensive; soit pour couvrir la concentration, soit pour contenir l'ennemi sur d'autres points avec des forces inférieures, les positions à choisir n'étaient pas indifférentes ; par exemple celle d'Albestroff dans le cas de la retraite vers le Sud ou celles de la forêt de Haye et de Vaudemont dans le cas d'une bataille à Vézelize.

Et puis, une fois décidé à manœuvrer, il fallait déterminer le sens de la manœuvre. On ne peut pas donner de formules générales conduisant dans chaque cas automatiquement aux dispositions à prendre, mais on peut être porté à choisir la solution rationnelle par une analyse judicieuse des conditions dans lesquelles on se trouve. Jomini, en développant les conditions de l'application de son principe, a fait remarquer que le nombre des solutions entre lesquelles on peut choisir est toujours fort limité. Car une armée n'a jamais qu'un centre, une droite et une gauche; entre les trois partis possibles, on est amené souvent à la solution à choisir par l'élimination des autres.

Ainsi dans le cas de la retraite vers le Sud, il est manifeste que l'on ne pouvait reprendre l'offensive que par la gauche ; dans le cas de la retraite sur la Moselle, on pouvait songer à l'offensive par Metz ou, du côté opposé, par le sud de Toul. Avec un peu de réflexion on aurait été vite conduit à rejeter le premier parti et à adopter le second.

Mais dans les circonstances que nous avons supposées, pour tirer tout le parti possible d'une concentration sur une des ailes de l'armée, non seulement on était conduit rationnellement à déterminer la fraction de l'armée ennemie qu'il convenait d'attaquer, mais il faut remarquer de plus que la direction précise de l'attaque n'était pas indifférente. On peut dire qu'il ne fallait pas l'exécuter par le côté extérieur, parce que dans ces conditions, même réussissant, elle avait pour résultat de rejeter la fraction battue de l'ennemi sur les troupes voisines, et qu'il fallait tendre au contraire à l'en détacher. Ainsi dans le cas de la concentration sur la Seille, il ne fallait pas attaquer la Ire armée allemande en venant de Frouard ou de Nomény; l'offensive principale devait venir de Château-Salins et être prononcée dans la direction de Metz. Avec cette disposition on pouvait espérer détacher la Ire armée de la IIe et la mettre en déroute avant qu'elle pût être secourue. De même dans la concentration au sud de Toul, l'attaque principale ne devait pas être prononcée par l'extrême droite, mais par le centre, du côté de Vézelize, de manière à éloigner autant que possible la IIIe armée de la Meurthe d'où elle pouvait recevoir des renforts; ce qui n'eût pas empêché de combiner, avec l'attaque principale, une attaque secondaire à l'extrême droite exécutée principalement avec la cavalerie.

Mais nous ne prétendons pas que la condition que nous venons de mettre en relief soit une règle générale à suivre pour livrer une bataille. Elle convenait seulement aux circonstances dans lesquelles on se trouvait, et dont le caractère principal était une grande infériorité numérique dans l'ensemble. Dans ces circonstances, la manœuvre à exécuter devait tendre à isoler une fraction des forces ennemies, de manière à la combattre avec des forces supérieures et à la désorganiser avant qu'elle pût être secourue, sauf à se dérober dès que le secours arriverait.

Il en aurait été tout autrement, si, ayant dans l'ensemble l'égalité ou la supériorité des forces, on avait pu se croire capable de livrer avec avantage une bataille générale. Alors on aurait eu une plus grande liberté de manœuvres, et celle qu'il convenait d'exécuter n'était pas astreinte à la condition de séparer d'abord une fraction de l'armée ennemie du reste. Il y aurait bien eu toujours un point d'attaque principal, mais on avait plus de latitude pour le choisir. Notre infériorité nous donnait des difficultés que l'on n'aurait pas rencontrées autrement. Elle ne nous permettait pas d'adopter la manière de M. de Moltke consistant à rechercher la principale masse française et à l'attaquer; par le fait même que cette manière était bonne pour lui, elle était mauvaise pour nous. Mais il n'en résulte pas que toute résistance fût impossible; seulement pour la tenter avec succès à proximité de la frontière, il aurait fallu un savoir et une habileté qui faisaient absolument défaut parmi les chefs de l'armée française, et c'est ce qui les a empêché d'apercevoir tous les moyens dont on disposait pour arrêter l'invasion ou au moins la retarder. Le vice radical provenait de ce que l'on ne songeait qu'aux fortes positions, sans avoir l'idée des manœuvres possibles qui, seules, étaient capables de nous permettre des succès partiels, quoique nous fussions très inférieurs dans l'ensemble.

C'est encore d'après les mêmes idées qu'il aurait fallu se laisser diriger, si par une raison quelconque on était obligé d'abandonner la Moselle en exécutant soit une retraite directe sur Paris, soit une retraite latérale. D'abord il ne fallait reculer qu'en faisant souvent tête à l'ennemi; c'était d'autant plus aisé qu'en choisissant bien ses lignes de retraite, on avait des lignes de ravitaillement assurées, tandis que l'ennemi avançant sur notre frontière ne possédait rien de semblable.

On devait se dire ensuite que la première condition à

réaliser, après avoir cédé le terrain, pour qu'une riposte stratégique fut efficace, consistait à la faire reposer sur un changement de ligne d'opération.

En commençant par se retirer par le Sud-Ouest on devait revenir par le Nord sur Metz ; si, au contraire, on avait commencé par se retirer dans la direction de Paris, on aurait dû se proposer de revenir par le Sud. Et, comme nous l'avons déjà fait observer, si l'on avait été amené à exécuter une retraite divergente, on pouvait arriver à une concentration avantageuse par un changement de ligne d'opérations de l'une des fractions de l'armée. En s'inspirant des principes de Napoléon, on devait donc envisager des opérations qui n'auraient pas été possibles de son temps, mais que l'emploi des chemins de fer rendait très praticables.

Nous n'examinerons en détail aucune opération particulière, ce serait nous éloigner trop complètement de la réalité. Ce qui est certain, c'est que depuis l'ouverture des hostilités nous avions èu maintes occasions d'obtenir de vrais succès, notamment dans la journée du 6 août ; il devait bientôt s'en présenter de nouvelles dont on devait d'autant moins profiter que les premières défaites avaient produit dans l'esprit de nos chefs une véritable dépression morale, dont les hésitations qui caractérisent la période du 7 au 12 août sont déjà une preuve sensible.

Tandis que les opérations étaient conduites du côté des Français avec autant d'incohérence que de mollesse, la Direction des armées allemandes procédait au contraire de vues suivies et sages, tenant compte des difficultés réelles ou probables, et nous croyons que la plupart des reproches qui ont été adressés à leurs chefs ne sont pas motivés.

On reproche, par exemple, à M. de Moltke d'avoir attendu, pour remettre les Ire et IIe armées en mouvement

à la suite des batailles du 6 août[1], d'être renseigné par sa cavalerie sur la situation des forces françaises. Rien au contraire ne nous semble plus rationnel, et la comparaison que l'on fait à ce sujet avec les dispositions de Napoléon en 1806 nous paraît bien mal placée ; car, après Iéna, l'armée prussienne était complètement battue et incapable d'aucune résistance, il n'y avait qu'à poursuivre à outrance ; il n'en était pas de même après Wœrth et Forbach, où l'on n'avait eu affaire qu'à des fractions de l'armée française. Avant la bataille, Napoléon, en 1806, était resté plusieurs jours dans l'incertitude. Il est vrai que son dispositif préalable reposait sur la liaison de toutes ses forces et se prêtait à toutes les éventualités, et, pour cette raison, était bien supérieur à celui des Allemands en 1870. Mais en prenant les choses le 7 au matin, M. de Moltke ne pouvait rien faire de mieux que ce qu'il a prescrit. Il veut que la IIe armée se porte d'abord non vers la Moselle, mais vers le Sud, et c'était fort juste, car des forces françaises importantes pouvaient encore occuper les Vosges, de Sarre-Union à Saverne, et il fallait les en chasser pour assurer la jonction de la IIe armée avec la IIIe, tout en facilitant les progrès de cette dernière. Si l'on avait pris de notre côté les positions que nous avons indiquées, on aurait été ainsi conduit à une lutte acharnée qui, finalement, nous aurait sans doute obligé à céder le terrain, mais non pas sans avoir infligé de grosses pertes à l'adversaire. La IIIe armée était d'ailleurs fort en arrière ainsi que le gros de la IIe : il fallait que les corps les plus avancés marquassent le pas quelque temps pour attendre le reste. Il est vrai que la cavalerie allemande montrait peu d'activité et que les renseignements que M. de Moltke en reçut ne devaient pas suffire à l'éclairer. Mais s'il est juste de dire que

---

[1] E. M. F., IX, 40.

mieux dirigée cette cavalerie aurait pu mieux se rendre compte de la situation des troupes françaises, il est fort exagéré de soutenir[1] qu'elle eût été capable d'y mettre le désordre ou même de rendre la retraite difficile, car elle ne pouvait rien entreprendre contre les 130,000 hommes qui, le 7, se trouvaient de Puttelange à Boulay. Même au 2e corps, on avait encore assez de consistance pour la refouler. M. de Moltke, en songeant à réunir toutes ses forces, envisageait aussi l'offensive française contre la IIe armée, et il avait encore raison de se mettre en mesure d'y pourvoir, quoiqu'une pareille décision lui parût bien peu cadrer avec l'attitude que les Français avaient montrée jusque-là[2].

La fermeté dans le dessein n'exclut pas la prudence, et, en somme, les instructions du grand État-Major allemand, dans la journée du 7, nous paraissent fort judicieuses.

Les reproches adressés au chef de la IIIe armée au sujet des dispositions qu'il a prises pour traverser les Vosges ne nous paraissent pas mieux justifiés. Il avait raison de chercher à utiliser tous les passages ; il est vrai que si nous avions occupé ceux de Saverne et de La Petite-Pierre, il aurait perdu son temps, mais la disposition recommandée par l'ouvrage de l'État-Major[3], et consistant à porter tous les corps allemands à gauche, en négligeant les routes septentrionales, eût été encore bien autrement défectueuse, car la IIIe armée eût été ainsi complètement séparée de la IIe et pouvait être tenue en échec par des forces très inférieures, et c'eût été suffisant pour nous permettre de résister sur la haute Sarre, à la gauche de la IIe armée. M. de Moltke, tout en n'attachant pas toujours à la liaison des forces toute l'importance qu'elle mérite, n'en perdait cependant pas

---

[1] E. M. F., IX, page 48.
[2] *Idem*, page 55.
[3] *Idem*, page 62.

de vue la nécessité et, en somme, c'est cette préoccupation qui domine dans les mesures qu'il a prises à la suite des batailles du 6 août. Dans la situation des armées le 7 au matin, le premier but à atteindre, pour assurer la jonction la plus rapide des IIe et IIIe armées, était de leur indiquer pour premier objectif commun Sarre-Union. Une fois la liaison faite sur ce point, il formait la droite de la IIIe armée, tandis que la IIe se déployait à l'Ouest.

Les dispositions arrêtées par les chefs de l'armée allemande à la suite des batailles du 6 août nous paraissent donc conformes aux exigences de la situation; il en est de même de celles qui furent arrêtées le 8, spécialement en ce qui concerne la répartition de la cavalerie. Celle du IVe corps pouvait être insuffisante pour remplir le rôle qu'elle avait à jouer à la gauche de la IIe armée; il était rationnel de la renforcer d'une brigade de la 5e division; sans doute, si l'on avait été complètement renseigné sur la direction suivie par les troupes françaises battues à Wœrth, on aurait pu s'en dispenser, mais si l'on s'était trompé à cet égard, c'était justement faute d'une cavalerie suffisante.

Dans les conditions où l'on se trouvait, et avec ce que l'on savait, il convenait d'arrêter la droite en attendant l'entrée en ligne de la gauche, comme le prescrit l'ordre général de M. de Moltke, du 9 août[1]. On laissait, il est vrai, ainsi aux Français le temps de se remettre en se concentrant, mais de quelque manière que l'on s'y prît, on ne pouvait pas les en empêcher s'ils s'y prenaient bien, tandis qu'en se mettant à leur suite avec les seuls corps capables de les atteindre, on s'exposait à un gros échec. On ne doit pas juger ces dispositions d'après ce qui s'est passé, mais d'après ce qui était possible ; il est contradictoire de soutenir d'une part que les Français pouvaient

---

[1] E. M. F., IX, 129.

reprendre l'offensive avec avantage, et d'autre part que les Allemands pouvaient exécuter une poursuite énergique. Car l'un des deux partis au moins était dangereux; en réalité ils l'étaient tous les deux.

Si les Français voulaient reprendre l'offensive, ils allaient au-devant d'une défaite, et les Allemands s'y exposaient s'ils voulaient poursuivre avec les seules forces dont ils disposaient. Ce qui était rationnel des deux côtés c'était pour les Français de se retirer lentement et avec sang-froid, en faisant tête fréquemment aux avant-gardes de l'ennemi, et pour les Allemands de ne reprendre l'offensive qu'après avoir rassemblé leurs forces. C'est ce qu'ont fait nos adversaires, mais de notre côté on n'a pas utilisé tous les avantages que présentait la région pour retarder l'invasion. L'erreur radicale de nos chefs a été de n'envisager que la guerre défensive, de chercher le salut exclusivement dans les fortes positions et de ne pas comprendre que la guerre de manœuvres était la seule qui put nous fournir les moyens de compenser notre infériorité numérique.

Si nous avons insisté sur les avantages de la guerre de manœuvres combinée avec l'emploi des positions, c'est non seulement afin de mettre en évidence les ressources dont on disposait en 1870 pour lutter contre l'invasion allemande et les fautes qui ont été commises en négligeant d'utiliser ces ressources, mais c'est aussi parce que, en cas d'une nouvelle guerre contre nos puissants voisins, on devrait encore, suivant nous, se laisser diriger par les mêmes idées. Il faut d'abord se dire que rien qu'en raison de notre organisation politique, on devra renoncer à l'offensive initiale. Nous serons encore à nous demander s'il faut faire la guerre quand déjà les Allemands seront aux portes de Nancy. C'est là une situation fâcheuse, mais qu'il faut envisager avec sang-froid parce qu'elle est inévitable.

On doit d'ailleurs en même temps être convaincu que, si nous avions une bonne armée et des chefs habiles pour la conduire, cette situation ne serait pas pour cela désespérée. L'ennemi non seulement serait prêt le premier, mais il disposerait de forces supérieures en nombre ; en raison de sa supériorité, il viserait à l'enveloppement conformément aux méthodes allemandes. Mais c'est une éventualité qui n'est redoutable que si l'on cherche la résistance dans l'utilisation exclusive des positions fortifiées; avec ce procédé qui conduit à l'immobilité, l'enveloppement réussit toujours ; mais il doit en être autrement si on lui oppose la guerre de manœuvres. Il faudra manœuvrer d'après les préceptes de Napoléon, en cherchant à appliquer le principe de Jomini, de manière à produire sur un point bien choisi une concentration inopinée. Pour réussir dans une pareille entreprise, deux conditions sont à réaliser : utiliser les voies ferrées transversales pour déplacer rapidement le centre de gravité de notre premier déploiement stratégique, et en même temps disposer à l'intérieur du pays de puissantes réserves stratégiques que l'on ne mettra en mouvement par les voies ferrées conduisant à la frontière que quand on sera fixé sur le point de concentration choisi.

Ce sont là des idées que nous avons exposées à maintes reprises dans nos études antérieures [1]. D'autres, au contraire, dont le général Lewal, ont soutenu qu'avec les effectifs des armées de notre époque la guerre de manœuvres n'était plus possible ; mais il semble que, dans ces derniers temps, on soit revenu à une autre manière de voir.

A en juger, tout au moins, par un article paru récemment dans le *Journal des Sciences militaires* [2], il est certain que nous ne sommes pas seuls à soutenir nos idées,

---

[1] Voir notamment : *Maximes de guerre de Napoléon,* pages 270 et suiv.

[2] Février 1907. *De Moukden à Nancy.*

car l'auteur de cet article pense, comme nous, que le meilleur moyen de refouler l'offensive allemande est de faire une guerre de manœuvres reposant sur l'emploi des voies ferrées en cours d'opérations, de manière à amener un événement décisif par l'arrivée rapide de puissantes réserves stratégiques.

Il est certain que, pour réussir en conduisant les opérations d'après ces idées, il faut, en prenant l'offensive sur une certaine zone du théâtre des opérations, être prêt à céder le terrain partout ailleurs. On le fera en utilisant les positions avantageuses, mais on devra surtout se garder de s'attacher à la fortification permanente. On devra seulement y chercher des facilités de manœuvres, et non pas un appui prolongé, qui conduirait au blocus, puis à la capitulation. Ce sont là encore des idées que nous avons développées en de maintes occasions et que nous avons encore retrouvées dans la même livraison du *Journal des Sciences militaires*[1]. Il ne faut pas s'étonner de voir les mêmes considérations se reproduire périodiquement sur les questions militaires, car, à moins de se perdre dans des détails sans intérêt, au point de vue de la conduite des armées, on doit se dire que la matière est en somme fort limitée, et, comme les idées justes sont toujours les mêmes, ceux qui cherchent à approfondir la valeur des principes sont toujours amenés, en définitive, à peu près aux mêmes conclusions, lorsqu'ils s'appuient sur les événements du passé et qu'ils les interprètent avec sagacité. Tous les quinze ou vingt ans, on éprouve le besoin de reproduire de vieilles idées, en leur donnant une forme plus ou moins nouvelle, en tournant toujours dans un même cercle d'un rayon peu étendu, et, lorsqu'on veut en sortir, c'est pour aboutir à des théories d'appa-

[1] Février 1907. *La Valeur stratégique des Places fortes et des Régions fortifiées.*

rence spécieuse et dont il faut toujours se méfier, parce que le plus souvent elles procèdent de considérations établies *a priori*, où l'on ne tient aucun compte des leçons du passé ni des préceptes des grands capitaines.

C'est le pédantisme des écoles qui, comme dit Jomini, est cent fois plus dangereux que l'ignorance.

« Un homme ignorant, doué d'un génie naturel, dit le célèbre critique, peut faire de grandes choses ; mais le même homme, bourré de fausses doctrines étudiées à l'école et farci de systèmes pédantesques, ne fera rien de bon, à moins qu'il n'oublie ce qu'il avait appris [1]. »

Aussi peut-on affirmer que la science des écoles, non seulement est absolument insuffisante pour former un chef d'armée, mais qu'il est désirable qu'un général s'en affranchisse s'il veut juger une situation réelle avec toute la liberté d'esprit qu'elle réclame. Il n'a besoin que d'être pénétré de quelques principes régulateurs, et c'est surtout des dons qu'il possède de la nature, tels que la sagacité, la fermeté du caractère, qu'il tirera une vue judicieuse des solutions qui conviennent aux circonstances. En 1870, à la suite de nos premières défaites, deux idées générales auraient dû déterminer la conduite des chefs de l'armée française : faire une guerre de manœuvres ; se méfier de l'abus de la fortification, et ce sont ces idées que l'on devra avoir toujours présentes à l'esprit à l'avenir.

Mais, dans la pratique du genre d'opérations que nous recommandons, il y a encore une autre condition dont il faut tenir compte, c'est la nécessité de la dislocation des armées. Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, si bien compris que soit le tracé de notre réseau ferré, on ne pourra jamais transporter très rapidement toute une armée de 100,000 hommes d'une zone à une autre. Il en

---

[1] JOMINI, *Précis de l'Art de la Guerre*, page 30.

sera tout autrement si l'on admet que pour la concentration destinée à produire l'*événement*, on constituera de nouveaux groupements par la réunion de divers corps pris à des armées différentes. On ne pourrait préciser ces idées qu'en les appliquant à une situation particulière ; mais nous croyons préférable de ne pas entrer dans cette voie. Il nous suffira d'avoir exposé notre manière de voir d'une manière générale. Quant à l'application que l'on pourrait être amené à en faire, on pourrait sans doute s'y préparer à l'avance, en interprétant avec sagacité les renseignements que l'on peut posséder au sujet de l'ennemi [1].

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire qu'il suffise de manœuvrer pour obtenir la victoire. En matière d'opérations militaires, il n'y a pas de formule qui conduise forcément au succès, car on est toujours à deux de jeu, et l'adversaire peut lui-même répondre à des manœuvres judicieuses par une riposte appropriée. Mais si l'un des deux cherche sa force dans le mouvement et l'autre dans les positions, on peut affirmer que le premier a, par suite de ses dispositions générales, de grandes chances d'obtenir le succès avec des troupes inférieures en nombre, à la condition que celles qu'il commande soient résistantes et énergiques.

---

[1] En dehors des idées générales que je viens de rappeler, après les avoir exposées sommairement dans plusieurs publications, il s'agit ici d'une situation que j'ai examinée de plus près dans un travail intitulé : *Plan de campagne contre l'Allemagne.*

Ce travail est inédit, mais je l'ai communiqué, il y a vingt-cinq ans, au général de Miribel, au duc d'Aumale et au général Février. C'est à la suite de ce travail que le général de Miribel m'avait fait attacher, *pour le cas de guerre*, à l'état-major général, où je devais être rendu le premier jour de la mobilisation. Plus tard, plusieurs généraux, que je pourrais nommer, ont eu également connaissance de mon travail.

Un ministre m'a même fait venir à Paris, quinze ans plus tard, pendant trois mois, pour le mettre au point ; ce que j'ai fait, en lui donnant de nouveaux développements.

Comme dit encore Jomini, que nous ne nous lasserons pas de citer : « Si l'étude des principes est une condition essentielle pour réussir à la guerre, il en est une non moins précieuse, c'est la ferme volonté de se bien battre ». Or on doit reconnaître qu'en 1870 cette condition était remplie dans l'armée française. On aurait pu compter sur son dévouement si l'on avait su l'utiliser. Elle était apte aux marches comme aux combats.

Mais au lieu de songer à manœuvrer à proximité de la frontière ou en arrière, séduit par l'attraction de la place de Metz, on allait se laisser entraîner à y séjourner en présence de l'ennemi, ne comprenant pas qu'autant cette grande place pouvait rendre de grands services si l'on cherchait à utiliser tous les moyens de la défense de la Moselle, autant elle était dangereuse dès qu'on voulait en faire l'appui exclusif des opérations de l'armée. C'est ainsi que l'on allait être conduit aux pires catastrophes, et cependant, quand, le 12 août, le maréchal Bazaine prit le commandement de l'armée, la situation était loin d'être désespérée. Nous avions perdu deux batailles : l'une grave en Alsace, l'autre, sans importance au point de vue du résultat matériel, en Lorraine ; nous avions négligé d'utiliser les propriétés de la région voisine de la frontière pour retarder l'invasion, soit en nous appuyant sur les Vosges, soit en défendant les passages de la Moselle, mais à part la désorganisation du 1er corps, auquel il fallait quelque temps pour se refaire, le gros de l'armée restait intact.

On pouvait encore nourrir l'espoir d'arrêter l'invasion allemande, à la condition de commencer par sauver la principale partie de l'armée qui se trouvait à Metz. Une fois ramenée en liaison avec le cœur de la France, cette force pouvait s'accroître tous les jours en retardant les progrès de l'ennemi.

D'autres prétendent au contraire que, de quelque ma-

nière que l'on s'y fût pris, l'armée française était vouée à la défaite, parce que, en raison de l'infériorité de sa tactique, elle était incapable de lutter contre l'armée allemande.

On soutient notamment que « si l'armée de Lorraine se fût portée, le 15 août, des abords ouest de Metz sur Verdun, elle eut atteint cette ville sans encombre le 17, mais aurait subi le 20 ou 21, entre Dombasle et Clermont, un désastre dans le genre de celui qu'a essuyé l'armée de Châlons le 1er septembre à Sedan[1] ». On ajoute que « le maintien de 200,000 Allemands devant Metz jusqu'au 29 octobre a seul permis au Gouvernement de la Défense nationale d'organiser la résistance et de la faire durer jusqu'au mois de février 1871 ». On en conclut que « la résolution du maréchal Bazaine (de s'appuyer sur Metz) était la seule judicieuse[1] ». Nous sommes d'un avis absolument différent.

Pour réfuter cette appréciation, nous remarquerons d'abord que l'armée française n'aurait eu de véritable difficulté que pour aller de Metz à Verdun, mais que, si on la suppose le 17 aux environs de Verdun, elle aurait pu continuer sa marche sans rencontrer de résistance sérieuse, car à cette date il n'y aurait eu sur la Meuse que les corps prussiens X, Garde et IV, qui ne l'auraient pas empêchée d'être le 18 entre Clermont et Varennes, le 19 de Sainte-Menehould à Vienne, et de se joindre le jour suivant à l'armée de Châlons. Si les Prussiens, forçant le pas, avaient voulu attaquer, on aurait eu tout au plus une bataille de Rezonville et non pas un Sedan.

Nous pensons même qu'on pouvait beaucoup mieux, car, en débouchant de la Meuse, l'armée venant de Metz pouvait être renforcée d'une trentaine de mille hommes, ce qui l'aurait portée à 180,000 hommes ; avec une pa-

---

[1] Général BONNAL, *Psychologie du Maréchal Bazaine*, pages 158-159.

reille force on pouvait, avant de continuer son chemin, tomber sur les corps avancés de l'ennemi et obtenir entre Dombasle et Clermont non pas un désastre, mais une victoire éclatante.

Sans doute, il y avait bien des défectuosités dans l'armée française, mais les procédés des Allemands n'étaient pas non plus parfaits, et nous n'étions pas incapables de lutter à forces égales.

Il suffit pour s'en convaincre, d'examiner les résultats matériels des batailles livrées autour de Metz.

A Borny les Français ont perdu 3,614 hommes, dont 205 officiers; les Allemands 4,779 hommes, dont 221 officiers[1].

A Rezonville les Français ont perdu 13,761 hommes, dont 834 officiers; les Allemands 15,790 hommes, dont 711 officiers[2].

A Saint-Privat, pour les forces françaises 13,218 hommes, dont 619 officiers: pour les Allemands 20,160 hommes, dont 900 officiers[3].

Au total pour les Français... 30,593 hommes.
— — Allemands. 40,669 —

dont à peu près le même nombre d'officiers de chaque côté.

En présence de ces résultats, il est difficile de soutenir que les Allemands et leurs procédés de combat fussent bien supérieurs à ceux des Français; nous pensons, au contraire que les éléments inférieurs de l'armée française étaient excellents, surtout dans l'infanterie et dans l'artillerie. On marchait, il est vrai, à la remorque de certaines doctrines défectueuses; la principale consistait à exalter les propriétés défensives des nouvelles armes. Mais il était

---

[1] E. M. F., *Metz*, I, 245.
[2] E. M. F., *Metz*, II, 614.
[3] E. M. F., *Metz*, III, 740.

possible de les rectifier. On n'a jamais eu besoin de beaucoup de raisonnements pour pénétrer les troupes françaises des avantages de l'offensive. Il aurait suffi de les engager dans cette voie pour les y faire marcher résolument.

On devait donc ramener l'armée à l'intérieur de la France en lui disant bien haut que, si l'on reculait pour un moment, l'offensive n'était qu'ajournée, mais qu'en attendant c'était de l'énergie de son attitude que dépendait l'organisation des nouvelles forces qu'elle devait bientôt encadrer.

En s'appuyant sur Metz, au contraire, non seulement on ne facilitait pas l'organisation de la résistance, mais on la rendait très difficile. Se retirer dans un camp retranché c'était refuser la bataille, et ce que l'on croyait impossible avec la vieille armée, était-il raisonnable de l'espérer des nouvelles levées dépourvues de cadres ? La seule manière d'organiser une résistance efficace était au contraire de verser peu à peu les recrues dans les anciens cadres.

Indépendamment de toutes considérations théoriques sur la valeur des camps retranchés, il fallait donc avant tout, en raison des circonstances particulières dans lesquelles on se trouvait, éviter de s'appuyer sur Metz d'une manière prolongée en risquant de s'y faire bloquer ; car si l'on avait d'une part une armée excellente mais d'un effectif insuffisant, et d'autre part des recrues nombreuses mais sans cadres pour les recevoir, il n'y avait rien à espérer de leurs résistances séparées, tandis que l'on pouvait tout attendre de leur réunion.

Et si l'on voulait utiliser les propriétés attribuées aux camps retranchés, il valait bien mieux choisir Paris que Metz, car on avait plus de temps pour s'y organiser, pour y accumuler les ressources ; qu'au contraire l'ennemi, loin de sa base d'opérations, aurait rencontré les plus grandes difficultés pour y réunir tous ses moyens, et qu'en dispo-

sant de 400,000 hommes dès le commencement de septembre, l'investissement eut été à peu près impossible ; l'ennemi ne l'aurait même pas essayé ; il eut sans doute trouvé préférable d'établir le gros de ses forces vis-à-vis du camp retranché, en exploitant toute la région comprise entre Paris et la frontière, poussant des pointes à droite et à gauche, se tenant toujours prêt à réunir ses forces pour résister à une attaque. Aussi de notre côté, dans ces conditions, la meilleure solution pour nous n'aurait pas consisté à vouloir rester attaché à Paris. Il eût été préférable de n'y laisser que 100,000 hommes de troupes actives avec la garde nationale sédentaire, et de se porter avec le reste sur la Loire. De là on pouvait peu à peu porter de nombreuses forces dans l'Est et marcher avec 150,000 hommes pour dégager Metz et couper les communications des Allemands. Vis-à-vis de pareilles dispositions, leur situation aux abords de Paris n'eut pas été tenable. Il en était tout autrement dès qu'on commençait par laisser nos meilleures troupes à Metz. Nous pensons donc que la solution que Bazaine devait adopter, loin d'être la seule judicieuse, était la pire de toutes, que ce n'est qu'à partir de ce moment que notre situation a été véritablement compromise et que, comme nous l'avons dit jadis, cette résolution est la véritable origine de tous nos malheurs.

Nous ne voulons pas dire que l'armée, une fois repliée sur Metz, tout fut absolument perdu. Il y a longtemps aussi que nous nous sommes expliqué à ce sujet[1]. La défaite finale de la France devait être amenée par une succession de fautes qui pour la plupart n'étaient pas irréparables. En évitant Sedan, on pouvait prolonger la lutte à l'intérieur de la France, et Bazaine pouvait y con-

---

[1] Voir *Quatrième maxime de Napoléon*, observations reproduites dans *Comment quitter Metz*, page 132.

courir plus longtemps en utilisant tous les moyens dont il disposait.

Ce que nous prétendons, c'est que l'on eût été dans des conditions beaucoup plus avantageuses si l'armée de Metz avait commencé par se dérober. On n'aurait pas eu besoin de chercher à débloquer Paris parce que le blocus eut été à peu près impossible. Au mois d'octobre on aurait lutté avec des forces égales et excellentes; tandis qu'en se laissant cerner, la principale armée, ayant peu de chances de se dégager d'elle-même, devait finir par disparaître en laissant l'adversaire, qu'elle avait tenu en échec, libre de concourir à l'invasion de la France.

Il aurait pu en être tout autrement si l'Empereur, avant d'abandonner le commandement de l'armée, l'avait ramenée sur l'Argonne. Si, à partir du 12 août, elle allait au-devant d'une catastrophe, c'est surtout parce qu'elle avait à sa tête un homme qui n'était pas capable de la commander. Mais il faut convenir qu'on commençait par le mettre dans une situation difficile. Il avait d'ailleurs près de lui des sous-ordres qui n'étaient pas plus aptes que lui à remplir leur tâche. De plus, l'organisation qui les reliait était mal comprise. Pour changer les résultats il aurait suffi de trouver quelques hommes, peut-être un seul, capable de diriger les opérations; par exemple, un Chanzy avec un Berthaut comme chef d'état major général. Et si, au contraire, la défaite finale était inévitable, c'est parce que cet homme n'existait pas parmi ceux auxquels on pouvait songer pour commander l'armée française.

TABLE DES MATIÈRES

